

2025

31 janvier

DÉLIBÉRATIONS | 01

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Réunion de la Commission Permanente

Date de Publication : 5 février 2025

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 31 Janvier 2025
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

25CP01-1 Aides à la programmation culturelle des Communautés de communes et du Théâtre de la Ville d'Aurillac - Saison 2024-2025

ANNEXE - Délibération

25CP01-2 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

25CP01-3 Déclassement et échange de parcelles sur la Commune de Saint-Amandin suite à l'aménagement de la route départementale n° 678

ANNEXE - Délibération

25CP01-4 Déclassement et cession d'un délaissé au profit d'un tiers sur la Commune d'Aurillac suite à l'aménagement de la route départementale n° 18

ANNEXE - Délibération

25CP01-5 Déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers sur la Commune de Siran suite à l'aménagement de la route départementale n° 653

ANNEXE - Délibération

25CP01-6 Déclassement et cession de délaissés au profit de tiers sur la Commune de Saint-Cirgues-de-Malbert suite à l'aménagement de la route départementale n° 922

ANNEXE - Délibération

25CP01-7 Aménagement des Routes Départementales n°12, n°229 et n°678 - Communes de Bassignac, Saint-Bonnet-de-Salers et Anglards-de-Salers - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

25CP01-8 Aménagement des Routes Départementales n°160 et n°45 - Communes de Saint-Cernin et Ytrac - Régularisation de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

25CP01-9 Aménagement de la Route Départementale n°922 - Commune d'Ydes - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

25CP01-10 Aménagement de la Route Départementale n°926 - Commune de Roffiac - Acquisition de terrains - Avec DUP (Article 1045)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

25CP01-11 Subventions au titre de la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Convention

ANNEXE - 2- Convention

ANNEXE - Tableau des actions

25CP01-45 Attribution d'une subvention d'investissement pour EHPAD de Pierrefort "La Mainada"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-12 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif Cantal'Mouv)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-13 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif RESPIR)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-14 Mise à disposition par France Travail auprès du Conseil départemental d'outils et services numériques communs et d'échange de données dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-15 Convention de mise à disposition d'un bureau de permanence au sein de la MSD de Mauriac et de l'Antenne de la MSD de Riom-ès-Montagnes en faveur de l'AFAPCA

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-16 Avenant n°2 à la convention de mise à disposition d'un local au sein de la Mairie d'Ydes en faveur des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - avenant n°2

25CP01-17 Convention de mise à disposition au bénéfice de la Banque Alimentaire d'un local de stockage situé sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-18 Convention de mise à disposition au bénéfice du Secours Populaire d'un local de stockage situé sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - convention

25CP01-19 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Commune de Saint-Poncy - Rénovation de l'école

ANNEXE - Délibération

25CP01-20 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays Gentiane - Pôle Intercommunal des services et de la famille

ANNEXE - Délibération

25CP01-21 Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville de Mauriac - Restructuration et rénovation thermique de la gendarmerie (2ème phase)

ANNEXE - Délibération

25CP01-22 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Naucelles

ANNEXE - Délibération

25CP01-23 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Saint-Paul-des-Landes

ANNEXE - Délibération

25CP01-24 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets : Logements Les Clefs du Cantal - Attribution des aides

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

CANTAL INNOVANT

25CP01-25 Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal - Attribution d'une subvention au Syndicat Mixte Cantal Attractivité

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-26 Convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France Services - Année 2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-27 Convention de subventionnement pour 60 formations aidants numériques et/ou connect avec l'ANCT dans le cadre la mise en œuvre de la feuille de route France Numérique Ensemble

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention de subventionnement

CANTAL RESPONSABLE

25CP01-28 Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines - Avenant modification de ressource et avenant de transfert

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant nouvelle ressource St Martin Valmeroux

ANNEXE - Avenant transfert Syndicat Gestion Eaux du Brivadois

25CP01-29 Dispositif financier en faveur de la biodiversité

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Dispositif financier

ANNEXE - 2 - Contrat type ENS

25CP01-30 Cantal'ENS Scolaires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

25CP01-32 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

25CP01-33 Tarifs de restauration dans les collèges - Rectificatifs pour
les collèges de Chaudes-Aigues, Murat, Pierrefort et Saint-Cernin

ANNEXE - Délibération

25CP01-34 Collèges publics : actualisation des prestations accessoires
accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

ANNEXE - Délibération

25CP01-35 Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste matériel réformé

25CP01-36 Acquisition du bâtiment accueillant la Maison de la Solidarité
Départementale de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

25CP01-37 Convention de mise à disposition de locaux sur le site du
Haras d'Aurillac en faveur de l'école de cirque de l'association "Tout
un Cirque"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - convention

25CP01-38 Convention de mise à disposition du domaine public départemental
pour l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques à usage exclusif
de la Maison d'Arrêt à Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-39 Convention d'offre de concours pour l'opération de travaux de réfection de la RD21

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP01-40 Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 635 003 euros - Construction de 7 logements 37 av. du Gl Leclerc 15130 Arpajon-Sur-Cère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Convention

ANNEXE - 2- Contrat

ANNEXE - 3- Avenant

25CP01-41 Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 454 704 euros - Construction de 5 logements rue de Verdun 15130 Arpajon-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

25CP01-42 Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat à hauteur de 50 % de 522 034 euros - Construction de 6 logements le Bourg Sériers 15260 Neuvéglise-sur-Truyère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

25CP01-43 Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 268 660 euros - Construction de 2 logements rue du Terrou 15250 Naucelles

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

25CP01-44 Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 298 407 euros - Acquisition en VEFA de 2 logements Lotissement Château d'Eau 15130 Lafeuilla-de-en-Vézie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-1

Aides à la programmation culturelle des Communautés de communes et du Théâtre de la Ville d'Aurillac - Saison 2024-2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents** : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir** : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 24 voix pour - 6 non-participation(s), Didier ACHALME, Valérie CABECAS, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE, Alain DELAGE et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'Action culturelle 2022-2027 (SDAC) et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n°24CD06-21 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 15 octobre 2024 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour les saisons culturelles des Communautés de communes et du Théâtre d'Aurillac au titre de l'année 2024-2025 pour un montant global de 90 000 € comme suit :

- Communauté de communes Cère et Goul en Carladès : 7 519 € ;
- Communauté de communes Châtaigneraie cantalienne : 10 000 € ;
- Communauté de communes Hautes Terres communauté : 10 000 € ;
- Communauté de communes du Pays de Mauriac : 7 800 € ;
- Communauté de communes du Pays de Salers : 10 000 € ;
- Communauté de communes du Pays Gentiane : 8 471 € ;
- Communauté de communes Saint-Flour communauté : 10 000 € ;
- Communauté de communes Sumène Artense communauté : 6 210 € ;
- Théâtre d'Aurillac : 20 000 €.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657358, fonction 311 du budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-2

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD06-23 du 16 décembre 2024 approuvant les taxes d'interventions en faveur de la vie associative et des bénévoles cantaliens pour 2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux manifestations ou associations locales de 8 cantons pour un montant global de 14 665 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 31 janvier 2025

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Collège la Ponétie	organisation d'une classe culturelle autour du thème "ANIMAL" du 7 au 11 avril 2025, musique, théâtre, expression dramatique, marionnettes avec une classe de 6ème et de SEGPA (36 élèves)	450
Comice Agricole Salers du Pays d'Aurillac	organisation du Comice Salers du Pays d'Aurillac le 18 octobre 2025 à Arpajon-sur-Cère	300
APE de Junhac, Labesserette, Sansac-Veinazès	organisation d'un voyage pédagogique de 3 jours du 19 au 21 février 2025 à Saint-Urcize pour 31 élèves	645
CANTON D'AURILLAC 2		
Centre Communal d'Action Sociale CCAS d'Aurillac	projet artistique "L'essai créer le lien"	1 000
Lycée Emile Duclaux	organisation du concours de poésie "Graines de Poètes"	200
CTA - Carnaval pour Tous d'Aurillac	organisation des animations	100
APE du Groupe Scolaire de la Jordanne	fonctionnement pour l'année scolaire 2024 - 2025	1 000
Ecole ouverte de belbex	organisation d'un voyage scolaire à Chamonix	1 000
CANTON D'AURILLAC 3		
Lycée Emile Duclaux	organisation du concours de poésie "Graines de Poètes"	300
Commune Libre d'Aurignques	organisation d'animations	400
Aurillac Athlétisme	organisation de la 2e édition des 10 km d'Aurillac	500
Conseil Municipal des Jeunes d'Aurillac	organisation d'un voyage à Paris	1 000
CANTON DE MAURS		
Calvinet Pétanque	organisation des activités	600
Collège Jean Dauzié	fonctionnement de la section BIA (Brevet d'Initiation Aéronautique)	300
APE de l'école de Saint-Mamet	organisation d'une classe de découverte avec des séances de piscine à Ardes-Sur-Couze	420
CANTON DE MURAT		
Prélude et Fugue	fonctionnement	250
Société de Pétanque d'Allanche	fonctionnement	250
Association Lioran DH Team	saison sportive 2025 de VTT de descente	250
Amicale des Joueurs du Rugby-Club de Saint-Flour	organisation de la 3e édition du festival 3F - Fondue à Font d'Al au Lioran en 2025	250
CANTON DE NAUCELLES		
US Vallée de l'Authre	renouvellement des tenues vestimentaires	1 000
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Entente Stade Rimois-Condat - ESCR	acquisition de mini buts pour les tournois U7, U8 et U9	500
CANTON DE SAINT-FOUR 1		
ACCA Aurillac l'Eglise	réparation de la chambre froide	500
Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantalien	conception de gilets à l'effigie du Syndicat Aubrac Cantalien avec le logo du Conseil départemental et du Conseil Régional	500
Maison Familiale Rurale de Saint-Flour	organisation d'un concours du 26 au 30 juin 2025	500
Union Sportive Sanfloraine Section Boule Lyonnaise	fonctionnement de l'Association	500
Amicale des Joueurs du Rugby-Club de Saint-Flour	organisation de la 3e édition du festival 3F - Fondue à Font d'Al au Lioran en 2025	500
Club des Aînés d'Andelat	organisation des activités	300
Les Colchiques communes de Coren et Mentières	organisation d'un voyage en Charente-Maritime en 2025	350
Association Spring Festiv'	organisation de la 12e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2025	500
Club des Trois Sucs des Chapeloux	organisation des manifestations 2025	300
TOTAL		14 665

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-3

Déclassement et échange de parcelles sur la Commune de Saint-Amandin suite à l'aménagement de la route départementale n° 678

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L1111-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Considérant l'accord d'échange conclu entre le Département du Cantal et la propriétaire des parcelles ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et à l'échange de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

**Route départementale n° 678
Commune de Saint-Amandin**

Madame

cède au Département du Cantal :

Dossier n° AAF 49

Référence cadastrale				
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²
A	1168	Pré	Le Pré de Biard	37
A	1170	Pré	Le Pré de Biard	52
Total en m²				89

En échange le Département du Cantal cède à Madame :

Référence cadastrale				
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	Surf. m²
A	1172	Délaissé	Le Pré de Biard	874

Montant de l'acquisition : $0,30 \text{ €} \times 89 \text{ m}^2 = 26,70 \text{ €}$

Montant de la cession : $0,30 \text{ €} \times 874 \text{ m}^2 = 262,20 \text{ €}$

La mutation de ces parcelles fera l'objet d'un acte d'échange avec soulte de deux-cent-trente cinq euros et cinquante centimes (235,50 €) à la charge de Madame sous la forme d'un acte en la forme administrative qui sera établi par le Conseil départemental.

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer les actes authentiques en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-4

Déclassement et cession d'un délaissé au profit d'un tiers sur la Commune d'Aurillac suite à l'aménagement de la route départementale n° 18

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales, en date du 29 octobre 2024 estimant le bien à 5,25 €/m² ;

Considérant la nature de cette bande de terrain, un talus pentu non entretenu depuis des années ;

Considérant qu'il a été stipulé aux futurs acquéreurs le fait de ne pouvoir, ni réaliser de travaux susceptibles de déstabiliser le talus, ni concevoir de construction de quelque nature que ce soit ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de ne pas suivre l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales, compte-tenu de la nature du terrain et de l'interdiction pour les acquéreurs de réaliser des travaux susceptibles de déstabiliser le talus, ou de concevoir une construction de quelque nature que ce soit ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et la cession de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

**Route départementale n°18
Commune d'Aurillac**

Acquéreurs : Madame

/ Monsieur

Dossier n° AAF50

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
BS	183	Les Combes-Est	81	Taillis

Montant de la vente : $0,30 \text{ €} \times 81 \text{ m}^2 = 24,30 \text{ €}$

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-5

Déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers sur la Commune de Siran suite à l'aménagement de la route départementale n° 653

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales en date du 11 décembre 2024 ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et à la cession d'un terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

**Route départementale N°653
Commune de SIRAN**

Acquéreur : Madame

Dossier n° AAB 63

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
A	1183	Puech de Lagarde	2537	Délaissé

Montant de la vente : 0,30 € x 2537 m² = 761,10 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-6

**Déclassement et cession de délaisés au profit de tiers sur la Commune de
Saint-Cirgues-de-Malbert suite à l'aménagement de la route départementale n° 922**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales en date du 25 mai 2023 estimant l'ensemble des biens à 539 € ;

Considérant la négociation de cession des délaisés à 0,04 €/m², condition ferme prévue lors des acquisitions de terrain nécessaires à l'aménagement de la RD n° 922 ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- **DECIDE** de ne pas suivre l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales et de respecter l'engagement pris lors des négociations foncières en date du 28 octobre 2019, date de signature de la promesse d'échange.

- **DECIDE** de procéder au déclassement et la cession des terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-dessous.

**Route départementale n° 922
Commune de SAINT-CIRGUES-DE-MALBERT**

Acquéreurs : Monsieur

Dossier n° AAF 35

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
D	1210	Les Quatre Routes de Besse	666 m²	Délaissé
D	1214	Les Pomeirols	283 m²	Landes
D	1213	Les Pomeirols	767 m²	Landes

Montant de la vente : 0,04 € x 1716 m² = 68,64 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-7

**Aménagement des Routes Départementales n°12, n°229 et n°678 - Communes de Bassignac,
Saint-Bonnet-de-Salers et Anglards-de-Salers - Acquisitions de terrains -
Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant les accords conclus entre le Département du Cantal et les propriétaires qui diffèrent des modalités arrêtées par délibérations de la Commission Permanente n°13CP02-44 du 22 février 2013, n°13CP03-43 du 22 mars 2013 et n°15CP02-48 du 27 février 2015 ;

- **DECIDE** de l'annulation des modalités arrêtées pour l'aménagement des routes départementales par délibérations de la Commission Permanente n°13CP02-44 du 22 février 2013 avec les consorts MAISONNEUVE propriétaire de la parcelle ZB24 (RD 12), n°13CP03-43 du 22 mars 2013 avec Madame propriétaire de la parcelle ZB49 (RD 229) et n°15CP02-48 du 27 février 2015 avec Monsieur propriétaire de la parcelle ZD47 (RD 678).

- **DECIDE** de l'acquisition de terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°12, n°229 et n°678 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route départementale n° 12
Sécurité au Bourg Ouest - 00924**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : BASSIGNAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
M. et Mme	ZB24	176	14064	Lande	123,20

**Route départementale n° 229
Arasement d'accotements « Les Planches » - 00937**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-BONNET-DE-SALERS

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	ZB49	137	128464	Pré	82,20

**Route départementale n° 678
Bois de Sion - Pons - 00898**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : ANGLARDS-DE-SALERS

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale
	ZD47	137	3548	Bois	20,55

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-8

Aménagement des Routes Départementales n°160 et n°45 - Communes de Saint-Cernin et Ytrac - Régularisation de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale ;

- **DECIDE** des acquisitions des terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°160 et n°45 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route départementale n° 160
Aménagement à Laubac - 00141**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-CERNIN

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	BC25	68	1140	Pré	1,00 € non versé

**Route départementale n° 45
Rue Antonin Magne - 00183**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : YTRAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	AN22	25	866	Sol	1,00 € non versé
CONSORTS COMBETTES	AO28	46	9188	Pré	1,00 € non versé
	AO111	17	1536		

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-9

Aménagement de la Route Départementale n°922 - Commune d'Ydes - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée ZB51 qui diffère des modalités arrêtées par délibération n° 09CP10-085 du 27 novembre 2009 ;

- DECIDE de l'annulation des modalités arrêtées par délibération n° 09CP10-085 du 27 novembre 2009 avec Madame propriétaire de la parcelle cadastrée ZB51.

- **DECIDE** de l'acquisition de terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°922 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route départementale n° 922
Régularisation Ydes Bort - 00802**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : YDES

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
	ZB66	3140	Lande	1 256,00

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer les actes à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-10

Aménagement de la Route Départementale n°926 - Commune de Roffiac - Acquisition de terrains - Avec DUP (Article 1045)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire des parcelles cadastrées section ZM, numéros 186 et 211 qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°20CP02-20 du 28 février 2020 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°20CP02-20 du 28 février 2020 portant sur l'aménagement de la RD n°926 concernant l'acquisition de parcelles à Monsieur

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°926 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route départementale n° 926
Contournement de Saint-Flour - 01056**

D.U.P. du 28/08/2012 (Article 1045 du Code Général des Impôts)

Commune : ROFFIAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	ZM186 ZM211	547 609	1083 16767	Pré	651,65	130,33	781,98

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-11

Subventions au titre de la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour - 4 non-participation(s), Alain DELAGE, Philippe FABRE, Bruno FAURE et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n°24CD06-42 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 adoptant le Budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2025 ;

Vu l'avis rendu par la Commission des Financeurs le 15 janvier 2025 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2025 ;

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2025 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 299 689 €.

- **APPROUVE** les conventions-types relatives au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal au titre de l'exercice 2025 à intervenir avec chaque organisme attributaire telle que jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 246 310 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 du budget annexe de la Commission des Financiers.

Le montant des dépenses d'un total de 53 379 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe de la Commission des Financiers.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT
DES DEPENSES ENGAGEES
POUR LA REALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES DU CANTAL
INSCRITES DANS LE PROGRAMME VALIDE PAR LA COMMISSION DES FINANCEURS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2025**

Entre les soussignés,

D'une part,

(à compléter par : le nom de l'organisme bénéficiaire de la subvention, adresse du siège social et statut, représenté(e) par

Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXX

Ci-après désigné « le porteur de projet »

Et d'autre part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération de la commission permanente du Conseil départemental n°25CP01- du 31 janvier 2025,

Numéro de Siret : 221 500 010 00014

SIS 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX

VU le concours financier « Autres actions de prévention » de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

VU l'avis rendu par la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées du Cantal le 15 janvier 2025 ;

VU la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025 ;

Considérant les appels à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie pour les habitants du Cantal âgés de 60 ans ou plus et les proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie. Ces 2 appels à projets sont différenciés par le public qu'ils ciblent.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les modalités d'intervention financière du Département au titre de la Commission des Financeurs dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal ainsi que :

- Les obligations de chacune des parties ;
- Le délai de validité des aides ;
- Le cadre de l'évaluation.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 Le porteur de projet

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage à réaliser l'action ou les actions, à son initiative et sous sa responsabilité. Il fera le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour mener à bien son projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

2.2 Le Département

Le Département est chargé de s'acquitter de toutes les obligations découlant de la présente convention attributive de l'aide.

Article 3 : Montant de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention.
La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2025 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention.
La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2025 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée en fonction des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

La subvention sera attribuée sous réserve de l'atteinte des objectifs qualitatifs définis au dépôt du dossier.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

4.1 Acompte

La subvention départementale est versée au porteur de projet au titre d'un acompte de XXXXXXX euros, correspondant à 80% du montant de la subvention, mise en paiement dès signature de la convention.

4.2 Solde

Le solde de la subvention sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par la Maison Départementale de l'Autonomie sur la base du bilan financier de l'opération (ou des opérations) et de la déclaration sur l'honneur transmis par les services du Conseil départemental. Ces documents devront être transmis aux services du Conseil départemental par le porteur de projet dès la clôture de l'action ou au plus tard le 10 décembre 2025.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le Département lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 ou sur le chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe du Département selon le statut du porteur (privé/public)

La subvention est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Obligations du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le porteur de projet s'engage à transmettre le planning des actions 2025, joint à la présente convention signée afin de planifier des visites de contrôle.

Le porteur de projet doit engager et réaliser l'action (ou les actions) dans l'année civile 2025.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le porteur de projet fournit pour chaque action financée un bilan qualitatif **dès la clôture de l'action**. Pour les actions qui se prolongent entre le 15 décembre 2025 et le 31 décembre 2025 et uniquement pour celles-ci, ce bilan qualitatif pourra être transmis aux services du Conseil départemental au plus tard le 10 janvier 2026. A défaut, aucune autre demande de subvention ne pourra être étudiée en 2026.

5.1 Utilisation de la subvention

Le porteur de projet accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement de l'action ou lors de la demande de solde de la subvention.

Le porteur de projet est informé que dans le cadre d'opérations de contrôle menées à posteriori, notamment par la CNSA, il devra justifier de tout élément composant le présent dossier.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

5.2 Obligation de publicité

Aux fins de favoriser la fréquentation des événements, le porteur de projet devra répertorier les actions financées par la Commission des Financeurs sur le portail « pour bien vieillir » géré par la CARSAT. A cet effet, une formation des porteurs est prévue **le jeudi 20 mars 2025, de 10h à 11h30** en visioconférence. Les modalités de participation à cette formation seront communiquées ultérieurement.

Lors de toute communication ou publication, le porteur de projet s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal, à savoir :

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Il a l'obligation de faire apparaître le logo de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et des membres la composant sur l'ensemble de ses supports de communication. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention du financement de la Commission des financeurs.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de la subvention notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'action (ou les actions) subventionnée(s).

Ces documents devront être transmis au Département.

5.3 Information du Département

Le porteur de projet devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement qui impacterait la réalisation de l'action subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

Article 6 : Reversement

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée ou en retenir le solde, s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au porteur de projet en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant éventuellement le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement à la collectivité départementale est prise par le Président du Conseil Départemental.

Article 7 : Caducité et déchéance

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2025.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département ou de la CNSA.

Le porteur de projet qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer au plus vite le Département par lettre recommandée avec accusé réception.

Le porteur de projet s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL

Le représentant de l'organisme bénéficiaire
de la subvention



**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT
DES DEPENSES ENGAGEES
POUR LA REALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES DU CANTAL
INSCRITES DANS LE PROGRAMME VALIDE PAR LA COMMISSION DES FINANCEURS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2025**

Entre les soussignés,

D'une part,

(à compléter par : le nom de l'organisme bénéficiaire de la subvention, adresse du siège social et statut, représenté(e) par

Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXXXX

Ci-après désigné « le porteur de projet »

Et d'autre part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération de la commission permanente du Conseil départemental n°25CP01 du 31 janvier 2025,

Numéro de Siret : 221 500 010 00014

SIS 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX

Vu le concours financier « Autres actions de prévention » de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

Vu l'avis rendu par la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées du Cantal le 15 janvier 2025 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025 ;

Considérant les appels à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie pour les habitants du Cantal âgés de 60 ans ou plus et les proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie. Ces 3 appels à projets sont différenciés par le public qu'ils ciblent. Cet appel à projets concerne les actions mises en place par les EHPAD

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les modalités d'intervention financière du Département au titre de la Commission des Financeurs dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal ainsi que :

- Les obligations de chacune des parties ;
- Le délai de validité des aides ;
- Le cadre de l'évaluation.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 Le porteur de projet

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage à réaliser l'action ou les actions, à son initiative et sous sa responsabilité. Il fera le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour mener à bien son projet. Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

2.2 Le Département

Le Département est chargé de s'acquitter de toutes les obligations découlant de la présente convention attributive de l'aide.

Article 3 : Montant de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2025 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2025 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée en fonction des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.
La subvention sera attribuée sous réserve de l'atteinte des objectifs qualitatifs définis au dépôt du dossier.

La subvention sera plafonnée à hauteur de 1 000,00 €.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention départementale est versée en intégralité au porteur de projet, mise en paiement dès signature de la présente convention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 ou sur le chapitre 65, nature 657 363, fonction 4232 du budget annexe du Département selon le statut du porteur (privé/public)

La subvention est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Obligations du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le porteur de projet s'engage à transmettre le planning des actions 2025, joint à la présente convention signée afin de planifier des visites de contrôle.

Le porteur de projet doit engager et réaliser l'action (ou les actions) dans l'année civile 2025.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le porteur de projet fournit pour chaque action financée un bilan qualitatif **dès la clôture de l'action**. Pour les actions qui se prolongent entre le 15 décembre et le 31 décembre 2025 et uniquement pour celles-ci, ce bilan qualitatif pourra être transmis aux services du Conseil départemental au plus tard le 10 janvier 2026. A défaut, aucune autre demande de subvention ne pourra être étudiée en 2026.

5.1 Utilisation de la subvention

Le porteur de projet accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

Le porteur de projet est informé que dans le cadre d'opérations de contrôle menées à postériori, notamment par la CNSA, il devra justifier de tout élément composant le présent dossier.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

5.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, le porteur de projet s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal, à savoir :

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Il a l'obligation de faire apparaître le logo de la commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et des membres la composant sur l'ensemble de ses supports de communication. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention du financement de la commission des financeurs.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de la subvention notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'action (ou les actions) subventionnée(s).

Ces documents devront être transmis au Département.

5.3 Information du Département

Le porteur de projet devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant qui impacte la réalisation de l'action subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

Article 6 : Reversement

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée, s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au porteur de projet en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil Départemental.

Article 7 : Caducité et déchéance

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2025.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département ou de la CNSA.

Le porteur de projet qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer au plus vite le Département par lettre recommandée avec accusé réception.

Le porteur de projet s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

**Le Président du Conseil départemental
du CANTAL**

**Le représentant de l'organisme bénéficiaire
de la subvention**

Annexe
Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie 2025

Appel à projet n°1 Public résidant à domicile				
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué	Sous total par porteur
ARSEPT	Programme Prévention santé des Séniors : Actions événementielles	Prévention santé	50 000	20 000
ASLJ	Sport santé séniors	Activité physique, prévention des chutes	14 000	
	Vélos électriques séniors "la remorque itinérante"	Activité physique, prévention des chutes	6 000	
Association Les Gentianes	Potager thérapeutique partagé	Prévention santé	2 950	
CCAS AURILLAC	Atelier de prévention "Mémoire en éveil"	Mémoire	6 750	8 017
	Atelier adapté de stimulation cognitive	Mémoire	1 267	
CCAS d'ARPAJON SUR CERE	Maintenir l'autonomie physique et cognitive des PA par l'activité physique et la diététique	Activité physique, prévention des chutes	9 000	
CCAS MANDAILLES ST JULIEN	Bien-vieiller ensemble à Mandailles-Saint-Julien	Prévention santé	8 612	
CCAS SAINT CIRGUES DE MALBERT	Prener memoire, accorder prevention saine pour le maintien et la stimulation des fonctions cognitives des	Mémoire	2 250	
Centre social ALC	Contribuer au bien vieillir dans les quartiers ouest par le biais d'actions collectives	Prévention santé	11 100	
Centre social d'ARPAJON SUR CERE	Bien vieillir dans nos 7 villages "en action"	Prévention santé	2 941	6 562
	Bien vieillir dans nos 7 villages "connectés" pour bien vieillir	Fracture numérique	2 217	
	Bien vieillir dans nos 7 villages "en jouant" créer un espace de jeux collectifs	Lien intergénérationnel	1 404	
Centre Social Intercommunal de la Vallée de l'Authre	Séniors actifs, nourrir le corps, stimuler la mémoire : soirée culinaire	Prévention santé	400	3 000
	Séniors actifs, nourrir le corps, stimuler la mémoire : journée des séniors actifs	Prévention santé	550	
	Séniors actifs, nourrir le corps, stimuler la mémoire -Après-midi des défilés 2025	Prévention santé	1 550	
	Séniors actifs, nourrir le corps, stimuler la mémoire : Animation danse et partage	Prévention santé	500	
Centre socioculturel d'YTRAC	Pérennisation d'actions collectives de prévention ateliers "bien vieillir grâce au numérique"	Fracture numérique	4 000	9 000
	Pérennisation d'actions collectives de prévention "ateliers sport santé et estime de soi"	Activité physique, prévention des chutes	5 000	
Commune d'YDES	Fonctionnement du service proximité séniors en faveur des personnes âgées fragilisées et isolées	Prévention santé	10 000	
Conseil départemental du CANTAL	Favoriser l'animation des EHPAD via Culturavie	Animation	3 500	
CROMS	Redansons dans nos campagnes	Activité physique, prévention des chutes	13 628	18 293
	Roulez Séniors	Prévention santé	4 665	
DAHLIR	« L'insertion sociale par les loisirs : une démarche globale pour un accès à des activités collectives, physiques et de loisirs adaptés	Activité physique, prévention des chutes	18 000	
DELSUC Caroline	Pilates et cohérence cardiaque	Activité physique, prévention des chutes	1 586	
Générations Mouvement - Les Aînés ruraux du Cantal	Nos villages d'hier à aujourd'hui	Prévention santé	1 125	
Mutualité Française Auvergne Rhône Alpes	Forum "Ma santé, mon bien-être"	Prévention santé	6 781	25 558
	Part à chutes	Activité physique, prévention des chutes	10 242	
	Cultivons notre santé mentale et sociale	Prévention santé	8 535	
Petits Frères des Pauvres	S'ouvrir au collectif grâce à la force des liens individuels	Lien social	7 000	
SOLHA	Mon logement et moi	Maintien à domicile	3 375	
UDAF	Accompagner le vieillissement de la population en milieu rural	Prévention santé	5 754	
UNIS-CITE	SOLIDARITES SENIORS : Actions individuelles Réduire l'isolement - Les ambassadeurs du bien-vieiller	Lien social	3 000	6000
	SOLIDARITES SENIORS : Ateliers numériques - Les ambassadeurs du bien-vieiller	Fracture numérique	3 000	
Total appel à projet n°1			230 682 €	

Appel à projet n°2 Aidants / Aidés			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué
France ALZHEIMER CANTAL	Actions de soutien pour les aidants/aidants de maladies neurodégénératives	Mémoire	6 950
L'atelier MAD'O	Atelier de découverte de l'aide technique avec prestation d'ergothérapie	Maintien à domicile - éco circulaire	3 500
Mutualité Française Auvergne Rhône Alpes	Une parenthèse ent'aidants	Bien-être et estime de soi	8 557
SIEL BLEU	Accompagner les couples aidants/aidés du domicile vers le collectif	Prévention santé	20 000
UDAF	Se reconnaître comme proche-aidant	Prévention santé	5 000
Total appel à projet n° 2			44 007 €

Appel à Projet n°3 auprès des EHPAD			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué
EHPAD Les Vaysses MAURIAC	Les mots effacent les maux	Lecture et mémoire	1 000
EHPAD de RAULHAC	Organiser la vie citoyenne et les sorties	Lien social	1 000
EHPAD du Pays Vert MAURIAC	Entre les lignes	Lecture et mémoire	1 000
EHPAD Saint Joseph SAINT URCIZE	Ensemble pour l'autonomie : continuons à bouger à St Joseph	Activité physique, prévention des chutes	1 000
CHIMA Les gentianes AURILLAC	Parcours d'équilibre pour la prévention des chutes	Activité physique, prévention des chutes	2 000
EHPAD de NEUSSARGUES	Atelier "Bien-être"	Bien-être physique et mental	1 000
EHPAD Ste Elisabeth CHAUDES AIGUES	L'activité physique, la prévention des chutes, l'équilibre	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD de Laroquebrou	Yoga sur chaises	Bien-être physique et mental	1 000
EHPAD d'ARPAJON SUR CERE	Prévention des chutes et maintien de l'autonomie	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Limagne AURILLAC	MémoART	Activité artistique	1 000
EHPAD Louis Taurant AURILLAC	Bien-être et stimulation sensorielle :	Prévention sensorielle et émotionnelle en EHPAD	1 000
EHPAD La Mainada PIERREFORT	Journal Famille	Lien social	1 000
EHPAD Les prés verts REILHAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Saint Joseph AURILLAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Villa Sainte-Marie AURILLAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Pierre Valadou LE ROUGET	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Avinin-Johannel MASSIAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Haut Mallet MASSIAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD L'Orée du Bois SAIGNES	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD La Sumène YDES	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Jean Meyronneinc SAINT FLOUR	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD La Viglière SAINT FLOUR	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD La Forêt YTRAC	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
EHPAD Jean Liandier VIC SUR CERE	Activités physiques adaptées auprès des résidents	Activité physique, prévention des chutes	1 000
Total appel à projet n° 3			25 000 €

TOTAL GENERAL des 3 appels à projet	299 689 €
-------------------------------------	-----------

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-45

Attribution d'une subvention d'investissement pour EHPAD de Pierrefort "La Mainada"

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD06-10 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant notamment l'aide exceptionnelle en investissement aux EHPAD en difficulté d'un montant de 100 000 € ;

Considérant la demande d'accompagnement de l'établissement de Pierrefort « La Mainada » et son courrier en date du 28 janvier 2025 ;

Considérant l'analyse financière effectuée par les services du Département ;

Considérant que cet établissement est en difficulté et a un besoin impérieux d'investir pour la poursuite de son activité et pour la sécurité des résidents ;

- DECIDE d'attribuer une subvention de 100 000 € à l'EHPAD La Mainada de Pierrefort au titre de l'exercice 2025.

- **APPROUVE** la convention entre le Département et le bénéficiaire de la subvention dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20415332, fonction 4232 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION
DE VERSEMENT D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE EN INVESTISSEMENT**

Entre : l'EHPAD La Mainada
Sis 15 rue du Carreau – 15230 PIERREFORT
Dénommé ci-après " EHPAD La Mainada "

D'une part,

Et : Le Conseil départemental du CANTAL
28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC Cedex
Dénommé ci-après " Conseil départemental "

D'autre part,

Convention n° 001

Vu la délibération 20CD05-01 du 17 décembre 2020 créant un fonds de secours spécifique aux EHPAD en difficulté, en investissement ;

Vu la délibération 24CD06-10 qui maintient l'aide exceptionnelle en investissement aux EHPAD en difficultés ;

Vu le courrier en date du 28 janvier 2025 relatif à la demande d'aide transmise par l'EHPAD La Mainada ;

Vu la délibération xx du 31 janvier 2025 décidant d'attribuer une subvention à l'EHPAD La Mainada en 2025;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 --- OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution d'une aide financière du Département à l'EHPAD La Mainada afin de contribuer au financement d'investissements répondant à des besoins primordiaux pour le maintien d'un niveau de fonctionnement normal, garantissant de bonnes conditions d'accueil et de vie des résidents, ou pour des questions relevant de leur sécurité.

Le financement est accordé dans les conditions précisées à la présente convention.

Article 2 --- DESCRIPTION DES TRAVAUX ET BUDGET PREVISIONNEL

Les travaux envisagés sont décrits dans le dossier de demande de financement présenté par l'EHPAD La Mainada.

Les éléments retenus sont les suivants :

- Travaux de mise en sécurité – Changement du Système de Sécurité Incendie

Le montant de l'opération est de 453 667 € (hors aléas travaux).

Le montant à financer par la présente est de 100 000 € (cent mille euros).

Article 3 --- ELIGIBILITE DES DEPENSES ET CONDITIONS PARTICULIERES

L'aide financière accordée dans le cadre du programme de travaux devra être exclusivement utilisée pour la réalisation des travaux décrits. Une copie des factures correspondantes devra être transmise au Conseil départemental.

Article 4 --- FINANCEMENT ACCORDE ET MODALITES DE VERSEMENT

Le versement du financement accordé par le Conseil départemental intervient en totalité après la signature des présentes.

Aucun bénéfice ne peut être réalisé par l'EHPAD La Mainada sur le montant du financement attribué dans le cadre de la présente convention.

L'EHPAD La Mainada s'engage à restituer au Conseil départemental tout financement qui ne serait pas utilisé en vue des travaux projetés, ainsi que le solde correspondant à la différence entre les montants financés et le coût réel des travaux au regard du décompte définitif.

Les règlements interviendront par virement administratif.

Article 5 --- REVERSEMENT DES SOMMES

Dans l'éventualité où l'opération faisant l'objet de la présente subvention n'était pas réalisée ou qu'un contrôle faisait apparaître que les sommes versées ont été affectées à des fins autres que celles justifiant l'attribution de la subvention, l'EHPAD procède au remboursement des sommes indûment perçues.

Article 6 --- VALIDITE DE L'OFFRE D'AIDE EXCEPTIONNELLE

L'EHPAD La Mainada dispose de 3 mois, à compter de la date de signature par le Conseil départemental, pour retourner, signés par lui, les 2 exemplaires de la présente convention, le cachet de la poste faisant foi.

À l'issue de ce délai, la convention devient caduque.

Article 7 --- DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties pour une durée de 24 mois.

Article 8 --- MODIFICATION DES CLAUSES DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées, après accord des parties, par l'intégration et la signature d'un avenant.

Article 9 --- CONTROLES

L'EHPAD La Mainada est tenu de conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué par le Conseil départemental.

L'EHPAD La Mainada s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le Conseil départemental.

Article 10 --- LITIGES

Les litiges ou différends portant sur l'exécution de la présente convention et qui ne pourraient être réglés par voie amiable pourront être portés devant le Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Fait à Aurillac en 2 exemplaires originaux,

Le

Le Directeur par intérim de l'EHPAD La Mainada

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Marc FERNANDES

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-12

Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif Cantal'Mouv)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263.1 à L.263.2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'Aide Sociale ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°24CD06-10 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 validant le programme d'action sociale pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, version du 1^{er} février 2021, faisant référence à l'engagement 3 du PDIE, fiche Action 7 : Développer et accompagner la mobilité ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'AFAPCA en date du 04 octobre 2024 ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 100 000 € maximum à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "parcours d'insertion sans obstacle" au titre de l'année 2025.

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'AFAPCA relative à la mise en œuvre du dispositif « Cantal'Mouv » pour l'année 2025 dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits qui seront inscrits au Budget départemental 2025 au chapitre 065, nature 6568, fonction 444.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AFAPCA -
DISPOSITIF CANTAL'MOUV
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2025 « PARCOURS D'INSERTION SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025, ci-après dénommé « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGÉNIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 16 place de la Paix, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « **l'AFAPCA** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263.1 à L.263.2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aides sociales ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu le Document de Mise en Œuvre du PDIE, version du 1^{er} février 2021, précisant le cadre d'intervention pour la mise en œuvre du PDIE-PTIE 2021-2025 du Conseil départemental du Cantal ;

Vu l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, version du 1^{er} février 2021, faisant référence à l'engagement 3 du PDIE, fiche Action 7 : Développer et accompagner la mobilité ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFAPCA en date du 04/10/2024 ;

Vu la délibération n° **xxxxxxx** de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31/01/2025.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1^{er} décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi, et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.**

Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Le Département du Cantal a intégré depuis mars 2024 les territoires pilote de l'accompagnement renoué des bénéficiaires du RSA et vient de signer le pacte local des solidarités en préfiguration également de la loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 (n°2023-1196).

Engagé dans une politique volontariste d'insertion vers l'emploi, en plaçant l'emploi et l'activité au cœur de la démarche d'insertion, le Département entend poursuivre et renforcer l'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à la mobilité**. Ces problèmes de mobilité peuvent représenter un frein important dans l'accès à l'emploi durable limitant l'accès aux dispositifs d'insertion, aux opportunités d'activités et d'emplois, d'accès aux droits, etc.

Dans le cadre du PDIE-PTIE, un appel à projets permanent « pour un parcours d'insertion sans obstacle » a pour objectif de renforcer l'offre d'accompagnement en proposant une meilleure prise en charge des problématiques de mobilité. L'accompagnement individualisé a pour objectif d'aider la personne à accéder à une mobilité autonome favorisant son insertion professionnelle.

En effet, si l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi est évidemment fonction de leurs niveaux de compétences et de qualifications, elle dépend également de leur **capacité à se déplacer** : que ce soit pour participer à un entretien d'embauche, suivre une formation ou occuper un emploi, c'est bien la question de l'accessibilité à l'opportunité professionnelle qui se pose.

Souvent présentée comme un « passeport vers l'emploi », la mobilité géographique peut également entraver les parcours d'insertion de ceux qui - pour des raisons matérielles, financières, cognitives, ou encore psycho-sociales - ont des pratiques de déplacement limitées. Pluriels et complexes, les freins à la mobilité géographique jouent un rôle déterminant dans la réalisation de nombreuses trajectoires professionnelles.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA la mise en œuvre de parcours d'accompagnement à la mobilité dans le cadre du dispositif « Cantal Mouv' ». Le dispositif se déroulera comme suit :

- **Mobilisation du partenariat et des publics :**
Une notice pédagogique synthétique, une présentation de la prescription en ligne ainsi qu'un support de présentation seront transmis pour permettre d'informer et de former les nouveaux conseillers prescripteurs.
- **Orientation vers le dispositif :**
Le public sera orienté vers le dispositif via une fiche de prescription dématérialisée. Les identifiants et mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>. Un entretien téléphonique préalable sera proposé pour vérifier l'adéquation entre la demande de la personne et le dispositif proposé.
Il est à noter que la plateforme nationale DORA permettra de recenser l'ensemble des dispositifs d'insertion des territoires. Elle sera donc un support à mobiliser pour la prescription en ligne avec un référencement du dispositif Cantal Mouv'.
- **Bilan mobilité :**
Outil de diagnostic des potentiels et des problématiques de mobilité du participant, il fournit deux éléments principaux : un cadre d'analyse de la situation individuelle d'une personne, d'un point de vue socio professionnel et du point de vue de sa mobilité quotidienne et une étude des différentes solutions de mobilité que la personne peut utiliser pour faire évoluer sa situation socioprofessionnelle.
Ce bilan mobilité, qui devra durer **au minimum 2 heures en présentiel**, appréhendera de façon globale la situation du participant au regard de ses difficultés de mobilité. Ce bilan servira de base pour la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé.
Il devra permettre :
 - D'évaluer les capacités, les potentialités, les difficultés et freins liés à la mobilité de la personne,
 - D'identifier les besoins de mobilité au regard du projet socio professionnel,
 - De définir et valider un projet individuel de mobilité à court et moyen-long terme.
- **Une commission mensuelle** (Cf. détails en Article 11) sera organisée par l'AFAPCA. Cette commission sera composée des représentants du SEI et des référents de parcours mobilité. **Elle fera état des dossiers suivis et statuera sur les suites à donner** : clôture du dossier, mise en œuvre de l'accompagnement, ajournement... Un participant pourra intégrer directement la phase « accompagnement vers la mobilité » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé dans l'année précédente.
- **Accompagnement à la mobilité** : Adapté aux besoins et aux potentialités du demandeur, cet accompagnement a pour objectif de favoriser l'accès à la mobilité autonome du demandeur. Différentes offres de services pourront être mobilisées par l'AFAPCA en interne ou en externe : Dispositifs Intégracode, Prépacode, dispositif Respir, garage solidaire, etc. L'accompagnement pourra être mené sous la forme d'entretiens individuels, de mises en situation ou d'ateliers collectifs (ateliers « Bouger sur mon territoire ») en fonction des besoins des participants.

L'ensemble de l'accompagnement du bénéficiaire devra être quantifié et qualifié (Cf. Art. 11).

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'AFAPCA s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « CANTAL'MOUV ».

Par conséquent l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, **l'accompagnement d'environ 420 bénéficiaires** (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés de mobilité compromettent l'accès à une insertion professionnelle).

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action suivant **cinq étapes clés** :

- Mobilisation du partenariat ;
- Suivi des prescriptions (suivi des données qualitatives et quantitatives des participants) ;
- Mise en œuvre et suivi de l'accompagnement du public cible ;
- Planification de comités de suivi avec le Département (points mensuels permettant d'obtenir toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la convention) ;
- Comité de pilotage.

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. L'AFAPCA informera également le Service Emploi Insertion de l'absence de réponse du bénéficiaire. Après concertation, et avis de la commission mensuelle la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

L'AFAPCA s'engage à organiser la mise en place de comités de suivis mensuels avec les agents concernés du Service Emploi Insertion afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des allocataires du RSA. L'AFAPCA s'engage en sus, à tenir informé les référents du SEI (l'agent de gestion et le chef de projet), de toute entrée dans le dispositif d'un allocataire du RSA, en temps réel.

ARTICLE 3 - VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

L'AFAPCA propose d'accompagner **environ 420 personnes** sur la durée de la convention, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, identifiées par les référents uniques : services du Département ou partenaires.

Le Conseil départemental finance les parcours dont le **public cible** est celui du PDIE-PTIE soit :

- Les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) ;
- Les jeunes sortants de l'ASE ;
- Les Travailleurs Handicapés.

Une attention particulière sera apportée concernant les justificatifs de suivi des ARSA dans le cadre de la mise en œuvre du RSA rénové (Cf. Loi Plein Emploi) pour justifier de l'intensité de l'accompagnement à la mobilité.

Le public cible, ne devra pas avoir déjà bénéficié du parcours d'accompagnement à la mobilité, si son dossier a été clôturé, dans les deux années précédentes la prescription au titre de cette convention (financement possible par un autre co-financeur), sauf dérogation prise en commission mensuelle.

L'AFAPCA devra assurer une couverture territoriale permettant à chaque bénéficiaire potentiel d'avoir accès à cette action.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS A DISPOSITION

4.1 Moyens humains

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnement, l'AFAPCA met à disposition :

- **5 référents de parcours mobilité à hauteur de 4.4 ETP** :
 - Martine LINARD : en charge de la coordination de l'équipe des conseillers mobilité à hauteur de 0,6 ETP ;
 - Mélanie LAVIALLE : en charge de l'accompagnement à hauteur de 0,8 ETP des bénéficiaires France Travail dans le cadre de la prestation MBI ;
 - Dominique REJAUD : en charge de l'accompagnement à hauteur de 1 ETP ;
 - Magali FEDYK : en charge de l'accompagnement ainsi que d'« Intégracode » et « Intégramob » à hauteur de 1 ETP ;
 - Recrutement à venir : en charge de l'accompagnement à hauteur de 1 ETP.
- **2 enseignants de conduite à hauteur de 2 ETP** : Michel GOHIER (1 ETP) et Sonia ROBERT (1 ETP) ;
- **1 assistante des référents de parcours à hauteur de 0.6 ETP** : Laurence CASTANIER, pour la validation des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et de la complétude des dossiers, pour la gestion des absences des bénéficiaires, pour la rédaction des justificatifs de présence et les contrats de financement.

En outre Pierre SAVARIC, **Directeur de l'association, à hauteur de 0.55 ETP** dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire.

En cas d'orientations trop importantes ou d'incapacité d'un conseiller mobilité, un autre conseiller mobilité ayant les pré requis nécessaires sur ce poste sera soit recruter en externe soit détaché en interne pour permettre la continuité de service et garantir l'accompagnement des bénéficiaires.

Pour garantir une dynamique continue de développement des compétences et de formation de ses professionnels, l'AFAPCA est adhérente au réseau Mob'In. <https://www.mobin-solutions.fr/>

4.2 Moyens matériels

L'AFAPCA met à disposition des locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif et ce, **au plus près des bénéficiaires**, afin que l'absence de mobilité ne soit pas un frein à la participation à cette action.

L'AFAPCA s'engage à proposer des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour via les SIAE du département, les Maison de Services Aux Personnes, les Communautés de communes, les mairies, le télé centre de Mauriac... De par les conventions existantes avec diverses structures, l'AFAPCA accroit sa capacité à intervenir au plus près des bénéficiaires avec une couverture sur l'ensemble du département.

De plus, un camion itinérant vient renforcer cette organisation.

Dans le cadre de son activité d'Auto-école Solidaire l'AFAPCA possède aussi :

- 1 véhicule école boîte automatique ;
- 1 véhicule école boîte manuelle ;
- 2 simulateurs de conduite.

4.3 Moyens numériques

L'AFAPCA possède son propre logiciel de bilan mobilité qui permettra de suivre les parcours individuels des bénéficiaires. Ce logiciel permettra au conseiller de décrire les différents accompagnements réalisés, et les **livrables constituant le parcours mobilité du bénéficiaire peuvent y être téléchargés**.

L'ensemble des actions composant le parcours mobilité du bénéficiaire pourront y être renseignés.

Les données gérées par cet outil seront conformes à la RGPD et une interface prescripteur sera accessible.

Le logiciel de l'AFAPCA permettra de retracer le parcours d'accompagnement individuel des bénéficiaires et reprendra les éléments suivants :

- Anamnèse ;
- Conclusion du bilan dévaluation ;
- Le détail de l'accompagnement individuel.

L'ensembles de ces livrables pourront être intégrés à une proposition de livret d'accompagnement par l'AFAPCA.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de **573 454,51 €** pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

La subvention départementale attribuée à l'AFAPCA pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2025, est fixée à un montant de **100 000 euros maximum**, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 17,43% du coût total de l'opération.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, **la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel. Aucun surcout ne pourra être présenté.**

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

Une avance de 50 000 €, soit 50 % du montant prévisionnel, est versée à l'AFAPCA dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du comité de pilotage organisé par le porteur de projet avant le 31 octobre 2025.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

8.1 Echanges d'informations- protection des données personnelles- confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par l'AFAPCA pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par l'AFAPCA (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.2 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.3 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de l'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.4 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.5 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 - SUIVI ET EVALUATION

11.1 Suivi et évaluation des parcours individuels

Au titre de la présente convention, l'AFAPCA s'engage à suivre les parcours d'accompagnement à la mobilité des bénéficiaires au moyen des justificatifs suivants :

- Un bilan mobilité individuel d'au minimum deux heures d'entretien en présentiel ;
- Des feuilles d'émargements co-signées par le bénéficiaires et les intervenants retraçant l'ensemble des entretiens, actions collectives ou démarches autonomes réalisés par le bénéficiaire.
Le parcours d'accompagnement doit durer au minimum quatre heures ;
- Un bilan du parcours d'accompagnement permettant de quantifier et qualifier celui-ci en prenant soin de décrire la situation et les objectifs de départ, les actions réalisées et les résultats obtenus en fin de parcours ;
- Un contrat d'engagement.

Chaque bénéficiaire, dont le parcours est financé par le Conseil départemental du Cantal, devra être suivi au moyen d'un **dossier « participant » complet** permettant d'apprécier **l'intensité de l'accompagnement réalisé**. Un outil type tel qu'un livret d'accompagnement pourra être proposé par l'AFAPCA.

Pour les Allocataires du RSA, une attention toute particulière devra être apportée à la bonne coordination avec le Service Emploi Insertion, notamment dans le cadre du respect des engagements du contrat établi avec leur référent unique.

A chaque prescription d'un bénéficiaire dont le statut est coché « RSA », l'AFAPCA prendra attache auprès du SEI (Catherine IZOLET) afin de :

- Connaître la situation administrative du dossier de l'allocataire ;
- S'assurer que la prescription a bien été établie par le référent unique désigné dans le cadre de l'accompagnement.

La participation au dispositif mobilité et le respect des rendez-vous dans le cadre de Cantal Mouv' devra figurer au contrat de l'ARSA. Si ce n'est pas le cas, un avenant sera établi.

La feuille de route émarginée entre le conseiller mobilité et l'allocataire, ainsi que les démarches réalisées en sus (ex : code de la route autonome, garage solidaire, etc.) sera un outil essentiel pour qualifier et quantifier leur parcours d'accompagnement, notamment dans le cadre du RSA rénové.

L'AFAPCA s'engage à produire tout justificatif permettant de répondre aux prochaines obligations de suivi des ARSA dans le cadre de la mise en œuvre du RSA rénové. Une coordination fine entre les deux structures sera gage de bonne dynamique et de réussite pour atteindre les objectifs fixés.

11.2 Suivi et évaluation de l'action

Le suivi et l'évaluation de l'action « CANTAL MOUV' » se fera aux moyens de :

- **COMMISSION MOBILITÉ MENSUELLE**

Ces commissions seront organisées entre le SEI et l'AFAPCA une fois par mois en présentiel ou en visioconférence avec, à minima, les conseillers mobilité, le chef de projet référent et l'agent de gestion désigné du SEI.

Selon la charge de travail et des impératifs particuliers, certaines commissions mobilités pourront être reportées ou annulées, sous réserve de l'accord des deux parties.

Lors de ces réunions, seront présentés :

- **Les dossiers des nouveaux entrants** du mois concerné (nom, prénom, statut, prescripteur, référent unique, date d'entrée, projet, conseiller mobilité, etc.) ;
- **Les dossiers en cours d'accompagnement** (point d'étape sur le déroulement du parcours, des éventuelles difficultés, des besoins de coordination avec d'autres acteurs, des demandes de crédits d'insertion, etc.) ;

Les dossiers à clôturer : non aboutis ou achevés. Lorsqu'un participant ne donne pas suite, l'AFAPCA peut proposer de classer le dossier en « non abouti ». Avant cela, le SEI pourra convoquer l'ARSA pour non-respect de ses engagements.

La commission actera par la suite la date de fin de l'action.

Pour tout dossier clôturé, l'ensemble des justificatifs de suivi doivent être fournis en commission pour que le dossier participant soit jugé complet.

La commission a pour mission de :

- Valider les entrées des participants suivis au titre de cette convention ;
- Qualifier et valider les clôtures des dossiers ;
- Suivre les accompagnements et échanger sur les particularités de parcours (demandes d'aides financières, coordination RSA, etc.)

L'AFAPCA s'engage à transmettre la liste de l'ensemble des participants **au moins 7 jours avant** la date de chaque commission, à l'agent de gestion du SEI copie le chef de projet.

Pour les ARSA, l'entrée dans le parcours d'accompagnement Cantal Mouv' devra faire l'objet d'un avenant au Contrat établi avec le référent unique dans lequel sera mentionné l'obligation de participation et d'assiduité aux démarches mobilité.

Chaque commission mobilité sera retracée par une feuille d'émargement et un compte rendu.

- **Comité de pilotage en fin d'action** : composé du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement mobilité et des agents du service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération.

Ce comité de pilotage doit permettre de **qualifier et quantifier l'ensemble des parcours accompagnés** :

- Nombre de dossiers accompagnés (nombre de bilans, nombre d'accompagnements) ;
- Caractéristiques des participants ;
- Type de projets mobilité initiaux ;
- Dispositifs ou actions mobilisés durant le parcours ;
- Résultats obtenus ;
- Difficultés rencontrées ;
- ...

L'AFAPCA devra fournir un support de présentation détaillant toutes ces données.

Le COPIL doit être organisé avant le 31/10/2025. L'opération n'étant pas achevée, les données « provisoires » seront complétées et finalisées en fin d'année pour donner lieu au bilan d'exécution.

- **Bilan d'exécution** portant sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné.

Le bilan d'exécution est un élément strictement rédactionnel. Il doit refléter le bilan complet de la mise en œuvre de l'opération Cantal Mouv'. C'est sur cette base que la demande de paiement sera établie, en sus des justificatifs de suivi des participants. **Il devra être fourni avant le 31 janvier 2026.**

ARTICLE 12 - DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2025** et **jusqu'au 31 décembre 2025**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant(s).

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le XX/XX/XX

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-13

Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif RESPIR)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263.1 à L.263.2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aides sociales ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'insertion et l'emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°24CD06-10 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 validant le programme d'action sociale pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, version du 1^{er} février 2021 ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'AFAPCA en date du 4 octobre 2024 ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 40 000 € maximum à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "parcours d'insertion sans obstacle" au titre de l'année 2025.

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'AFAPCA relative à la mise en œuvre du dispositif « RESPIR » pour l'année 2025 dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits qui seront inscrits au Budget départemental 2025 au chapitre 065, nature 6568, fonction 444.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AFAPCA
DISPOSITIF RESPIR
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2025 « PARCOURS SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025, ci-après dénommé : « Le Département »

D'une part,

Et

L'AFAPCA – CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGÉNIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 16 place de la Paix, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « l'AFAPCA »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263.1 à L.263.2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aides sociales ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu le Document de Mise en Œuvre du PDIE, version du 1^{er} février 2021, précisant le cadre d'intervention pour la mise en œuvre du PDIE-PTIE 2021-2025 du Conseil départemental du Cantal ;

Vu l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, version du 1^{er} février 2021,

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFAPCA en date du 04/10/2024 ;

Vu la délibération n° xxxxxxxx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31/01/2025.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1^{er} décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi, et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.**

Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Le Département du Cantal a intégré depuis mars 2024 les territoires pilotes de l'accompagnement renoué des bénéficiaires du RSA et vient de signer le pacte local des solidarités en préfiguration également de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 (n°2023-1196).

Engagé dans une politique volontariste d'insertion vers l'emploi, en plaçant l'emploi et l'activité au cœur de la démarche d'insertion, le Département entend poursuivre et renforcer l'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à santé**. Ces problèmes de santé représentent un frein important dans l'accès à l'emploi durable : souffrance physique, psychique, estime de soi... Régler les problématiques de santé est donc un préalable à l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet professionnel.

Dans le cadre du PDIE-PTIE, un appel à projets permanent « Pour un parcours d'insertion sans obstacle » a pour objectif de renforcer l'offre d'accompagnement en proposant une meilleure prise en charge des problématiques de santé.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA la mise en œuvre de l'action « REseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie- RESPIR » comportant trois types accompagnements (indépendants) :

- Une écoute et un soutien psychologique par des professionnels pour les personnes en situation de souffrance psychologique ou de mal-être non suivies par ailleurs (par le biais de psychologues ou de professionnels de pratiques alternatives complémentaires ou de socio-esthéticienne pour l'amélioration de l'image de soi) ;
- Un soutien ponctuel d'un ostéopathe pour débloquer une situation de difficulté corporelle,
- Un bilan diététique personnalisé et des conseils nutritionnels réalisés par un diététicien.

Indirectement, ces séances ont pour finalités de :

- Travailler sur la levée des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels pour faciliter l'accès à un parcours d'insertion socioprofessionnelle.
- Orienter, si nécessaire, la personne vers des soins de droit commun.
- Préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion.
- Permettre le développement de l'autonomie de la personne, de son aptitude à entreprendre une démarche d'insertion ou à s'impliquer dans des activités à dimension sociale, éducative, culturelle et à améliorer ses conditions de vie.

ARTICLE 2 - L'ENGAGEMENT DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'AFAPCA s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « RESPIR » comme présentée dans la fiche de présentation.

Par conséquent, l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, l'accompagnement d'environ 220 bénéficiaires (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés corporelles ponctuelles sont trop importants pour permettre l'accès au marché de l'emploi), représentant environ 1 000 consultations.

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action en :

- Mettant à disposition des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio-esthéticiennes et des diététiciennes diplômés ayant une expérience pour la réalisation des consultations et opérer l'accompagnement du public ciblé,
- Assurant la gestion comptable et financière du dispositif,
- Animant les réunions de présentation du dispositif RESPIR sur demande,
- Assurant la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif,
- Veillant à une coordination efficace et réactive entre les différents acteurs impliqués : le prescripteur (référé unique), l'intervenant, le Service Emploi Insertion (chef de projet, infirmière).
Si le prescripteur n'est pas le référent unique il conviendra de définir les modalités de suivi pour s'assurer de la cohérence du parcours de la personne.
- Fournissant le bilan d'exécution du dispositif lors du comité de pilotage.

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA s'engage à être en mesure de proposer au public la prise en charge de :

- Une à cinq consultations individuelles avec un **psychologue** (non renouvelable).
- Une à deux consultations (non renouvelable) suivant le diagnostic effectué avec l'ostéopathe.
- Une à cinq consultations individuelles avec une **socio esthéticienne** (non renouvelable).
- Une à cinq consultations (non renouvelable) suivant le bilan diététique effectué avec le diététicien.
- Une à cinq consultations individuelles avec un intervenant de **pratique alternative complémentaire** (renouvelable par dérogation pour les ARSA).

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

Concernant le déroulement technique de l'action, l'**AFAPCA s'engage à respecter l'article 3.2 : « Mise en œuvre de l'accompagnement »** de la fiche descriptive de son opération, déposée lors de sa candidature.

L'**AFAPCA s'engage à mettre en place des comités de suivis trimestriels** avec les agents concernés du SEI afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des allocataires du RSA.

L'ensemble de l'accompagnement du participant devra être quantifié et qualifié (Cf. Art. 11).

ARTICLE 3 - VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

L'AFAPCA propose d'accompagner environ 220 personnes sur la durée de la convention, **du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025**, identifiées par les référents uniques, les services du Département ou les partenaires.

Le Conseil départemental finance les parcours dont le public cible est celui du PDIE-PTIE soit :

- Les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) ;
- Les jeunes sortants de l'ASE ;
- Les Travailleurs Handicapés.

Une attention particulière sera apportée concernant les justificatifs de suivi des ARSA dans le cadre de la mise en œuvre du RSA rénové (Cf. Loi Plein Emploi) pour justifier de l'intensivité de l'accompagnement à la santé.

Afin d'apporter une solution à l'ensemble des publics en difficultés d'insertion, l'AFAPCA propose de dispenser les consultations des professionnels **sur les trois arrondissements du Cantal** (Aurillac, Mauriac, Saint-Flour).

En cas de difficulté, l'AFAPCA s'engage à informer le Département de l'impossibilité de mailler le territoire de manière efficace et à trouver une solution dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnements, l'AFAPCA :

- Met à disposition des **intervenants professionnels de santé** (Psychologues, ostéopathes, diététiciens, socio-esthéticien) ;
- Met en place **une prestation externalisée pour les intervenants de pratiques alternatives complémentaires** ;
- Met à disposition **un référent de parcours au sein de l'AFAPCA** pour l'accompagnement des bénéficiaires sur le dispositif RESPIR et la **coordination du dispositif entre les acteurs concernés** (prescripteur, référent unique, Service Emploi Insertion, intervenant).

Selon le budget prévisionnel décrit dans la réponse de l'AFAPCA, 0.40 ETP seront affectés à l'orientation des publics, 0.20 ETP à la Direction et 0.30 ETP à l'assistante de référent de parcours.

L'AFAPCA met à disposition également les locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif, au plus près des bénéficiaires conformément à l'article 5.2 « Organisation géographique » de sa candidature.

ARTICLE 5 - REGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 127 264,82 € pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est fixée à un montant de 40 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 31,43 % du coût total de l'opération

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

La subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 20 000 euros, soit une avance de 50 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 31/10/2025.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

8.1 Echanges d'informations-protection des données personnelles-confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par l'AFAPCA pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par l'AFAPCA (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.2 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.3 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de l'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.4 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de l'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.5 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 - SUIVI ET ÉVALUATION

A compter du 1^{er} janvier 2025, un accompagnement renouvelé des allocataires du RSA sera mis en œuvre dans le cadre de la Loi pour le Plein Emploi. Un des axes est l'intensification des accompagnements qui doit permettre à une personne éloignée de l'emploi d'assurer de manière concomitante la construction de son projet professionnel et la levée des difficultés sociales contraignant son retour à l'emploi.

C'est dans ce cadre que le référent unique RSA construira avec l'allocataire un plan d'actions formalisé précisant l'intensité de l'accompagnement proposé.

De fait, il sera nécessaire de renforcer la coordination tant avec les référents RSA, garant du parcours que le Service Emploi Insertion, gestionnaire de l'allocation RSA et du dispositif insertion.

11.1 Organisation de la coordination

L'entrée dans le parcours :

- Une fiche de prescription numérique.

Pour les allocataires du RSA, la fiche de prescription est transmise au SEI (Catherine IZOLET) pour vérification du statut du bénéficiaire. Après retour du SEI, le tableau des participants est tenu à jour par l'AFAPCA avec la précision du nom du référent unique.

- Une contractualisation dans le cadre du parcours RSA (obligatoire).

Pour les ARSA, l'entrée dans le parcours d'accompagnement RESPIR devra être stipulée dans le Contrat d'Engagement (ou son avenant) établi par le référent unique.

La mise en œuvre du parcours

- o Respect des engagements pris par l'allocataire : sa participation et son assiduité sont tracées dans la feuille de route de l'allocataire.
- o Gestion des abandons : informations données au SEI au plus tard lors des comités trimestriels. Le référent unique est informé au fur et à mesure.
- o Traitement du non-respect des engagements : le SEI, après liaison avec le référent unique et analyse de la situation, peut être amené à convoquer la personne en Equipe Pluridisciplinaire pour non-respect des engagements pris dans son parcours de soin.
- o La transmission du bilan de l'intervention est assurée par l'AFAPCA au référent unique et au SEI pour les allocataires du RSA.

La fin du parcours

Pour les allocataires du RSA, que le parcours soit abouti ou non, les documents suivants sont transmis au référent unique et à l'infirmière du SEI :

- o La feuille de route retraçant le parcours de la personne avec émargement à chaque entretien/consultation,
- o La fiche de suivi avec des préconisations et la qualification de l'impact du parcours de soin de la personne.

L'analyse du parcours sera étudiée lors du comité de suivi trimestriel.

11.2. Suivi et évaluation de l'action

Le suivi et l'évaluation de l'action se fera au moyen d'une commission trimestrielle, d'un comité de pilotage et d'un bilan d'exécution.

o Commission trimestrielle

La commission trimestrielle a pour mission de :

- **Valider** les entrées des participants suivis au titre de cette convention ;
- **Qualifier et valider** la clôture des dossiers ;
- **Suivre les accompagnements et échanger les particularités de parcours** (demande d'aide financière, coordination RSA, etc.) ;
- **Vérifier l'effectivité de l'engagement** de la personne dans son parcours de soin.

Ces commissions seront organisées entre le SEI et l'AFAPCA une fois par trimestre en présentiel ou en visioconférence avec, à minima, le coordinateur du dispositif RESPIR, le chef de projet référent, l'infirmière du SEI, et l'agent de gestion désigné du SEI.

Cette commission sera programmée les mois d'avril, de juillet, d'octobre et de janvier après les points de facturation réalisés avec les prestataires de l'AFAPCA.

Pour les Allocataires du RSA, une attention toute particulière devra être apportée à la bonne coordination avec le Service Emploi Insertion, notamment dans le cadre du respect des engagements des Contrat d'Engagement.

Lors de ces réunions, seront présentés, pour les allocataires du RSA :

- **Les dossiers des nouveaux entrants**, du mois concerné (nom, prénom, statut, prescripteur, date d'entrée, projet) ;
- **Les dossiers en cours d'accompagnement** (point d'étape sur le déroulement du parcours, des éventuelles difficultés, des besoins de coordination avec d'autres acteurs) ;

- **Les dossiers clôturés** : non aboutis ou achevés. Lorsqu'un participant ne donne pas suite, ou abandonne en cours de parcours, l'AFAPCA peut proposer de classer le dossier en « non abouti ». Le SEI pourra convoquer l'ARSA pour non-respect de ses engagements. La commission actera par la suite la date de fin de l'action.

Les fiches de suivi sont à transmettre à l'infirmière du SEI.

L'AFAPCA s'engage à transmettre la liste de l'ensemble des participants - pour lesquels le Cd15, au titre de la convention, finance les parcours - **au moins 7 jours avant** la date de chaque commission, à l'agent de gestion du SEI pour une vérification préalable des statuts (ARSA ou non, orientation, etc.).

Pour chaque commission RESPIR, une feuille d'émargement et un compte rendu seront réalisés.

- o **Comité de pilotage en fin d'action.**

Ce **comité de pilotage** est composé du responsable de la structure, des salariés en charge du référent du dispositif RESPIR, des agents du service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération, des financeurs, des intervenants recrutés par l'AFAPCA pour assurer les différentes consultations (psychologue, pratiques alternatives ...).

Ce comité de pilotage doit permettre de **qualifier et quantifier l'ensemble des parcours accompagnés** :

- Nombre de personnes accompagnées (nombre de prescriptions, nombre de consultations),
- Caractéristiques des participants,
- Dispositifs ou actions mobilisés durant le parcours,
- Résultats obtenus,
- Difficultés rencontrées.

L'AFAPCA devra fournir un support de présentation détaillant toutes ces données.

Le COPIL doit être organisé avant le 31/10/2025. L'opération n'étant pas achevée, les données « provisoires » seront complétées et finalisées en fin d'année pour donner lieu au bilan d'exécution.

- o **Bilan d'exécution.**

Le bilan d'exécution est un élément strictement rédactionnel. Il doit refléter le bilan complet de la mise en œuvre de l'opération RESPIR.

Il porte sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné. C'est sur cette base que la demande de paiement sera établie, en sus des justificatifs de suivi des participants.

Le bilan d'exécution doit être fait sur l'année complète, il sera transmis avec l'ensemble des éléments de l'année 2025, au plus tard le 31/01/2026.

ARTICLE 12 - DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant(s).

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le Service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le Service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15 - ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-14

Mise à disposition par France Travail auprès du Conseil départemental d'outils et services numériques communs et d'échange de données dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents** : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la Loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

- APPROUVE la convention de mise à disposition par France Travail auprès du Conseil départemental d'outils et services numériques communs et d'échange de données dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à la signer.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention de mise à disposition par France Travail
auprès du conseil départemental
d'outils et services numériques communs et d'échange de données
dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, établissement public administratif, représenté par Monsieur Frédéric TOUBEAU, directeur régional, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité 13, rue Crépet 69007 LYON,

Ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité 28, Avenue Gambetta 15000 AURILLAC,

Ci-après dénommé « le partenaire » d'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les parties ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi met en place une coordination renforcée des acteurs de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, rassemblés au sein d'un réseau pour l'emploi défini à l'article L.5311-7 du code du travail.

Conformément à l'article L.5312-1-II du code du travail, France Travail a pour mission de concevoir et de mettre à la disposition des membres du réseau pour l'emploi des outils et des services numériques communs facilitant l'interopérabilité des systèmes d'information. Ces outils et services numériques respectent le cadre défini par le cahier des charges élaboré par le Comité national pour l'emploi et approuvé par arrêté du ministre chargé du travail relatif au cahier des charges recensant les besoins des membres du réseau pour l'emploi pour assurer l'interopérabilité de leurs systèmes d'information (arrêté du 3 juillet 2024 à la date de signature de la convention). Une gouvernance nationale est mise en place pour recueillir les besoins des membres du réseau pour l'emploi et prévoir les évolutions des outils et services numériques communs.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la convention.

La convention ne met pas un terme aux autres conventions en cours organisant des flux de données maintenus à titre transitoire.

Article 1 - Objet de la convention

La convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition par France Travail auprès du partenaire d'outils numériques communs et d'interfaces de programmation d'application (ci-après API), notamment les règles d'habilitation à ces

outils et API, ainsi que les modalités des échanges de données de référence associées, afin de permettre à chaque partie d'assurer ses missions conformément à la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, dans le cadre du cahier des charges recensant les besoins des membres du réseau pour l'emploi pour assurer l'interopérabilité de leurs systèmes d'information prévu à l'article L.5311-9 du code du travail.

Article 2 - Finalités des outils communs et API mis à disposition

Les outils communs et API mis à disposition par France Travail auprès du partenaire ont pour finalités, pour les besoins de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi au 1^{er} janvier 2025 :

- L'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi et la gestion de cette liste ;
- L'orientation et la réorientation des demandeurs d'emploi ;
- Le partage des informations relatives au parcours d'accompagnement des demandeurs d'emploi (diagnostic global de situation, conclusion, mise en œuvre, actualisation et suivi du contrat d'engagement, projet professionnel et offre raisonnable d'emploi, suivi de la durée d'activité minimale, etc.) ;
- Le partage des informations relatives au contrôle du respect des obligations énoncées dans le contrat d'engagement ;
- Le partage d'informations relatives aux procédures et aux décisions de sanctions des demandeurs d'emploi, y compris la suspension remobilisation.

Les outils communs et API mis à disposition par France Travail auprès du partenaire ont également pour finalités, selon les priorités définies par la commission SI du Comité national de l'emploi :

- La réponse aux besoins des employeurs, l'accélération des recrutements et l'élargissement des opportunités d'emploi ;
- Le renforcement de l'efficacité et de l'accessibilité des formations ;
- La formation des professionnels avec l'Académie France Travail ;
- La priorisation et le pilotage par la valeur des fonctionnalités des outils communs et API attendus par le réseau et la mise à jour en continu de la feuille de route associée ;
- La mise en place d'expérimentations dans les territoires afin de permettre la bonne prise en compte de leurs besoins et la réponse adaptée.

Article 3 - Engagements des parties

3.1 - Engagements de France Travail

France Travail met à la disposition du partenaire les outils communs et API correspondant aux finalités mentionnées à l'article 2. Les outils communs et API mis à disposition évoluent conformément aux décisions des comités produits organisés dans le cadre de la gouvernance opérationnelle du réseau pour l'emploi.

Le partenaire accède à ces outils communs et API au moyen de plateformes en ligne : « monportailpro » et « portail emploi » pour l'accès aux outils communs ; « francetravail.io » pour l'accès aux API ; toute autre plateforme complémentaire ou qui viendrait s'y substituer.

France Travail gère un système d'habilitation des accès à ces plateformes, à ces outils communs et à ces API. Ce système d'habilitation repose sur la désignation par le partenaire d'un responsable de gestion de comptes au sein de ses services.

France Travail élabore, met à jour et diffuse :

- La liste des outils communs et API mis à disposition ;
- Les conditions générales d'utilisation des plateformes ;
- Les conditions particulières applicables aux différents outils communs et API, y compris les engagements de service de France Travail ;
- La documentation technique utile des outils communs et API.

France Travail met à disposition un formulaire de demande d'accès aux outils communs et API (sur les plateformes ou par tout autre moyen adapté). Le formulaire, initial ou en cours d'exécution de la convention, est traité dans les meilleurs délais à compter de la demande du partenaire.

France Travail mobilise les ressources nécessaires pour assurer le support auprès du partenaire, notamment pour répondre aux demandes de son Correspondant SI.

3.2 - Engagements du partenaire

Le partenaire prend les mesures nécessaires pour faire respecter, par son personnel et celui de ses éventuels délégataires ou prestataires, les obligations stipulées dans :

- La convention ;
- Les conditions générales d'utilisation des plateformes en ligne mises à disposition par France Travail ;
- Les conditions particulières des outils communs et API.

En particulier, les personnels sont équipés avec les matériels et logiciels nécessaires à la mise en œuvre de la double authentification.

Le partenaire fait son affaire de désigner, selon ses propres règles et procédures, internes, les personnes habilitées à :

- Réaliser la demande sur les plateformes permettant l'accès aux outils communs et API ;
- Exercer les fonctions de correspondant SI ;
- Exercer les fonctions de responsable de gestion de comptes ;
- Consulter et utiliser les outils communs et les données transmises par API.

Le partenaire utilise le service Proconnect de la DINUM pour l'identification auprès de France Travail afin d'accéder aux outils de la plateforme monportailpro.

Le partenaire utilise le formulaire fourni par France Travail pour demander l'accès aux outils communs et API mis à disposition par France Travail, conformément à l'annexe 4.

Le rôle du correspondant SI est décrit à l'annexe 5.

Les modalités de désignation et le rôle du responsable de gestion de comptes est décrit à l'annexe 1.

Article 4 – Confidentialité

Les informations échangées dans le cadre de la convention, en particulier les données personnelles, sont considérées par les parties comme confidentielles. Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et,

le cas échéant, prestataires et délégataires (sous-traitants au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » -ci-après RGPD-) ayant à en connaître.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au RGPD, les parties sont tenues de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la confidentialité des données dont elles pourraient avoir connaissance.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires et délégataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent toutes mesures nécessaires à son respect.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Article 5 - Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment :

- le RGPD ;
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le décret n°2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire ;
- le secret professionnel, dont la violation est sanctionnée par les articles 226-13 et suivants du code pénal et auquel elles sont soumises en application de l'article L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.

Tout tiers qui intervient pour le compte du partenaire dans la gestion des outils communs ou API ou dans les échanges de données associés à la qualité soit de sous-traitant du partenaire, soit de responsable conjoint avec le partenaire, au sens du RGPD. Le partenaire met à la charge de ce tiers des obligations au moins équivalentes à celles découlant de la convention.

Le partenaire s'engage à utiliser les données personnelles auxquelles il accède par les outils communs ou API mis à disposition par France Travail pour les finalités prévues à l'article 2. Ces données peuvent être réutilisées par les parties pour les besoins liés à l'exécution et au suivi de la convention et des traitements statistiques.

Les parties s'engagent à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet de la présente convention,
- ne pas divulguer ces informations à des tiers non prévus par la présente convention,
- prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse du fichier,
- prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles, pour s'assurer la conservation et l'intégrité des informations traitées.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du RGPD, notamment leur droit d'accès, de rectification et, dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans les conditions du paragraphe 3 de l'article 12 du RGPD. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Les parties s'engagent à respecter les durées de conservation légales et réglementaires applicables. Si aucun texte ne prévoit de durée de conservation applicable au traitement mis en œuvre, les parties s'engagent à déterminer les durées de conservation en fonction de la finalité du traitement qu'elles réalisent chacune pour leur propre compte et à les respecter.

Chaque partie informe le délégué ou référent à la protection des données mentionné à l'annexe 2 ou 2 bis de l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 48 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte et comprend la documentation le cas échéant utile à sa notification auprès de la CNIL et à l'information des personnes.

Article 6 - Objectif commun en matière de souveraineté des données

Les parties font leurs meilleurs efforts pour réaliser les opérations de traitement de données sur le territoire de l'Union européenne.

Article 7 - Sécurité des systèmes d'information

Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées ou auxquelles elles ont accès. Elles veillent notamment à assurer :

- la confidentialité des données dans les conditions prévues à l'article 4, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
- l'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
- la disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- la traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Chaque partie doit se conformer à la réglementation applicable en matière de cybersécurité.

Une évaluation de la sécurité sur le périmètre des moyens d'accès et de traitement des données du système d'information de France doit être réalisée annuellement. Cette évaluation est à la charge du partenaire par tous moyens (grille d'auto évaluation proposée par la CNIL, grille d'auto-évaluation proposée par France Travail adaptée au contexte, évaluation ou audit) et peut faire l'objet d'un suivi périodique entre le partenaire et France Travail.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée par l'intermédiaire de leurs responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) ou toutes autres personnes occupant des fonctions équivalentes désignés en annexes 2 et 2 bis.

Des comités de suivi spécifiques aux aspects sécurité pourront être organisés à la demande de France Travail ou du partenaire, si un besoin est identifié.

Le partenaire met en place à destination des personnes accédant aux outils communs et API une formation ou sensibilisation aux risques SSI ciblée et personnalisée (enjeux et risques, bonnes pratiques, responsabilité et conduite à tenir face à une situation avérée ou douteuse). Cette formation ou sensibilisation est renouvelée de façon continue et régulière ou, à défaut, ponctuellement tous les ans.

Connexion aux services de France Travail

Tous les accès aux outils communs et API sont réalisés via une authentification multi facteurs reposant sur l'utilisation de plusieurs facteurs d'authentification appartenant à une catégorie de facteurs différente parmi les facteurs de connaissance, de possession et inhérent.

Il est recommandé de privilégier l'utilisation de moyens d'authentification conformes à la réglementation applicable en matière de cybersécurité.

Le partenaire respecte les directives de France Travail concernant la mise en œuvre du mécanisme d'authentification.

France Travail se réserve le droit de bloquer les accès temporairement en cas de détection d'un usage suspect. Les accès sont débloqués si la levée de doute permet de conclure à un accès légitime.

Article 8 - Propriété intellectuelle

La signature de la convention n'entraîne aucune cession de droits de propriété intellectuelle sur les outils communs et API mis à disposition et les données partagées dans le cadre de sa mise en œuvre.

Article 9 - Conditions financières

La convention est conclue à titre gratuit.

Article 10 - Durée, résiliation et modification

La convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

À l'issue de cette période, elle est reconduite tacitement pour des périodes successives de 3 ans, sauf dénonciation par écrit par l'une des parties au moins 6 mois avant l'expiration de la période en cours sauf accord des parties sur un délai différent.

Chaque partie informe l'autre partie des mises à jour des annexes 1 bis, 2 et 2 bis, par courriel au correspondant en charge de la gouvernance du partenariat mentionné à l'annexe 2 ou 2 bis.

Les annexes 1 et 4 peuvent être modifiées unilatéralement par France Travail, par courriel au correspondant en charge de la gouvernance du partenariat mentionné à l'annexe 2, en particulier pour tenir compte, s'agissant de l'annexe 4, des évolutions du cahier des charges et des priorités définies par la commission SI du comité national pour l'emploi.

Toute autre modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

En cas de manquement d'une partie à l'une des obligations essentielles découlant de la convention, celle-ci peut être dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception postale. En ce cas, la résiliation prend effet dans un délai d'un mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

Article 11 - Compétence juridictionnelle

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction compétente. Il est expressément convenu que le tribunal territorialement compétent à l'égard d'un litige se rapportant à l'exécution de la convention est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail.

Article 12 - Contenu de la convention

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation, priorité est donnée aux documents énoncés les plus hauts dans la liste ci-dessous :

- La convention ;
- Les annexes à la convention ;
- Les conditions générales d'utilisation des plateformes en ligne ;
- Les conditions particulières des outils communs et API.

Fait à, le

Pour France Travail

Pour le Département

Frédéric TOUBEAU
Directeur régional

Bruno FAURE
Président

Annexe 1 - Responsable de gestion de comptes, conditions d'accès aux outils communs

Article 1 - Désignation du responsable de gestion de comptes (RGC)□

L'accès aux outils communs mis à disposition par France Travail nécessite la nomination par le partenaire, parmi les fonctionnaires ou agents contractuels, d'une personne appelée «□responsable de gestion de comptes□» (RGC).

Le partenaire informe le RGC des obligations qui lui incombent en lui remettant un exemplaire des conditions générales d'accès aux outils communs mis à disposition par France Travail.

Le partenaire est responsable du respect par le RGC de ses obligations.

Le RGC signe l'acte d'engagement figurant en annexe 1 bis.□

France Travail est informé de cette nomination par l'envoi de l'acte d'engagement dûment signé au correspondant régional de la sécurité informatique de France Travail (chargé de sécurité du système d'information - CSSI).

France Travail se réserve le droit de refuser sa nomination par écrit si la personne ne remplit pas les conditions requises. Dans ce cas, le partenaire propose un autre RGC à France Travail qui dispose d'un mois maximum pour se prononcer sur cette proposition. En l'absence de réponse de France Travail dans ce délai, la désignation du nouveau RGC est réputée acceptée.

Article 2 - Fonctions du RGC

Le RGC est un fonctionnaire ou un agent contractuel du partenaire. Le RGC gère le compte du partenaire et habilite individuellement des salariés à accéder aux outils communs mis à disposition, au moyen de l'outil de gestion des habilitations fourni par France Travail.

Le partenaire s'interdit, même temporairement, de confier tout ou partie de l'activité de RGC à un prestataire ou à du personnel intérimaire.

Le RGC assure la gestion et la centralisation des demandes d'habilitation. Il s'assure de leur validité et contrôle leur traitement.

Le RGC s'assure que les utilisateurs qu'il habilite bien des agents du partenaire ou de l'un de ses délégataires ou prestataires.

Il s'assure que ces utilisateurs sont informés des règles de sécurité et de confidentialité.

Il est garant de la mise à jour des habilitations, notamment en cas de départ ou de changement de fonctions d'une personne habilitée.

France Travail ne peut se substituer au RGC pour la gestion courante des identités et habilitations. Par exception, France Travail s'autorise à agir sur les identités et habilitations du partenaire en cas d'incident de sécurité ou de nécessité.

Article 3 - Confidentialité des identifiants et mots de passe□

Seul le RGC a accès à l'outil de gestion des habilitations de France Travail.

L'identifiant de connexion et le mot de passe du RGC sont strictement personnels, confidentiels et inaccessibles. Ils ne peuvent être communiqués à quiconque ayant ou non un lien de quelque nature que ce soit avec le partenaire.

Le RGC est responsable de l'utilisation de son identifiant et de son mot de passe et doit en assurer la protection.

Cette mesure de sécurité obligatoire est susceptible d'évolution et peut être modifiée.

Article 4 - Suppression et retrait de la qualité de RGC

En cas de départ du RGC, d'absence prolongée de plus de 2 mois (prévisible ou échue) ou de changement de fonctions, le partenaire informe par courriel, le chargé de sécurité du système d'information de France Travail, désigné à l'annexe 2 bis, dans un délai maximal de 8 jours à compter de la connaissance de l'événement.

France Travail peut par ailleurs exiger la révocation du RGC par courriel dûment motivé si la personne désignée ne respecte pas ses obligations.

La désignation d'un nouveau RGC s'effectue conformément à l'article 1 de la présente annexe.

Article 5 - Habilitations d'accès aux outils communs mis à disposition

5.1. Personnes habilitées

Le RGC n'habilite que les personnes qui ont strictement besoin d'avoir accès aux outils communs dans le cadre de leurs fonctions pour réaliser les objectifs fixés à l'article 2 de la convention.

L'habilitation d'une personne est adaptée aux missions qui lui incombent et doit respecter le principe du moindre privilège en attribuant uniquement des droits nécessaires.

La qualité de RGC ne donne pas droit à un accès automatique aux outils communs mis à disposition. Cet accès n'est possible que si les missions professionnelles du RGC le justifient.

Chaque utilisateur habilité peut se connecter au service avec son compte Pro Connect ou toute autre solution de gestion des identifiants et d'accès aux outils et services numériques validée par France Travail.

Les habilitations d'un utilisateur sont supprimées par le RGC en cas de non-respect de ses obligations.

Les habilitations d'un utilisateur sont suspendues par le RGC en cas d'inactivité du compte depuis deux mois.

Les habilitations et le compte d'un utilisateur sont supprimés en cas de départ ou de changement de fonctions ne justifiant plus l'accès aux outils commun.

5.2. Collaboration

France Travail collabore activement avec le RGC du partenaire afin de favoriser le bon déroulement de son activité. Il l'informe de l'existence de tout élément utile à la réalisation de celle-ci.

France Travail garantit au partenaire les formations aux outils de gestion des accès, ainsi que des assistances spécifiques si nécessaire.

5.3. Signalement des dysfonctionnements de l'application de gestion des accès

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée (message d'erreur, déconnexion de l'application, service indisponible, etc.) et de tout incident relatif aux habilitations.

Le chargé de sécurité système d'information (CSSI) de France Travail est l'interlocuteur du RGC à ce sujet. Il peut être contacté par mail à l'adresse indiquée en annexe 2 bis.

Article 6 - Audit des habilitations

Au-delà de la veille continue sur les comptes et habilitations, le RGC réalise au moins une fois par an une mise à jour exhaustive de la liste des personnes habilitées pour s'assurer que :

- Aucun compte utilisateur devant être suspendu ou supprimé n'est encore actif□;
- Les habilitations en cours correspondent aux besoins de chaque utilisateur.

La fourniture des informations nécessaires à cet audit sont disponibles dans l'outil de gestion des habilitations fourni par France Travail. En cas d'indisponibilité dans cet outil, les données d'audit sont fournies directement par France Travail.

Chaque anomalie détectée doit être corrigée dans les plus brefs délais.

Pour maintenir un niveau de sécurité optimal en adaptant les droits d'accès aux besoins réels de chaque utilisateur, le RGC doit effectuer un audit régulier des comptes existants, et ce dès que les outils sont mis à disposition du partenaire. Ce contrôle, effectué au moins annuellement et dont le rythme sera précisé avec la livraison des outils, permet de vérifier et de s'assurer que les droits d'accès accordés à chaque utilisateur sont appropriés et justifiés. Il poursuit les objectifs suivants :

- prévenir les risques de sécurité, en identifiant les accès excessifs ou non justifiés ;
- améliorer la conformité, en s'assurant que les droits d'accès respectent la politique de sécurité ;
- optimiser les ressources, en supprimant les accès inutiles ;
- faciliter la gestion des identités, en ayant une vision claire de chaque utilisateur.

Annexe 1 bis - Acte d'engagement et désignation du responsable de gestion de comptes (titulaire et suppléants)

Partenaire	
Raison sociale et SIRET	2215001000014
Adresse	28, Avenue Gambetta 15000 AURILLAC

Je soussigné SALSON Franck :

Le responsable du suivi opérationnel du partenaire mentionné ci-dessus désigne dans le cadre des accès aux outils communs mis à disposition par France Travail un responsable de gestion de comptes (RGC) et son suppléant :

- Informés de leur rôle défini à l'annexe 1 de la convention ;
- Garants de l'usage des habilitations accordées aux utilisateurs au sein de l'organisme partenaire et de ses délégataires ;
- Référents de France Travail dans le cadre d'une gestion déléguée d'habilitations aux services applicatifs chargé d'administrer des utilisateurs et leurs droits d'accès.

Désignation du RGC	Date et signature du RGC
MAZIERES Jocelyne Née le 05/12/1966 Tel : 04 71 46 22 85 e-mail : jmazieres@cantal.fr	
Désignation du RGC suppléant	Date et signature du RGC suppléant
BEYNEL Stéphanie Née le 16/06/1973 Tel : 04 71 46 22 40 e-mail : sbeynel@cantal.fr	
Désignation du RGC suppléant	Date et signature du RGC suppléant
GRANGER Laurence Née le 14/07/1967 Tel : 04 71 46 22 32 e-mail : lgranger@cantal.fr	

La responsabilité du partenaire est effective à la signature du présent acte d'engagement. Toute modification donne lieu à l'établissement d'un nouvel acte d'engagement et à son envoi à France Travail.

Le :

Signature du responsable du suivi opérationnel, agent titulaire d'une délégation de signature

Annexe 2 : Correspondants du partenaire

GOVERNANCE DU PARTENARIAT	
Nom - Prénom	Franck SALSON
Email	fsalson@cantal.fr
Téléphone	04 71 49 79 91
RESPONSABLE DU SUIVI OPERATIONNEL DU PARTENARIAT¹ (Demande d'ouverture des services numériques et nomination du RGC)	
Nom - Prénom	Myriam AIGUESPARSES
Email	maiguesparses@cantal.fr
Téléphone	04 71 43 84 30
RESPONSABLE DE LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION²	
Nom - Prénom	Régis DUBOSQ
Email	rdubosq@cantal.fr
Téléphone	04 71 46 20 14
CORRESPONDANT DES SYSTEMES D'INFORMATION (Déclaration et suivi d'incident)	
Nom - Prénom	Pierre CARANOVE
Email	pcaranove@cantal.fr
Téléphone	04 71 46 22 44
EDITEUR (Intégration des API France Travail dans le SI du partenaire)	
Auto editeur	
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (DPD ou référent)	
Nom - Prénom	Thibaut COMBELLE
Email	tcombelle@cantal.fr
Téléphone	04 71 46 22 10

¹ Agent titulaire d'une délégation de signature

² Ou fonction équivalente

Annexe 2 bis - Correspondants de France Travail

GOUVERNANCE DU PARTENARIAT <i>(information à recueillir localement auprès de France Travail)</i>	
Nom - Prénom	FAURE-ROUQUIÉ Sébastien
Email	s.faure-rouquie@francetravail.fr
Téléphone	06 20 12 38 07
SUIVI OPERATIONNEL DES OUVERTURES DE SERVICES NUMERIQUES	
	Support du SI Plateforme siplateforme.00161@francetravail.fr
CHARGE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION <i>(information à recueillir localement auprès de France Travail)</i>	
	LECLERC Thiabud crsi.69188@francetravail.fr
RESPONSABLE NATIONAL DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	
Nom - Prénom	OPTER David
Email	rssi@francetravail.fr
INCIDENTS OU DEMANDE D'ASSISTANCE (contact en cas de dysfonctionnement des solutions numériques)	
Mon Portail Pro	Formulaire de sollicitation sur mon portail.pro
Portail Emploi	Formulaire de sollicitation sur Portail Emploi
France.Travail.io	Formulaire de contact sur le Portail France Travail.io
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (DPD ou référent)	
Nom - Prénom	MEIGNAN Nicolas
Email	contact-dpd@francetravail.fr

Annexe 3 - Accès aux outils commun et aux API

1) Accès aux API

Sauf dérogation expresse acceptée par le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de France Travail, tous les flux entre les systèmes d'information du partenaire et de France Travail transitent obligatoirement par la plateforme francetravail.io (point d'accès externe) de France Travail.

L'accès aux API nécessite l'ouverture d'un compte sur la plateforme francetravail.io par une personne autorisée par le partenaire et dénommée « utilisateur ».

Si l'utilisateur de la plateforme n'est pas un membre du personnel du partenaire mais de l'un de ses sous-traitants, France Travail en est informé.

Chaque personne concernée par l'utilisation de la plateforme francetravail.io se soumet aux conditions d'utilisation de cette plateforme.

2) Accès aux outils communs

2.1) Outils communs accessibles sur monportailpro

Chaque personne concernée par l'utilisation du portail se soumet à ses conditions d'utilisation.

Plusieurs actions doivent être effectuées au préalable :

- Compte professionnel « Pro Connect »

L'accès au service à monportailpro.francetravail.fr nécessite pour chaque utilisateur de disposer d'un compte actif « Pro Connect ». Le cas échéant, les informations nécessaires à la création d'un compte professionnel sont disponibles sur le site : <https://www.proconnect.gouv.fr/>.

- Désignation d'un responsable de gestion de comptes (RGC)

L'accès aux outils (applications) de France Travail est autorisé sous réserve de la nomination par le partenaire, parmi ses personnels permanents, d'un responsable de gestion de comptes (RGC) dont les rôles et responsabilités sont définis en annexe 1.

- Habilitations des utilisateurs par le RGC

L'habilitation aux outils est effectuée par le RGC depuis l'outil de gestion des habilitations dédié, mis à disposition par France Travail et accessible via le portail monportailpro.francetravail.fr.

Une formation à son utilisation est délivrée au RGC par France Travail ou un professionnel missionné par ce dernier.

2.2 Accès aux outils communs via portail emploi

Plusieurs actions doivent être effectuées au préalable, dans les conditions ci-dessus :

- La désignation d'un responsable de gestion de comptes (RGC) ;
- L'habilitation des utilisateurs par le RGC via l'outil de gestion des habilitations dédié.

A l'issue de ces deux opérations, l'accès au portail emploi sera communiqué à l'utilisateur, par l'envoi d'une notification.

Annexe 4 - Formulaire de demande d'accès

France Travail met à disposition des outils numériques communs et API, auxquels le partenaire peut avoir accès en remplissant le formulaire de demande ci-dessous et en le retournant accompagné impérativement des annexes 1bis (acte d'engagement et désignation du responsable de gestion de comptes) et 2 (correspondants du partenaire) à l'adresse suivante : siplateforme.00161@francetravail.fr, avec copie à la direction territoriale de France Travail du département

Ce formulaire ne se substitue pas à la convention de mise à disposition par France Travail auprès du conseil départemental d'outils et services numériques communs et d'échange de données dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi conclue entre le conseil départemental et France Travail. Il permet de demander l'accès aux solutions numériques proposés par France Travail.

* * *

Le signataire reconnaît que la demande faite par le présent formulaire emporte l'engagement de se conformer et de faire respecter les stipulations :

- De la convention de mise à disposition par France Travail auprès du conseil départemental d'outils et services numériques communs et d'échange de données dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi conclue entre le conseil départemental et France Travail ;
- Des conditions générales d'utilisation des plateformes Mon Portail Pro, France Travail.io et Portail emploi, établies et mises à jour par France Travail et accessibles sur les plateformes ;
- Des éventuelles conditions particulières d'utilisation applicables aux différents outils et aux API, établies et mises à jour par France Travail et accessibles depuis les plateformes.

Le signataire déclare que le partenaire fait son affaire de désigner, selon ses propres règles et procédures internes, les personnes habilitées à :

- Réaliser la demande sur les plateformes permettant l'accès aux outils communs et API (au moyen du présent formulaire) ;
- Créer les comptes sur les portails francetravail.io, Mon Portail Pro et Portail emploi ;
- Exercer les fonctions de responsable de gestion de comptes ;
- Consulter et utiliser les outils communs et les données transmises par API.

Les outils communs et API auxquels l'accès est demandé sont listés ci-après (cases à cocher).

Fait à Aurillac

Le

Signature

A/ Données de l'utilisateur

Récupérer les données administratives d'un usager afin de réaliser un premier entretien.

Pour permettre une entrée en parcours, vous souhaitez :

- Récupérer les données d'inscription ☐ : nom, prénom, commune/date de naissance...
- Récupérer les données d'orientation ☐ : structure vers laquelle un usager est orienté, critères d'orientation utilisés...
- Proposer un rendez-vous à un usager ☐ : date/lieu/ créneau du RDV...
- Visualiser les rendez-vous ☐ : historiques des RDV d'un usager avec les informations associées.

☐ **Application SUIVI DE PARCOURS**

(Les modules ci-dessus cochés sont automatiquement activés dès l'utilisation de cette application)

☒ Recherche Usager - ☒ Vue 360

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les modules souhaités

Suivre de bout en bout

☐ Visualisation du prochain RDV

Orienter l'utilisateur

☐ Mobilisation période d'accompagnement

☐ Orientation

Suivre la prise de rendez-vous

☐ Synthèse des rendez-vous

☐ Saisie d'un rendez-vous déjà pris

☐ **API**

Pour utiliser les API relatives à la loi pour le plein emploi, vous devez obligatoirement souscrire aux API ci-dessus cochées)

☒ Recherche Usager - ☒ Statut Usager

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les API souhaitées

Suivre de bout en bout

☐ Informations administratives usager

Orienter l'utilisateur

☐ Orientation usager

☐ Rendez-vous partenaires

B/ Diagnostic et accompagnement

Accompagner les usagers orientés vers ma structure en mobilisant leurs données de diagnostic et de parcours.

Vous souhaitez accompagner un usager et :

- Mobiliser ses données de diagnostic : freins/ contraintes/ points forts...
- Initialiser, suivre et partager la mise à jour du contrat d'engagement : date/lieu signature du contrat, plan d'action
- Suivre l'intensité de l'accompagnement : nombre d'heures, activités/démarches prévues

☐ Application SUIVI DE PARCOURS

(Les modules ci-dessus cochés sont automatiquement activés dès l'utilisation de cette application)

☒ Recherche Usager - ☒ Vue 360

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les modules souhaités

Réaliser le diagnostic socio-professionnel

- ☒ Profil de compétences
(Module inclus automatiquement dans le parcours)
- ☐ Diagnostic socio-professionnel
- ☐ Conclusions d'entretiens

Orienter l'usager

- ☐ Mobilisation période d'accompagnement
- ☐ Orientation

Définir le contrat d'engagement dynamique

- ☐ Ce parcours nécessite le module du parcours précédent : Mobilisation période d'accompagnement
- ☐ Définir l'objectif d'intensité d'accompagnement

Mobiliser l'offre de services

- ☐ Organisation des démarches
- ☐ Prescription des services

Suivre l'accompagnement et son intensité

- ☐ SIA

☐ API

(Pour utiliser les API relatives à la loi pour le plein emploi, vous devez obligatoirement souscrire aux API ci-dessus cochées)

☒ Recherche Usager - ☒ Statut Usager

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les API souhaitées

Réaliser le diagnostic professionnel

- ☐ Diagnostic individu
- ☐ Métiers recherchés et projets d'évolution
- ☐ Projet, création, reprise ou franchise d'entreprise

Orienter l'utilisateur

- ☐ Orientation usager
- ☐ Rendez-vous partenaires

Définir le contrat d'engagement dynamique

- ☐ Contrat d'engagement

C/ Sanction et remobilisation ☐

Suivre les décisions de suspension/remobilisation ou sanction d'un usager

Vous souhaitez :

- Récupérer les informations d'une proposition de sanction ☐ : sanction proposé/déclencheur
- Transmettre une décision de sanction ☐ : accord/désaccord sur la sanction, justificatif.

☐ **Application SUIVI DE PARCOURS**

(Les modules ci-dessus cochés, sont automatiquement activés dès l'utilisation de cette application)

☒ Recherche Usager - ☒ Vue 360

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les modules souhaités

Gérer les sanctions

☐ Sanction

☐ **API**

(Pour utiliser les API relatives à la loi pour le plein emploi, vous devez obligatoirement souscrire aux API ci-dessous cochées)

☒ Recherche Usager - ☒ Statut Usager

Parmi les parcours d'accompagnement proposés, merci d'indiquer les API souhaitées

Gérer les sanctions

☐ Gestion des sanctions RSA

☐ Transmettre une décision de sanction

D/ Activités & Pilotage Partenaires

Activités & Pilotage Partenaires centralise et restitue l'ensemble des activités à réaliser pour l'utilisateur et nécessaires à la délivrance de l'offre de service

Vous souhaitez :

- Assurer le suivi des parcours entre organismes
- Garantir la visibilité des actions à réaliser
- Prioriser vos actions

☐ **Application Activités & Pilotage Partenaires – Mon Portail Pro (MPP)**

- § Orientation
- § Rendez-vous
- § Sanction

☐ **API**

- ☐ Gestion des Activités Opérationnelles
 - § Orientation
 - § Rendez-vous
 - § Sanction

E/ Gestion des relations avec les entreprises

La relation entreprise est au cœur de la stratégie emploi. La mise à disposition de solutions numériques « Entreprise » à destination des acteurs Entreprise du réseau pour l'emploi accompagne les enjeux suivants :

- Accompagner proactivement plus d'employeurs et notamment ceux qui en ont le plus besoin (TPE/PME) ;
- Garantir une réponse coordonnée avec les partenaires selon le principe du « dites-le nous une fois » ;
- Trouver plus rapidement le « bon profil » à recruter ou à former pour l'entreprise vers un emploi durable ;
- Aider les employeurs à améliorer leurs pratiques RH de recrutement et à s'ouvrir à tous les publics ;
- Mieux aider les employeurs selon les besoins spécifiques à leurs métiers et secteurs.

Certaines solutions numériques présentées ci-dessous sont en cours d'expérimentation et seront ouvertes dans un second temps à l'ensemble des acteurs. Une communication spécifique permettra de faire votre choix dès leur mise à disposition.

- 1) **Accompagner proactivement plus d'employeurs et notamment ceux qui en ont le plus besoin TPE/PME, en garantissant une réponse coordonnée avec les partenaires, dans le principe du « dites-le nous une fois ».**

☐ Applications via Mon Portail Pro (MPP)

- ☐ Campagne coordonnée avec vision 360 Entreprise (à partir du T1 2025)

Expérimentations en cours :

- CRM Salesforce et CRM Microsoft
- Outil ciblage avec vision 360 Entreprise

☐ API

- ☐ API La Bonne Boîte

En complément, les services en ligne disponibles :

- La Bonne Boîte [La bonne boîte : ciblez les entreprises qui recrutent.](https://labonneboite.francetravail.fr/)
<https://labonneboite.francetravail.fr/>

2) Trouver plus rapidement le « bon profil » à recruter ou à former pour l'entreprise vers un emploi durable

Applications via Mon Portail Pro (MPP)

Expérimentations en cours :

- Gestion des offres (via OSCAR)
- Recherche d'offres (via Suivi De Parcours - SDP, via OSCAR)

☐ **API**

- ☐ API Je contrôle mes offres (JCMO) / Aide à la rédaction
- ☐ API Je transfère mes offres (JTMO)
- ☐ API Offres d'emploi

En complément, les services en ligne disponibles :

- Je recrute (application mobile)
- La bonne Compétence Pro - [La Bonne Compétence Pro](https://labonnecompetencepro.francetravail.fr/) (<https://labonnecompetencepro.francetravail.fr/>)

3) Aider les employeurs à améliorer leurs pratiques RH de recrutement et à s'ouvrir à tous les publics

☐ **Applications via Mon Portail Pro (MPP)**

- ☐ Mes Évènements Emploi

Expérimentation en cours :

- Mes Évènements Pro à Pro

☐ **API**

- ☐ API MEE Mes Évènements Emploi

En complément, les services en ligne disponibles :

- Mes aides à l'embauche – [Détecteur Eligibilité Aides - France Travail](https://entreprise.francetravail.fr/accueil/description/detecteur-eligibilite-aide) (<https://entreprise.francetravail.fr/accueil/description/detecteur-eligibilite-aide>)
- Catalogue des aides - [Catalogue Aides Entreprises](https://entreprise.francetravail.fr/aides-embauche/touteslesaides) (<https://entreprise.francetravail.fr/aides-embauche/touteslesaides>)
- Mes Évènements Emploi (consultation et administration) [Mes événements Emploi](https://mesevenementsemploi.francetravail.fr/mes-evenements-emploi/) (<https://mesevenementsemploi.francetravail.fr/mes-evenements-emploi/>)

4) Mieux aider les employeurs selon les besoins spécifiques à leurs métiers et secteurs

☐ **API**

- ☐ API Marché Travail
- ☐ API Informations sur un Territoire

En complément, les services en ligne disponibles :

- Data Emploi - [Accueil | Data Emploi](https://dataemploi.francetravail.fr/emploi/accueil/)
(<https://dataemploi.francetravail.fr/emploi/accueil/>)

5) Autres outils transverses supportant l'offre de service Entreprise

Application via Mon Portail Pro (MPP)

Expérimentation en cours :

- OSCAR (Expérimentation en cours)

☐ **API**

- ☒ API ROMEO (IA et Compétences)
- ☐ API ROME 4.0 - Compétences
- ☐ API ROME 4.0 - Métiers
- ☐ API ROME 4.0 - Fiches Métiers

En complément, les services en ligne disponibles :

- MétierScope, changer de métier - [MétierScope - Toutes les informations sur tous les métiers | France Travail](https://candidat.francetravail.fr/metierscope/) (<https://candidat.francetravail.fr/metierscope/>)
- Bouquet de services France Travail - [France Travail Pro - La réponse aux questions des entreprises](https://entreprise.francetravail.fr/accueil/) (<https://entreprise.francetravail.fr/accueil/>)

F/ Formation des demandeurs d'emploi

Cette application est accessible depuis **Mon portail emploi**.

Ouiform simplifie les démarches de positionnement pour les prescripteurs de formation. Cette application permet :

- D'accéder à une offre de formation unique et visible par tous ;
- De positionner en formation les individus suivis ;
- De tracer et sécuriser les parcours de formation.

☐ Application Ouiform

G/ Formation des agents

L'application Académie France Travail est accessible depuis **Mon Portail Pro**.

L'offre de formation gratuite mise à disposition via l'Académie France Travail auprès du partenaire a pour finalités de favoriser la coordination et la complémentarité des actions des membres du réseau pour l'emploi.

Elle est un vecteur d'information et développement des professionnels pour les besoins de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

☐ Académie France Travail

L'application vous permet d'accompagner et de suivre les **actions de développement des compétences de vos agents :**

- en disposant des données de réalisation des actions suivies par vos agents (nom, prénom, titre de l'action, modalité, durée, date de réalisation) ;
- en valorisant les actions de formations réalisées dans votre plan de formation.

Son utilisation nécessite la désignation d'un responsable du suivi des formations des agents :

RESPONSABLE DU SUIVI DES FORMATIONS DES AGENTS	
Nom - Prénom	Mathieu DUBREUIL
Email	mdubreuil@cantal.fr
Téléphone	04 71 46 59 38

Annexe 5 - Gestion des sollicitations et traitement des incidents

Le partenaire signale à France Travail tout dysfonctionnement rencontré lors de l'utilisation d'un outil par le biais du canal dédié communiqué en annexe 2 bis. ☐

Dans ce cadre, le partenaire désigne un « correspondant SI » afin d'assurer un rôle d'interface entre la DSI de France Travail et les utilisateurs du partenaire.

Fonction du correspondant SI ☐

Le correspondant SI assure le rôle d'interface entre la DSI France Travail et les utilisateurs du partenaire. Il est l'interlocuteur privilégié de la DSI de France Travail. ☐

Il est capable d'apporter une assistance de proximité à l'utilisation des produits France travail qui sont mis à disposition des utilisateurs. ☐

Il est en mesure de ☐ : ☐

- Réaliser un premier niveau d'analyse des sollicitations ☐ ;
- Répondre à des questions fonctionnelles ;
- Orienter les utilisateurs vers la documentation adéquate ;
- Diffuser les solutions de contournement proposées par la DSI de France Travail.

En cas d'absence de réponse/résolution, le correspondant SI peut transmettre la sollicitation à la DSI de France Travail à travers un canal dédié. ☐

☐ Le correspondant SI est aussi : ☐

- Relais de communication concernant les incidents avérés et autres communications à diffuser auprès des utilisateurs ;
- Relais de formation auprès des utilisateurs de sa structure.

France Travail s'engage à fournir la documentation nécessaire et former les correspondants SI afin de favoriser leur autonomie dans la résolution des sollicitations des utilisateurs.

Traitement des sollicitations par France Travail ☐

À l'issue de sa déclaration, le partenaire reçoit un accusé de réception. ☐

France Travail qualifie la sollicitation et escalade vers les équipes compétentes. ☐

France Travail s'engage à réaliser les actions nécessaires pour traiter la sollicitation dans les plus brefs délais et à communiquer sur sa résolution définitive. ☐

En cas d'incident, une solution de contournement temporaire peut être mise en place pour permettre un retour (partiel ou total) au service dans les plus brefs délais. ☐

Engagements du partenaire ☐

Dès qu'un dysfonctionnement est identifié par le partenaire, ce dernier s'engage à : ☐

- Effectuer un pré-diagnostic par son correspondant SI avant de le signaler auprès de France Travail ☐ ;
- Décrire auprès des équipes de France Travail tous les éléments relatifs au problème rencontré ☐ ;
- Vérifier dans la mesure du possible, selon les moyens mis à disposition, l'efficacité des actions correctives apportées ; ☐
- Démultiplier les informations auprès de ses collaborateurs.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-15

Convention de mise à disposition d'un bureau de permanence au sein de la MSD de Mauriac et de l'Antenne de la MSD de Riom-ès-Montagnes en faveur de l'AFAPCA

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la convention de mise à disposition d'un bureau de permanence au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac arrive à échéance, l'Association Formation Accompagnement Public Contrats Aidés (AFAPCA) a sollicité le Département pour son renouvellement et l'intégration d'un lieu supplémentaire au sein de l'antenne de la MSD de Riom-ès-Montagnes ;

- **VALIDE** la convention entre le Département du Cantal et l'AFAPCA pour la mise à disposition d'un bureau à titre gratuit pour la tenue de permanences au sein de la MSD de Mauriac et de l'Antenne de la MSD de Riom-ès-Montagnes, dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AU SEIN
DE LA MAISON DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DE MAURIAC ET DE RIOM-
ES-MONTAGNES
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION FORMATION ACCOMPAGNEMENT PUBLIC
CONTRATS AIDES (AFAPCA)**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du,
D'une part,

Et

L'AFAPCA – Centre de Ressource et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi (AFAPCA), sis 16 place de la paix - 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL,
Ci-après dénommé le locataire ou AFAPCA,
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre du dispositif Réseau de Soins et de Pratiques pour l'Insertion Réussie (RESPIR) mis en place par l'AFAPCA, le Département du Cantal est sollicité afin de permettre la tenue d'une permanence au sein de la Maison de la Solidarité Départementale sur la commune de Mauriac et de Riom-es-Montagnes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'AFAPCA dans le local mis à disposition à la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac et de Riom-es-Montagnes propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition de l'AFAPCA un bureau selon les disponibilités ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant à la **Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac**, sise 28 rue d'Enchalade – MAURIAC,

- Tous les vendredis après-midi des semaines 2 et 3 du mois, de 13h30 à 16h30.

Le Département du Cantal met à disposition de l'AFAPCA un bureau selon les disponibilités ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant à l'**antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-es-Montagnes**, sise rue Marguerite Meynial – 15400 Riom-es-Montagnes,

- Selon les besoins

Cette mise à disposition est prévue en cas de besoin. L'AFAPCA effectuera une demande spécifique auprès du site et des agents d'accueil qui attribueront les locaux selon les disponibilités. L'AFAPCA informera le Département en cas d'annulation de ses permanences, au moins 48h avant.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le local mis à disposition de l'AFAPCA est à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

L'AFAPCA informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel de l'AFAPCA s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état le bureau tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité de l'association AFAPCA, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

L'association AFAPCA voit sa responsabilité engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 01 janvier 2025 pour une durée d'un an.

Elle se renouvellera de manière expresse à la demande du locataire.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour L'AFAPCA,
Le Directeur



Pierre SAVARIC

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-16

Avenant n°2 à la convention de mise à disposition d'un local au sein de la Mairie d'Ydes en faveur des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°18CP02-27 de la Commission Permanente du 23 février 2018 approuvant la convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie d'Ydes ;

Vu la délibération n°24CP02-28 de la Commission Permanente du 23 février 2024 approuvant l'avenant à la convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie d'Ydes relatif à la mise à jour de la participation financière mensuelle ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune d'Ydes n°112-2024 du 29 novembre 2024 fixant la participation financière à 327 € par an ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie d'Ydes, actualisant la participation financière annuelle à 327 € par an, joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 614, fonction 028 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MAIRIE DE YDES

10. Place Georges Pompidou
15210 YDES
Tél : 04 71 40 82 51
mairie@ydes.fr
www.ydes.fr



Location d'un local appartenant à la Commune situé dans la mairie place Georges Pompidou

AVENANT

A l'acte du 28 février 2018

intervenue entre **le Président du Conseil Départemental du Cantal**
et **Monsieur le Maire d'YDES**

Concernant la mise à disposition d'un local place Georges Pompidou

Entre les soussignés :

Monsieur le Maire de la Commune d'YDES agissant au nom de cette Commune en vertu des
délibérations du Conseil Municipal :

N° 073-2023 en date du 24 novembre 2023,

N° 112-2024 en date du 29 novembre 2024,

Partie ci-après dénommée « le bailleur » d'une part,

Et

Le Conseil Départemental du Cantal

28 av Gambetta 15000 AURILLAC

Partie ci-après dénommée « le preneur » d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes d'un acte du 28 février 2018, la Commune d'YDES a mis à disposition au **Conseil
Départemental du Cantal**, un local, afin d'exercer son activité.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : A compter du 1er janvier 2025, la participation est fixée à 327 euros par an.

Article 2 : Toutes les clauses et conditions de l'acte du 28/02/2018, non contraires aux
présentes demeurent inchangées.

Fait à Ydes, le 20 décembre 2024

Le représentant du
Conseil Départemental

Le Maire,
Alain DELAGE



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-17

**Convention de mise à disposition au bénéfice de la Banque Alimentaire d'un local de stockage
situé sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°11CG03-23 du Conseil Général du 24 juin 2011 relative à l'acquisition par le Département d'un local de stockage sur la Commune de Sansac de Marmiesse pour une mise à disposition de celui-ci aux associations à caractère social visant à apporter une aide matérielle aux plus démunis ;

Considérant que la convention de mise à disposition d'un local de stockage sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse est arrivée à échéance, la Banque Alimentaire a sollicité le Département pour son renouvellement ;

- **VALIDE** la convention entre le Département et l'Association Banque Alimentaire pour la mise à disposition d'un local de stockage situé sur la commune de Sansac de Marmiesse, dont le projet est joint à la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU BENEFICE DE LA
« BANQUE ALIMENTAIRE » D'UN LOCAL DE STOCKAGE SITUE
AUX BESSADES COMMUNE DE SANSAC DE MARMIESSE**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 31 janvier 2025.

D'une part,

Et

LA BANQUE ALIMENTAIRE, antenne du Cantal, association caritative, représentée par son Président, Monsieur Patrick LOLIVE, domicilié à,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – DESIGNATION DU LOCAL

Le Département du Cantal est propriétaire d'un bâtiment 17 rue des Artisans, zone artisanale à SANSAC-DE-MARMIESSE (15130) d'une surface de 630 m² environ sur deux parcelles cadastrées ZD 107 et ZD 108.

Le bâtiment est composé de deux chambres froides, d'un entrepôt, de bureaux, d'un quai releveur, et d'un local à palettes.

Le Département du Cantal met à disposition de la Banque Alimentaire les locaux ainsi définis :

Uniquement à la Banque Alimentaire

- la chambre froide côté rue,
- le local à palettes,
- le sas d'accès aux chambres froides comprenant le niveleur de quai,

- le bureau sans ouverture extérieure où se trouvent centralisés les différents compteurs et contrôles des alarmes des chambres froides,
- le bureau ayant une fenêtre extérieure et donnant dans le bureau sans ouverture,
- la pièce considérée vestiaire - archivage.
- Une travée de 70 m² contigüe au quai de chargement

Les parties communes aux différentes associations

- l'entrée,
- la salle de réunion,
- le coin douche toilette,
- la chambre froide du fond ainsi partagée sur le plan,
- le quai de chargement,

voir plan en annexe.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans qui prend effet à compter de sa date de signature. Elle se renouvellera de manière tacite pour une durée équivalente.

Toutefois, chaque partie, pourra à tout moment demander la résiliation de la convention, en respectant un préavis de révocation de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à l'autre partie.

ARTICLE 4 - ASSURANCES

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

Le Département, en tant que propriétaire du bâtiment et terrain conservera à sa charge la responsabilité civile incombant à un propriétaire et s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant le bien loué, pendant toute la durée de la convention.

L'association, bénéficiaire de la mise à disposition souscrira et prendra à sa charge les assurances garantissant les risques liés à l'occupation et découlant de son activité, notamment l'assurance responsabilité locative garantissant les dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ainsi que l'assurance dite « recours des voisins et des tiers », pendant toute la durée de la convention.



L'association s'engage à fournir une attestation d'assurance sur simple demande du propriétaire.

En cas de sinistre, l'association informera le Département en précisant la nature du sinistre et ses conséquences.

ARTICLE 5 - DESTINATION DES LOCAUX

Les locaux listés à l'article 1 sont destinés à recevoir, stocker et gérer les différents biens et dons que l'association reçoit dans le cadre de ses activités d'entraide aux plus démunis.

Cette activité purement caritative doit le rester.

Avant toute adjonction d'activités connexes « le Preneur » devra notifier sa demande par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception auprès du Département du Cantal ou complémentaires.

Le « Preneur » ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie les lieux mis à disposition, sous aucun prétexte même provisoirement ou à titre gracieux, hormis dans le cas prévu à l'article 6.

ARTICLE 6 - CLAUSE PARTICULIERE

Toute autre association poursuivant le même but caritatif peut éventuellement à sa demande être concernée par une mise à disposition de ces locaux. Une convention sera alors établie avec l'intéressée par le propriétaire de l'immeuble.

Tout arrangement devra avoir lieu entre les différentes entités pour l'usage des parties communes, faute d'entente le Département du Cantal tranchera.

ARTICLE 7 - OBLIGATION RELATIVES AUX CHARGES D'ENTRETIEN

Les associations ont à leur charge l'établissement d'une convention entres elles pour la gestion des fluides, l'entretien des parties communes et des abords et la surveillance du bâtiment.

▮ Les charges afférentes aux locaux à l'usage du « Preneur »

Le « Preneur » supporte la totalité des dépenses liées aux charges d'entretien courant.

Les consommations d'eau, d'électricité et autres selon les compteurs installés dans les lieux seront acquittées régulièrement par le « Preneur » ainsi que les frais de mise à disposition d'entretien, de relevé et réparation desdits compteurs.



Les copreneurs sont tenus solidairement à l'égard du bailleur du paiement de toutes charges et taxes qui seront dues en application du présent contrat. Le bailleur pourra à tout moment réclamer le paiement pour le tout à l'un quelconque des colocataires.

Le « Preneur » fera son affaire de la souscription des contrats de fournitures correspondants auprès des différents concessionnaires (CABA, E.D.F..) ainsi que la maintenance du niveau de quai.

▣ Entretien des abords et des parties communes

L'entretien des abords du bâtiment ainsi que les sanitaires et parties communes sera effectué par les différentes associations caritatives bénéficiaires de la mise à disposition directement ou indirectement.

Le Département du Cantal ne devra pas être inquiété par l'organisation des associations entres-elles.

▣ Mode de surveillance du bâtiment

Le « Preneur » a seul à sa charge de définir les moyens de surveillance à mettre en place pour assurer la sécurité du bâtiment et des stocks s'y trouvant.

Dans l'hypothèse où il serait tenu de faire appel à un organisme privé de surveillance, sa désignation devra au préalable avoir obtenu l'accord du Département du Cantal.

ARTICLE 8 - TRANSFORMATION ET AMELIORATION PAR LE PRENEUR

Le « Preneur » aura à sa charge toutes les transformations, améliorations et aménagements nécessaires pour l'exercice de son activité.

Il ne pourra engager aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du propriétaire.

Il sera responsable des accidents causés par et à ses objets. Le preneur renonce à tout recours contre le Département, propriétaire, en cas d'accident causé du fait des installations et du matériel lié à l'utilisation des locaux mis à disposition.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le preneur dans les lieux mis à disposition resteront, à la fin de la présente convention, la propriété du Département du Cantal sans indemnité de sa part.

ARTICLE 9 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET AUTRES

▣ Généralités

Le « Preneur » devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni recherché.

□ **Propre aux moteurs des chambres froides**

Le « Preneur » pourra faire usage des moteurs des chambres froides à la seule condition de leur mise aux normes quant au niveau sonore diurne ou nocturne. Si cette condition n'est pas respectée, le propriétaire se verra obligé de faire cesser instantanément le fonctionnement de ces moteurs.

Le Département dégage sa responsabilité en cas de plaintes ou de litiges engendrés du fait de l'utilisation des groupes froids.

La mise en marche des moteurs, la révision, le changement est à la charge du « Preneur » qui devra au préalable en faire la demande par écrit au propriétaire.

ARTICLE 10 - ETAT DES LIEUX

Le « Preneur » prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties au plus tard lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au « Preneur », comme aussi lors de la restitution de celles-ci.

ARTICLE 11 - INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

Le « propriétaire » ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le « propriétaire » n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir le « Preneur » des interruptions.

ARTICLE 12 - RESTITUTION DES LOCAUX

A l'occasion de l'expiration de la convention, le « Preneur » devra prévenir le « Propriétaire » de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre à ce dernier de prendre toutes dispositions nécessaires au devenir du bien.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES



Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

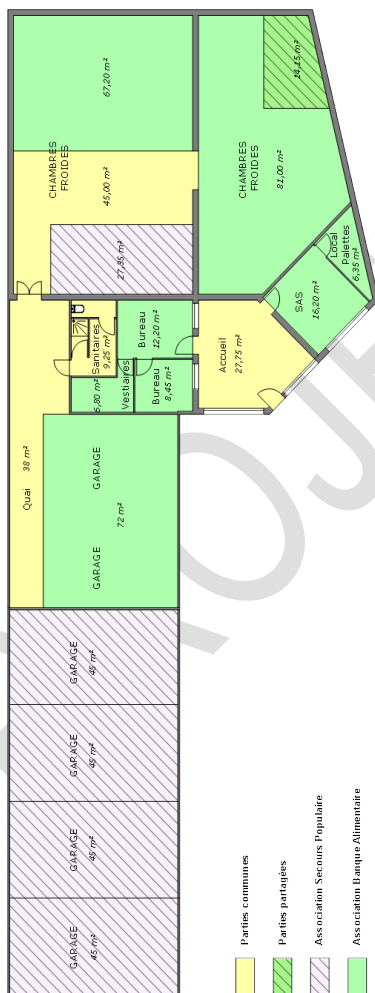
Fait en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Pour la Banque Alimentaire
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Patrick LOLIVE



PROJET

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-18

Convention de mise à disposition au bénéfice du Secours Populaire d'un local de stockage situé sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°11CG03-23 du Conseil Général du 24 juin 2011 relative à l'acquisition par le Département d'un local de stockage sur la Commune de Sansac de Marmiesse pour une mise à disposition de celui-ci aux associations à caractère social visant à apporter une aide matérielle aux plus démunis ;

Considérant que la convention de mise à disposition d'un local de stockage sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse est arrivée à échéance, le Secours populaire a sollicité le Département pour son renouvellement ;

- **VALIDE** la convention entre le Département et le Secours Populaire Français pour la mise à disposition d'un local de stockage situé sur la Commune de Sansac-de-Marmiesse, dont le projet est joint à la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AU BENEFICE DU « SECOURS POPULAIRE » D'UN LOCAL DE
STOCKAGE SITUE AUX BESSADES - COMMUNE DE SANSAC DE
MARMIESSE**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 31 janvier 2025.

D'une part,

Et

LE SECOURS POPULAIRE - FEDERATION DU CANTAL, association caritative, représentée par son Secrétaire général, Monsieur Patrice COUINEAU domicilié 12 rue de Versailles, 15000 AURILLAC.

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – DESIGNATION DU LOCAL

Le Département du Cantal est propriétaire d'un bâtiment 17 rue des Artisans, zone artisanale à SANSAC-DE-MARMIESSE (15130) d'une surface de 630 m² environ sur deux parcelles cadastrées ZD 107 et ZD 108.

Le bâtiment est composé de deux chambres froides, d'un entrepôt, de bureaux, d'un quai releveur, et d'un local à palettes.

Le Département du Cantal met à disposition du Secours Populaire les locaux ainsi définis :

- 2 travées de 90 m² chacune dans le hangar

Les parties communes en partage avec la banque alimentaire

- l'entrée,
- la salle de réunion,
- le coin douche toilette,
- la chambre froide du fond ainsi partagée sur le plan,
- le quai de chargement,

voir plan en annexe.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans qui prend effet à compter de sa date de signature. Elle se renouvellera de manière tacite pour une durée équivalente.

Toutefois, chaque partie, pourra à tout moment demander la résiliation de la convention, en respectant un préavis de révocation de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à l'autre partie.

ARTICLE 4 - ASSURANCES

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

Le Département, en tant que propriétaire du bâtiment et terrain conservera à sa charge la responsabilité civile incombant à un propriétaire et s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant le bien loué, pendant toute la durée de la convention.

L'association, bénéficiaire de la mise à disposition souscrira et prendra à sa charge les assurances garantissant les risques liés à l'occupation et découlant de son activité, notamment l'assurance responsabilité locative garantissant les dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ainsi que l'assurance dite « recours des voisins et des tiers », pendant toute la durée de la convention.

L'association s'engage à fournir une attestation d'assurance sur simple demande du propriétaire.

En cas de sinistre, l'association informera le Département en précisant la nature du sinistre et ses conséquences.

ARTICLE 5 - DESTINATION DES LOCAUX



Les locaux listés à l'article 1 sont destinés à recevoir, stocker et gérer les différents biens et dons que l'association reçoit dans le cadre de ses activités d'entraide aux plus démunis.

Cette activité purement caritative doit le rester.

Avant toute adjonction d'activités connexes « le Preneur » devra notifier sa demande par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception auprès du Département du Cantal ou complémentaires.

Le « Preneur » ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie les lieux mis à disposition, sous aucun prétexte même provisoirement ou à titre gracieux, hormis dans le cas prévu à l'article 6.

ARTICLE 6 - CLAUSE PARTICULIERE

Toute autre association poursuivant le même but caritatif peut éventuellement à sa demande être concernée par une mise à disposition de ces locaux. Une convention sera alors établie avec l'intéressée par le propriétaire de l'immeuble.

Tout arrangement devra avoir lieu entre les différentes entités pour l'usage des parties communes, faute d'entente le Département du Cantal tranchera.

ARTICLE 7 - OBLIGATION RELATIVES AUX CHARGES D'ENTRETIEN

Les associations ont à leur charge l'établissement d'une convention entres elles pour la gestion des fluides, l'entretien des parties communes et des abords et la surveillance du bâtiment.

▣ Les charges afférentes aux locaux à l'usage du « Preneur »

Le « Preneur » supporte la totalité des dépenses liées aux charges d'entretien courant.

Les consommations d'eau, d'électricité et autres selon les compteurs installés dans les lieux seront acquittées régulièrement par le « Preneur » ainsi que les frais de mise à disposition d'entretien, de relevé et réparation desdits compteurs.

Les copreneurs sont tenus solidairement à l'égard du bailleur du paiement de toutes charges et taxes qui seront dues en application du présent contrat. Le bailleur pourra à tout moment réclamer le paiement pour le tout à l'un quelconque des colocataires.

Le « Preneur » fera son affaire de la souscription des contrats de fournitures correspondants auprès des différents concessionnaires (CABA, E.D.F.,) ainsi que la maintenance du niveau de quai.

▣ Entretien des abords et des parties communes

L'entretien des abords du bâtiment ainsi que les sanitaires et parties communes sera effectué par les différentes associations caritatives bénéficiaires de la mise à disposition directement ou indirectement.

Le Département du Cantal ne devra pas être inquiété par l'organisation des associations entres-elles.

▮ Mode de surveillance du bâtiment

Le « Preneur » a seul à sa charge de définir les moyens de surveillance à mettre en place pour assurer la sécurité du bâtiment et des stocks s'y trouvant.

Dans l'hypothèse où il serait tenu de faire appel à un organisme privé de surveillance, sa désignation devra au préalable avoir obtenu l'accord du Département du Cantal.

ARTICLE 8 - TRANSFORMATION ET AMELIORATION PAR LE PRENEUR

Le « Preneur » aura à sa charge toutes les transformations, améliorations et aménagements nécessaires pour l'exercice de son activité.

Il ne pourra engager aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du propriétaire.

Il sera responsable des accidents causés par et à ses objets. Le preneur renonce à tout recours contre le Département, propriétaire, en cas d'accident causé du fait des installations et du matériel lié à l'utilisation des locaux mis à disposition.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le preneur dans les lieux mis à disposition resteront, à la fin de la présente convention, la propriété du Département du Cantal sans indemnité de sa part.

ARTICLE 9 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET AUTRES

▮ Généralités

Le « Preneur » devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni recherché.

▮ Propre aux moteurs des chambres froides

Le « Preneur » pourra faire usage des moteurs des chambres froides à la seule condition de leur mise aux normes quant au niveau sonore diurne ou nocturne. Si cette condition n'est pas respectée, le propriétaire se verra obligé de faire cesser instantanément le fonctionnement de ces moteurs.

Le Département dégage sa responsabilité en cas de plaintes ou de litiges engendrés du fait de l'utilisation des groupes froid.

La mise en marche des moteurs, la révision, le changement est à la charge du « Preneur » qui devra au préalable en faire la demande par écrit au propriétaire.

ARTICLE 10 - ETAT DES LIEUX

Le « Preneur » prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties au plus tard lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au « Preneur », comme aussi lors de la restitution de celles-ci.

ARTICLE 11 - INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

Le « propriétaire » ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le « propriétaire » n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir le « Preneur » des interruptions.

ARTICLE 12 - RESTITUTION DES LOCAUX

A l'occasion de l'expiration de la convention, le « Preneur » devra prévenir le « Propriétaire » de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre à ce dernier de prendre toutes dispositions nécessaires au devenir du bien.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en 2 exemplaires originaux, le



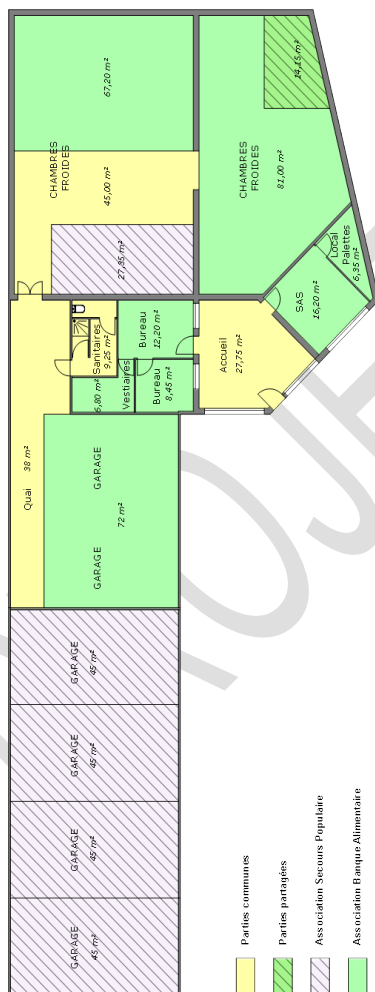
Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Pour le Secours Populaire-Fédération du
Cantal
Secrétaire général

Bruno FAURE

Patrice COUINEAU

PROJET



ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL DE STOCKAGE EN FAVEUR DU SECOURS

PROJET

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-19

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Commune de Saint-Poncy - Rénovation de l'école

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD02-11 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du nouveau projet de territoire établi au titre du Contrat Cantal Développement 2022-2027 de Hautes Terres Communauté ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de rénovation énergétique du bâtiment, augmentation des surfaces de l'école, amélioration des conditions de sécurité et d'accès à l'établissement, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents. Les frais d'acquisition de mobilier sont exclus.

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
755 000 € HT Base de dépense éligible pour le Département : partie école 385 000 €	Conseil départemental (partie école)	60 000 €
	Conseil départemental FCS (partie mairie)	40 000 €
	Région	172 000 €
	Etat – DSIL 2022	175 710 €
	Etat – DETR	120 659 €
	Autofinancement	186 631 €
TOTAL		755 000 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Poncy une subvention de 60 000 € pour les travaux de rénovation énergétique du bâtiment, l'augmentation des surfaces de l'école, l'amélioration des conditions de sécurité et d'accès à l'établissement, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 385 000 € H.T. Les frais d'acquisition de mobilier sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de Hautes Terres Communauté pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-20

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays Gentiane - Pôle Intercommunal des services et de la famille

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Valérie CABECAS se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD05-24 du Conseil départemental en date du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de la Communauté de communes du Pays Gentiane pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : création d'un pôle intercommunal de services et de la famille, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
3 114 408,50 € HT Base de dépense éligible pour le Département : 2 750 000 € HT	Conseil départemental (19,88 %)	619 226,00 €
	Région (Contrat Ambition) (4,82 %)	150 000,00 €
	Etat (Fonds Verts) (4,39 %)	136 700,00 €
	Etat (DSIL) (24,86 %)	774 300,00 €
	CAF (24,08 %)	750 000,00 €
	MSA (1,61 %)	50 000,00 €
	Autofinancement (20,36 %)	634 182,50 €
TOTAL		3 114 408,50 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de Communes du Pays Gentiane une subvention de 619 226 € pour la création d'un pôle intercommunal de services et de la famille, situé dans la commune de Riom-ès-Montagnes ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 2 750 000 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041582, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-21

Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville de Mauriac - Restructuration et rénovation thermique de la gendarmerie (2ème phase)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD01-17 du Conseil départemental du 31 mars 2023 approuvant le Fonds Cantal Ville de Mauriac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de restructuration et de rénovation thermique de la gendarmerie (phase 2) incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recette €	
1 540 070 €	Conseil départemental - FCV	251 085 €
	Conseil départemental (solde de subvention Maintien de services publics)	133 571 €
	Etat - Fonds Vert	428 700 €
	Autofinancement	726 714 €
	TOTAL	1 540 070 €

- **ATTRIBUE** à la Ville de Mauriac une subvention de 251 085 € pour les travaux de restructuration et de rénovation thermique de la gendarmerie (phase 2) incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 836 950 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Fonds Cantal Ville de Mauriac pour la période 2022-2027.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 51 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-22

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Naucelles

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage pour l'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension de la crèche de Naucelles :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental (Banque des Territoires)	5 380 €
	Autofinancement	5 380 €
	Total	10 760 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Naucelles une subvention de 5 380 € pour l'étude intitulée "Etude de faisabilité et AMO pour l'extension de la crèche" sur une dépense subventionnable de 10 760 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657348, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-23

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Saint-Paul-des-Landes

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage pour les études de programmation, de structure, d'audit énergétique et d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives au projet de rénovation et de restructuration de l'îlot Oustalniol à Saint-Paul-des-Landes :

Coût total de l'opération	Recettes	
83 298,02 € TTC	Conseil départemental (Banque des Territoires)	37 488,00 €
	ACTEE+	23 190,00 €
	Autofinancement	22 620,02 €
	Total	83 298,02 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Paul-des-Landes une subvention de 37 488 € pour l'étude intitulée " Etudes de programmation, de structure, d'audit énergétique et d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives au projet de rénovation et de restructuration de l'îlot Oustalniol " sur une dépense subventionnable de 83 298,02 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657348, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-24

Fonds Cantal Innovation - Appel à projets : Logements Les Clefs du Cantal - Attribution des aides

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 3 non-participation(s), Didier ACHALME, Céline CHARRIAUD et Jean MAGE se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation sur la période 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour définir les thèmes, les cahiers des charges, les enveloppes individuelles des appels à projets Fonds Cantal Innovation et pour sélectionner les bénéficiaires ;

Vu la délibération n°24CP05-24 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets "Logements Les Clefs du Cantal" ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Département en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 ;

Considérant les demandes d'aide financière des bénéficiaires et leur engagement à respecter les critères du dispositif ;

- ATTRIBUE des subventions pour un montant global de 524 100 € à 9 collectivités retenues dans le cadre de l'appel à projets "Logements Les Clefs du Cantal" tel que détaillé dans le tableau récapitulatif joint en annexe à la présente délibération.

- **RAPPELLE** que le versement de l'aide financière est conditionné au respect du cahier des charges de l'appel à projets, tel qu'il a été approuvé par la Commission Permanente du 31 mai 2024.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL INNOVATION
AAP LOGEMENTS LES CLEFS DU CANTAL - DOSSIERS RETENUS


Maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût prévisionnel de l'opération en € HT	Base subventionnable	Taux proposé	Subvention proposée
COMMUNE DE MASSIAC	Réhabilitation d'un logement familial et restructuration d'un appartement en logement de 5 chambres de type colocation	208 000 €	208 000 €	42%	87 500 €
COMMUNE DE TRIZAC	Réhabilitation de 2 appartements dans l'ancienne école	146 498 €	146 498 €	25%	36 600 €
COMMUNE D'ANTIGNAC	Rénovation d'un logement T4 dans l'ancienne Poste	171 000 €	171 000 €	15%	25 000 €
COMMUNE DE CONDAT	Réhabilitation de la "Maison Peuch" pour la création de 3 logements	790 124 €	790 124 €	9%	75 000 €
COMMUNE DE SAINT SANTIN-DE-MAURS	Rénovation de la "Maison Ramondies" pour la création de 3 logements	700 000 €	700 000 €	11%	75 000 €
COMMUNE DE MARCOLES	Création de 4 logements Les Clefs du Cantal dans l'ancienne école privée	200 000 €	200 000 €	50%	100 000 €
SAINT-FOUR COMMUNAUTE	Création d'un logement de type duplex pour les nouveaux arrivants à l'étage du bâtiment de l'Office de tourisme de Chaudes Aigues	105 000 €	105 000 €	24%	25 000 €
COMMUNE DE NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE	Rénovation d'un logement au 18 rue du Docteur Mallet	50 725 €	50 725 €	49%	25 000 €
COMMUNE DE VEBRET	Transformation de l'ancienne école de Couchal en espaces multi-usages : création de 3 logements modulables	695 500 €	695 500 €	11%	75 000 €
9 bénéficiaires	24 logements	3 066 847 €			524 100 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-25

Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal - Attribution d'une subvention au Syndicat Mixte Cantal Attractivité

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 adoptant le document stratégique Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-25 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant budget primitif 2025, les prévisions de dépenses et de recettes directes de la stratégie Cantal Europe pour 2025 ;

Vu la délibération n°24CD01-1 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal ;

Vu la convention LEADER « Cantal 3V » du Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour la programmation LEADER 2023-2027 ;

- **DECIDE** de programmer une subvention de 39 554,62 € au titre de la stratégie Cantal Europe, sur un montant total éligible de 197 773,06 € soit un taux de cofinancement de 20 %, au Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour l'opération " 2025 - Syndicat mixte Cantal Attractivité - animation - gestion du GAL Cantal " .

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 19 777,31 €.

- **APPROUVE** la convention n°GAL-2025 au titre de la stratégie Cantal Europe entre le Syndicat Mixte Cantal Attractivité et le Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout document afférent au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657358, fonction 043 du Budget départemental - programme SFALC 2025/1.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Convention n°GAL-2025

**relative à l'octroi d'une subvention du Conseil départemental au titre du dispositif
de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal dans le cadre de
la stratégie Cantal Europe**

au Syndicat Mixte Cantal Attractivité

Entre

D'une part,

Le Conseil départemental du Cantal

Numéro SIRET 22150001000014

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Isabelle LANTUEJOUL, Vice-Présidente

Ci-après dénommé "le Département",

Et d'autre part,

Le Syndicat Mixte Cantal Attractivité

N° SIRET 200 099 547 00016

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Bruno FAURE, Président

Ci-après dénommé "le bénéficiaire",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée 2025 - Syndicat mixte Cantal Attractivité - animation-gestion du GAL Cantal, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Conseil départemental dans le cadre de la stratégie Cantal Europe dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération vise le pilotage, la coordination, l'animation et l'évaluation du programme LEADER 2023-2027 dont :

- La préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des travaux des comités ou groupes de travail techniques ou transversaux nécessaires ;
- La préparation et l'élaboration des différents rapports sur la mise en œuvre du programme ;
- L'appui méthodologique des porteurs de projet, l'appui au renseignement des demandes de financement LEADER et des demandes de remboursement LEADER, la réalisation de traductions, la conception d'outils de gestion, guides, outils pédagogiques, questions-réponses ;
- La mise en œuvre du plan d'évaluation, la réalisation d'études, la diffusion des résultats et les actions de valorisation ;
- L'animation, le suivi et la gestion du programme ;
- L'appui à la mise en œuvre des différents types de contrôle (notamment, visites sur place & contrôles de service fait), capitalisation et diffusion des résultats des différents niveaux de contrôle dans une logique d'amélioration continue de la gestion du programme

Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention

Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération

La période de réalisation est comprise entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025. Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le 31/03/2026, soit 3 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Article 3 : Coût et financement de l'opération

Article 3.1 : Plan de financement de l'opération

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 197 773,06 euros ventilés comme suit :

- Dépenses de personnel : 164 810,88 euros
- Frais généraux forfaitisés (15%) : 24 721,63 euros
- Frais de déplacement forfaitisés (5%) : 8 240,55 euros

Le concours du Conseil départemental s'élève à 39 554,62 euros, soit 20% du coût total éligible. Les fonds départementaux ne sont pas gagés par des fonds européens et peuvent être utilisés en cofinancement de crédits européens LEADER.

Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- couvrir des actions réalisées à partir du 1^{er} janvier 2025 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses ;
- être conforme à l'appel à candidatures « Animation & Fonctionnement du GAL » du programme LEADER Cantal 3V.

Article 4 : Imputation comptable de la subvention

Le versement de l'aide départementale est effectué à partir du compte Chapitre 65 Nature 657358 Fonction 043 – Programme SFALC 2025/1.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention départementale conventionnée.

Les crédits départementaux sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Article 5 : Modalités de versement de la subvention

La subvention départementale peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demande de paiement finale. L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

Article 5.1 : Versement d'une avance

La participation départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 19 777,31 euros, soit une avance de 50,00% du montant de l'aide prévisionnelle, mise en paiement dès notification de la présente convention.

Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final

La subvention est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final identique au dossier de bilan d'opération LEADER.

Le versement de chaque paiement est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du compte : Service de Gestion Comptable d'Aurillac

Établissement bancaire : Banque de France

N°IBAN : FR71 3000 1001 61C1 5200 0000 057

Code BIC : BDEFRPPCCT

Article 6 : Obligations comptables

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération.

À cet effet, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre, par une codification adéquate, d'assurer le suivi des dépenses et ressources au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire

Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Le bénéficiaire est tenu de produire un bilan final d'exécution au plus tard 3 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le 31/03/2026.

À défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention.

Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution final.

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Le dossier LEADER de demande de paiement ainsi que les pièces annexées au dossier LEADER
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le Département du Cantal.

Article 8 : Détermination de la subvention due

Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.

Le Département procède à un contrôle de service fait de l'ensemble du bilan final en vue de déterminer le montant de la subvention départementale due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération ;
- L'éligibilité des actions au regard des conditions fixées dans la convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le respect des obligations de la publicité ;
- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses.

Les vérifications reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19.

Les résultats du contrôle de service sont notifiés par le Département au bénéficiaire. Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du bénéficiaire.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses ;
- L'augmentation du montant de l'aide ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération.

Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure

Le bénéficiaire ou le Département peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le Département.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2026, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation départementale préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le Département.

La participation départementale n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

Article 11 : Résiliation de la convention

Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Département au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Département pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

À compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le Département dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 11.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le Département constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire, déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Département après contrôle de service fait.

À défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Département procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

Article 12 : Reversement de la subvention

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- Non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ;
- Montant retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits versés au titre de l'avance.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux actions

Le bénéficiaire a l'obligation de communiquer au fil de l'eau et au plus tard au bilan final les données relatives aux actions.

Conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées.

Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides

Compte tenu du caractère non économique de l'activité conventionnée, la réglementation relative aux aides d'Etat ne s'applique pas au titre de la présente convention.

Toutefois, si les actions mises en œuvre grâce au concours du Département conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable.

Article 15 : Conflit d'intérêts

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du Département.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 16 : Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement public à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le Département ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le Département.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

Article 17 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Département fixée par la charte graphique du Conseil départemental du Cantal.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du Département aux cofinanceurs de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Article 18 : Évaluation de l'opération

Les données relatives aux actions seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du Département et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Département, ou tout autre organisme externe mandaté par le Département, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées (comme les agents dont les salaires sont valorisés en dépenses éligibles) conformément aux articles 13 et 14 du règlement général n°2016/679 sur la protection des données.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes prévues à l'article 7.2 pendant une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant le versement du solde de la subvention ou le reversement pour indu.

Article 20 : Propriété et utilisation des résultats

Le Département reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire concède sur les documents transmis au Département, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont concédés gratuitement sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

Article 21 : Confidentialité

Le Département et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

Article 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du Département prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

Fait en deux exemplaires originaux,

A

Le

Pour le Département du Cantal,
La Vice-Présidente,

Pour le Syndicat Mixte Cantal Attractivité
Le Président,

Isabelle LANTUEJOUL

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-26

Convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France Services - Année 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Considérant que l'animateur départemental France services assure l'animation opérationnelle des structures labellisées du territoire cantalien et qu'il est un interlocuteur de proximité dans l'accompagnement au quotidien des Conseillers France services, mission essentielle au bon fonctionnement du réseau ;

- **APPROUVE** la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services à temps complet avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal pour 2025 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DU POSTE D'ANIMATEUR DÉPARTEMENTAL FRANCE SERVICES (H/F)

Entre

La Préfecture du Cantal

Représentée par le préfet M. Philippe Loos,

Ci-après dénommée « **la Préfecture** »

Et

Le Conseil départemental du Cantal

Représenté par le président, M. Bruno Faure,

Ci-après dénommée « **le Conseil Départemental** »

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** ».

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application de l'article L. 1231-2-I du Code général des collectivités territoriales, sans préjudice des compétences dévolues aux collectivités territoriales et à leurs groupements et en articulation avec ces collectivités et groupements, l'Agence nationale de la cohésion des

territoires (ANCT) a pour mission, en tenant compte des particularités, des atouts et des besoins de chaque territoire, de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements mentionnés à l'article L. 5111-1 du présent code dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets, notamment en faveur de l'accès aux services publics, de l'accès aux soins dans le respect des articles L. 1431-1 et L. 1431-2 du Code de la santé publique, du logement, des mobilités, de la mobilisation pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les quartiers urbains en difficulté, de la revitalisation, notamment commerciale et artisanale, des centres-villes et centres-bourgs, de la transition écologique, du développement économique ou du développement des usages numériques.

À ce titre, elle apporte un concours humain et financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements, notamment via ses délégués territoriaux.

Piloté par le ministère de la transformation et de la fonction publiques (MTEFP) et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT) via l'Agence nationale de la Cohésion des territoires, le réseau des structures labellisées « France services » se compose de plus de 2 600 guichets uniques de proximité regroupant sur leurs sites plusieurs administrations.

L'objectif est de proposer une offre élargie de service au public, au plus près des territoires, en particulier dans les zones rurales et les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En vue de garantir une offre et une qualité homogènes de service et de promouvoir les mêmes objectifs pour l'ensemble des structures, l'animation départementale du réseau est capitale afin de coordonner l'activité des France services.

Article 1er : Contexte et objet de l'intervention

La présente convention formalise le versement d'une subvention du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires pour la prise en charge financière de la rémunération d'un animateur départemental dédiée à l'animation du réseau France services au sein du département du Cantal.

À ce titre, il y a lieu de conclure la présente convention entre les Parties afin d'y préciser les modalités pratiques et financières de l'accompagnement du MTECT, de la participation de la Préfecture du Cantal et du Conseil départemental du Cantal.

Article 2 : Modalités des engagements et des obligations des Parties

2-1 – Agence nationale de la cohésion des territoires

L'Agence nationale de la cohésion des territoires pilote et coordonne le programme France services au niveau national. Elle anime les relations avec les partenaires nationaux, les préfectures et les animateurs départementaux. Elle conçoit et assure le bon fonctionnement des outils à disposition des France services. Elle coordonne l'animation globale des structures.

Le programme France services de l'ANCT s'engage à accompagner l'animateur départemental pour assurer la bonne exécution de ses missions. À cet effet, l'ANCT assurera la formation aux différents outils numériques France services et apportera son ingénierie pour la construction des plans d'animations locaux. Elle anime au niveau national le réseau des animateurs départementaux, en leur fournissant notamment les informations et les orientations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

2-2 – Préfecture du Cantal

Le Préfet de département pilote et coordonne le programme à l'échelle du département. Etant responsable de la mise en œuvre opérationnelle de la politique publique des France services, il est en charge de déployer les France services et d'animer les relations avec les porteurs des structures. Il anime également les relations avec les partenaires nationaux au niveau départemental. Il pilote l'action des animateurs locaux en lien direct avec le programme France services de l'ANCT, à qui il peut fixer des priorités d'action en fonction des situations sur le terrain.

Le Préfet de département s'engage à accompagner et sécuriser l'agent dans la bonne exécution des missions relatives à l'animation départementale France services.

Le Préfet de département verse la subvention selon les modalités définies dans l'article 3 de la présence convention.

2-3 – Le Conseil départemental

Le Conseil départemental s'engage à dédier un équivalent temps plein, à savoir *a minima* 35 heures de travail hebdomadaire sur 5 jours par semaine, sur toute la durée de la présente convention, aux missions d'animation départementale France services telle que définies dans l'annexe n°2.

Le Conseil départemental s'engage également à mettre à disposition de l'animateur départemental les équipements requis par la mission (ordinateur, téléphone portable, assurances...) et à prendre en charge les coûts inhérents à ses déplacements (véhicule mis à disposition, frais kilométriques/assurances ou transports ferroviaires).

L'animateur départemental (H/F) sera fonctionnellement rattaché à la préfecture de département afin de légitimer et coordonner ses actions sur le terrain. Il entretient également des relations étroites avec l'ANCT. Il rend compte chaque semaine de son action à la préfecture et l'ANCT.

Les principales activités relatives à la mission sont définies dans la fiche de mission « Animateur départemental du réseau France services (H/F) » présente dans les annexes (cf. annexe n°2).

Article 3 : Détermination du montant des participations financières des Parties

Le Préfet de département, via le programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », contribue financièrement pour un montant forfaitaire de 50 000 €.

Cette contribution couvre le coût de l'animateur (salaire + charges) et les frais liés aux déplacements notamment.

Sous réserve de la reconduction des crédits en loi de finance, cette convention pourra être renouvelée annuellement dans la limite de deux fois. À l'issue des trois années, dans le cas où les parties souhaiteraient poursuivre le dispositif, une nouvelle convention devra être établie.

Article 4 : Modalités de règlement

Le Préfet de département apportera son financement au Conseil départemental dans les

deux mois suivant la signature de la convention.

Les règlements seront versés sur le compte bancaire ci-après :

Titulaire du compte : PAYEUR DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

RIB : 30 001 00 161 C150 000 0000 28 282 828

IBAN : FR71 3000 1001 61C1 5000 0000 028

BIC : BDFEFRPPCCT

La subvention est imputée sur les crédits du programme impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire (112).

Domaine fonctionnel : 0112-12-02

Code activité : 011 201 030 133

Groupe marchandise : 12.02.01

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques.

En cas d'inexécution par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées dans les textes visés, un ordre de reversement sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Il en est de même lorsque la subvention aura été utilisée à des fins autres que celles prévues initialement.

Article 5 : Évaluation finale

Le Conseil départemental s'engage à rendre compte des activités réalisées dans le cadre de la convention sur un rythme trimestriel, utilisant les modèles communiqués par l'ANCT.

À l'achèvement du projet, et au plus tard à la date de fin de la présente convention, une évaluation des résultats du projet auquel le MTECT contribue financièrement est transmise à la préfecture ainsi qu'au programme France services de l'ANCT.

Au plus tard un an après l'achèvement du projet, la Préfecture du Cantal et le Conseil départemental transmettent à l'ANCT une évaluation de l'impact de ce projet sur le territoire ou ses habitants.

Article 6 : Durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée d'un an.

Celle-ci n'est pas renouvelable tacitement et son renouvellement devra être réalisé par voie d'avenant, signé par les deux parties.

Article 7 : Communication

Les financements accordés par le MTECT doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

Tous les documents de promotion et de communication doivent porter les logotypes de

l'ANCT, du MTFP et du MTECT (affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention « avec le soutien du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

Les MTFP et MTECT autorisent les Parties dans le cadre de cette convention :

- à utiliser leurs logos joints en annexe,
- à faire mention de la contribution du MTFP et du MTECT sous une forme qui aura reçu un accord préalable et écrit.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de son cocontractant, à ne pas divulguer d'informations confidentielles dont il aurait eu connaissance dans le cadre de cette convention.

En outre, chacune des parties s'engage à informer son cocontractant de tout projet d'action promotionnelle.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'ANCT et du Bénéficiaire, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

Article 8 – Utilisation des documents

Les parties s'autorisent mutuellement et expressément à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe, les documents de présentation d'information et de promotion de leurs activités, et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à leur charge en vertu de la présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, et notamment dans l'hypothèse où les sommes versées par le MTECT au titre de la convention étaient utilisées à des fins non conformes aux objectifs définis par la présente, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de résiliation anticipée de la convention, dans les cas prévus ci-dessus, la participation financière du MTECT est liquidée en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées par le Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation.

Le cas échéant, le Bénéficiaire sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Article 10 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception

précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.
Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit
par lettre recommandée avec accusé de réception..

Article 11 : Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal
compétent géographiquement pour le siège de la Préfecture de département.

Fait en 2 exemplaires,

À Aurillac, le 15 janvier 2025

Pour la **Préfecture du Cantal**
Le préfet



M. Philippe Loos

Pour le **Conseil départemental**
Le président

M. Bruno Faure

Annexes

Annexe n°1 – Logos

Marque et logo type du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT)



Marque et logo type du ministère de la Transformation et de la Fonction publique (MTFP)



Marque et logotype de l'ANCT



Marque et logotype de France services



Marque et logotype de la **Préfecture**



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marque et logotype de la **structure porteuse**



Annexe n°2 – La fiche de mission de l'animateur départemental (H/F)

Fiche de mission

Animateur départemental France services (H/F)

Contexte général

Préambule

Piloté par le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques et le ministère chargé des collectivités territoriales via l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le réseau « France services » se compose de guichets uniques de proximité regroupant 9 partenaires en un seul lieu. France services permet aux usagers de procéder aux principales démarches administratives du quotidien. En juillet 2023, on recense plus de 2 600 France services sur l'ensemble du territoire national et plus de 16 millions de demandes accompagnées depuis 2020.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du réseau France services, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a décidé de structurer un réseau d'animation à l'échelle de chaque département en lien étroit avec les préfetures.

En juin 2023, 73 départements disposent d'une fonction d'animateur départemental, l'objectif étant de couvrir l'ensemble des départements d'ici à janvier 2024. **Dimensionnée dans un premier temps à hauteur d'un demi-ETP (équivalent temps plein), la fonction d'animateur départemental sera soutenue à hauteur d'un temps plein à partir de janvier 2024, pour l'ensemble des départements.**


La présente fiche de mission a pour objectif de définir l'organisation départementale de la fonction d'animation ainsi que le rôle et les missions des animateurs départementaux France services.

La liste des missions indiquée est non exhaustive et pourra être adaptée à chaque territoire, en collaboration étroite avec la préfecture de département et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Organisation et articulation des parties prenantes

Le programme France services de l'Agence nationale de la cohésion des territoires pilote et coordonne le programme France services au niveau national. Il conçoit et décline les orientations stratégiques de la politique publique. Il coordonne les relations avec les partenaires nationaux, les préfetures et les animateurs départementaux. Il conçoit et assure le bon fonctionnement des ressources et outils à disposition des France services. Il coordonne l'animation globale des structures.

Les préfets de département pilotent et coordonnent la politique publique à l'échelle du département. Leurs services déploient les France services et coordonnent les relations avec les porteurs des structures. Ils animent également les relations avec les partenaires nationaux au niveau départemental. Ils pilotent l'action des animateurs locaux en lien direct avec l'ANCT.



L'animateur départemental France services (H/F) agit aux côtés des préfetures de département pour assurer l'animation opérationnelle du réseau. Il/elle est **fonctionnellement rattaché à la préfecture** de département qui coordonne ses actions sur le terrain et légitime son intervention auprès des France services. Il/elle reste **hiérarchiquement rattaché à la structure porteuse qui l'emploie** (collectivité territoriale, association, agence La Poste, etc.).

Une convention tripartite entre la structure porteuse, l'ANCT et la préfecture définit les contours réglementaires et financiers du subventionnement.

Rôle et principales missions

Aux côtés de la préfecture de département et de l'ANCT, l'animateur départemental France services (H/F) assure l'animation opérationnelle des structures labellisées de son territoire.

Interlocuteur de proximité, l'animateur accompagne au quotidien les conseillers France services pour qu'ils bénéficient de l'ensemble des ressources nécessaires pour accompagner les usagers. Il a pour objectif de veiller à **une stricte homogénéité de la qualité de service sur les structures de son territoire**.

Principales missions

L'animateur départemental France services (H/F) est notamment chargé de mettre en œuvre les missions suivantes :

Mission 1 : assurer le suivi de la qualité de service

- Etablir un **diagnostic départemental du réseau** pour identifier les forces et les faiblesses des structures (visite de toutes les France services, complétion de fiches visites, rédaction de synthèse...);
- Veiller à une **qualité de service** homogène sur l'ensemble des structures (analyse des résultats des bornes de satisfaction et de l'enquête back-office, visite qualitative, mise en œuvre et suivi des actions correctrices...);
- Accompagner les structures nouvellement labellisées et **favoriser l'intégration** des nouveaux conseillers dans la prise en main de leurs missions (formation, immersions...);
- Identifier et accompagner les **France services en difficulté** (à partir des visites, du suivi d'activité, des bornes qualité/enquête mystères/audits) et assurer le suivi de la mise en œuvre des correctifs;

Mission 2 : assurer le suivi de l'activité des France services

- Assurer le suivi de la **fréquentation** des structures et l'atteinte des objectifs (analyse des données, accompagnement des conseillers, harmonisation des pratiques...);
- Appuyer le **pilotage des préfetures** de département, notamment dans l'organisation des comités de pilotage, les restitutions régulières auprès de l'ANCT...;
- Veiller à l'**atteinte des objectifs départementaux** définis dans le cadre des politiques prioritaires du Gouvernement (PPG);



Mission 3 : renforcer les relations partenariales

- Garantir la bonne **qualité de la relation back office** avec les opérateurs nationaux (liste des référents, modalités de contact...);
- S'assurer du bon suivi par les conseillers des **formations initiale et continue nationales** et mettre en œuvre les modules complémentaires pour répondre aux besoins des conseillers du département (sessions formation continue, immersions, ressources en ligne...);
- Renforcer les **synergies avec les Conseillers numériques** du territoire;
- Accompagner les France services dans la mise en œuvre d'éventuelles **expérimentations nationales** ou dans l'intégration de **nouveaux partenaires nationaux**;
- Favoriser et accompagner l'émergence de **partenaires locaux** complémentaires;

Mission 4 : accompagner et fédérer le réseau des France services

- Structurer la mise en place de **temps d'échanges avec les conseillers** France services (réunions, séminaires...) à l'échelle départementale ou par secteur géographique;
- Mettre en place les **outils** favorisant les **échanges** entre conseillers (Osmose, newsletter, messagerie...);
- Créer et diffuser des outils départementalisés (trombinoscope, annuaire...);
- Organiser un **séminaire départemental France services** des conseillers;

Mission 5 : renforcer la notoriété des France services

- S'assurer que toutes les France services sont identifiables par une **signalétique extérieure** conforme;
- Accompagner et conseiller les France services dans la **prise en main des ressources et outils** de communication locale (kits de communication, affiches, flyers, réseaux sociaux...);
- Coordonner l'organisation des **Journées France services**;
- Renforcer les relations entre les conseillers France services et les **prescripteurs locaux**, notamment avec le réseau des secrétaires de mairie, les associations d'élus et de solidarité;

Profil attendu des candidats

Qualités et compétences requises

La fonction requiert une grande **rigueur**, ainsi qu'une réelle **polyvalence** et des qualités **d'organisation** personnelle pour permettre à l'animateur de mener de front l'ensemble de ses missions. L'animateur devra faire preuve de **qualités relationnelles** exemplaires, d'un fort **esprit d'initiative** et de beaucoup **d'autonomie**.

Une expérience préalable sur une fonction d'accompagnement opérationnel d'usagers de services publics et/ou de structures de proximité, de même qu'une première approche de l'animation de réseau d'acteurs (organisation de réunions et de rencontres diverses, élaboration et diffusion de supports d'information, etc.) sera particulièrement facilitante.

Un intérêt pour les sujets relatifs au **développement territorial** ainsi qu'une appétence pour les sujets relatifs à l'**accès aux droits** et aux services des publics dits « empêchés » constituent des gages de motivation importants, sans être incontournables. La connaissance préalable de l'environnement France services, par





exemple au travers d'une expérience du métier de conseiller France services, constitue un atout supplémentaire.

La maîtrise des **outils informatiques** (pack Office) et notamment du logiciel Excel sur ses fonctionnalités de base (utilisation de tableaux de bord, suivi statistique à partir de calculs simples, etc.) constitue un prérequis. L'aisance avec les outils numériques est également indispensable (réseaux sociaux, systèmes de visioconférence, plateformes de démarches en ligne, etc.). La familiarité avec des logiciels de type CRM pourra s'avérer utile selon les évolutions choisies au niveau national pour le suivi de l'activité des France services.

La détention du permis B est indispensable (nombreux déplacements sur les sites des différents France services).

CONDITIONS D'EXERCICE

L'animateur est physiquement basé dans les locaux de la structure porteuse qui l'emploie, qui s'engage à mettre à sa disposition les moyens matériels nécessaires pour l'exercice de sa mission.

Il est amené à se déplacer fréquemment (environ deux jours par semaine) sur l'ensemble du territoire départemental pour aller à la rencontre des France services qu'il accompagne. Il se rend également en tant que de besoin dans les locaux de la préfecture pour échanger avec le référent préfectoral France services. Il est également amené à se rendre à Paris, notamment pour y suivre la formation initiale dédiée aux animateurs (séminaire de deux jours). Il participe enfin aux rencontres départementales et régionales organisées autour des France services.

L'animateur dispose au sein de l'ANCT d'interlocuteurs dédiés pour l'appuyer sur les différents sujets relatifs à ses différentes missions. Il participe aux réunions bimensuelles organisées en visioconférence par l'ANCT en direction des animateurs. Il peut par ailleurs compter au quotidien sur le réseau des animateurs départementaux, qui échangent notamment via la plateforme Mon ANCT.

Informations complémentaires

Peut candidater à cette mission toute personne exerçant déjà la fonction d'animateur à temps partiel et/ou travaillant actuellement au sein d'une France services (qu'elle soit portée par une collectivité, une association, un opérateur), d'un partenaire national (exemples : La Poste, MSA...) ou d'une collectivité territoriale (exemple : Conseil départemental).

La personne retenue sur cette mission d'animation départementale restera hiérarchiquement rattachée à sa structure porteuse, et sera fonctionnellement rattachée à la préfecture de département et à l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Par conséquent, toute personne candidatant à la présente fiche de poste doit avoir reçu l'accord de son employeur au préalable.

Une convention tripartite entre l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le préfet de département et la structure de rattachement de la personne précisera les modalités pratiques et financières de chaque partie. L'Etat contribue financièrement pour un montant forfaitaire de 50 000€ par an.



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-27

Convention de subventionnement pour 60 formations aidants numériques et/ou connect avec l'ANCT dans le cadre la mise en œuvre de la feuille de route France Numérique Ensemble

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD06-27 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 validant la feuille de route du coordinateur des conseillers numériques en partenariat avec la Préfecture ;

- **APPROUVE** la convention de subventionnement entre le Conseil départemental et l'ANCT pour l'octroi d'un montant de 20 000 € dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 31-01-2025

Transmission Préfecture : 31-01-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention de subventionnement

Entre

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires , « **ANCT** », établissement public de l'État immatriculé sous le numéro SIREN 130 026 032 dont le siège est 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07, représenté par Monsieur Stanislas BOURRON Directeur Général de ladite Agence, nommé à ces fonctions par décret du Président de la République en date du 1^{er} décembre 2022 et domicilié en cette qualité audit siège

Ci-après dénommée « **l'ANCT** »,

Et

Le Conseil départemental du Cantal, situé
28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC Cedex

Représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président

Ci-après dénommé(e) « **le Bénéficiaire** »,

L'ANCT et le bénéficiaire sont ci-après désignés ensemble « **les Parties** »,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule	
Article 1 : Objet de la convention	
Article 2 : Description du projet de la gouvernance	
Article 2.1 : Contexte des actions et demande de subvention	
Article 2.2 : Description de la ou des action(s) subventionnée(s)	
Article 3 : Durée de la convention	
Article 4 : Modalités du financement	
4.1. Montant de la participation financière	
4.1. 1. Ingénierie de projet	
4.1. 2. Formations aidants numériques / Aidants Connect	
Article 5 : Suivi de la réalisation du projet du bénéficiaire et son évaluation	
5.1. Suivi et animation collective	
5.1. 1. Projets d'ingénierie	
5.1. 2. Formations aidants numériques / Aidants connect	
5.2. Evaluation de la dépense des fonds	
Article 6 : Communication et propriété intellectuelle	
Article 7 : Respect du Contrat d'engagement républicain par les associations et les fondations	
Article 8 : Résiliation	
8.1. Résiliation pour faute	
8.2. Effets de la résiliation	
Article 9 : Force majeure	
Article 10 : Dispositions générales	
10.1. Modification de la convention	
10.2. Nullité	
10.3. Renonciation	
10.4. Cession et transmission de la convention	
10.5. Publication des données	
10.6. Données personnelles	
Article 11 : Conflit d'intérêts	
Article 12 : Litiges	
Annexes	
Préambule	

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) conseille et soutien les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets. En application de l'article L. 1231-2-V du Code général des collectivités territoriales, dans le domaine du numérique, l'Agence a pour mission d'impulser, d'aider à concevoir et

d'accompagner les projets et les initiatives portés par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements, les réseaux d'entreprises et les associations. A ce titre, l'ANCT favorise l'accès de l'ensemble de la population aux outils numériques et le développement des usages et des services numériques dans les territoires.

Le Conseil départemental du Cantal est une collectivité territoriale composée de 30 élus départementaux et présidé actuellement par Bruno FAURE. Le Conseil départemental du Cantal agit pour améliorer la vie quotidienne des Cantaliens et préparer l'avenir en intervenant dans de nombreux domaines : Solidarités sociales et territoriales, routes, Jeunesse, collèges, tourisme, environnement, culture, sport, Transition climatique, Attractivité, Innovation, numérique. Maillon essentiel du territoire, le Département du Cantal a pour devise **"Chaque jour à vos côtés"**.

Contexte

Cinq ans après le lancement de la première Stratégie nationale pour un numérique inclusif (SNNI) et à l'issue d'une vaste concertation partenariale menée dans le cadre du Conseil National de la Refondation numérique (CNR numérique), l'État, les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur de l'inclusion numérique du plus grand nombre. Prenant la suite de la SNNI, **la feuille de route France Numérique Ensemble (FNE) est structurée autour de 4 axes et 16 engagements** ¹. Elle doit permettre, d'ici à 2027, d'atteindre les objectifs suivants : 8 millions de personnes accompagnées, 25 000 lieux d'inclusion numérique, 20 000 aidants numériques formés et 2 millions d'équipements informatiques reconditionnés accessibles aux ménages les plus modestes, en complément des objectifs fixés dans le cadre de la politique prioritaire du Gouvernement « Devenir la première puissance numérique européenne » et de son chantier « Favoriser l'inclusion numérique pour tous par la formation et les conseillers numériques ».

Le Programme Société Numérique de l'ANCT, chargé de mettre en œuvre cette feuille de route France Numérique Ensemble, entend ainsi mener des actions pour renforcer les acteurs territoriaux de la politique d'inclusion numérique. L'Instruction du Gouvernement relative à la territorialisation de la feuille de route France Numérique Ensemble signée le 28/07/2023 détaille le calendrier qui permet la territorialisation de la politique publique d'inclusion numérique. Ainsi, dans 80 départements, au moins une collectivité s'est déclarée volontaire pour co-porter une gouvernance locale auprès de l'État. Cette gouvernance locale est constituée des différents acteurs concernés par l'inclusion numérique.

Afin de renforcer leur rôle dans le cadre de FNE et pérenniser l'action de la médiation numérique, une enveloppe budgétaire est dédiée aux gouvernances locales pour financer des projets d'élaboration ou de mise en œuvre de feuilles de route territoriales et financer des formations aidants numériques/Aidants Connect à destination d'aidants et de médiateurs numérique n'étant ni conseillers numériques, ni salariés de structures adhérentes à l'OPCO Uniformation ².

¹ La feuille de route France Numérique Ensemble est disponible sur le site du Programme Société Numérique. Lien : https://societenumérique.gouv.fr/documents/84/Feuille_route_23-27_-engagements_mis_%C3%A0_jour.pdf.

² La formation des conseillers numériques et des structures adhérentes à l'OPCO Uniformation sont déjà financées par ailleurs.

Le montant de cette enveloppe varie selon le département, étant indexé sur 5 critères : le taux de chômage, le taux de pauvreté, la part des habitants peu ou pas diplômés, la démographie, et la part des +65 ans. Le montant exact auquel chaque gouvernance locale peut prétendre a été communiqué aux départements et aux régions en mars 2024 et est encadré par la présente convention.

Pour bénéficier de ce dispositif, le bénéficiaire a eu connaissance du cahier des charges via cet espace France Numérique Ensemble (annexes 1 et 2 à la présente convention).

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est l'octroi par l'ANCT d'une subvention à hauteur de 44 110 euros destinée au bénéficiaire pour :

- **Soutenir son projet d'élaboration et/ou de mise en œuvre de la feuille de route France Numérique Ensemble au niveau du territoire** (désigné dans la convention par l'expression « ingénierie de projet »).
Peuvent ainsi être financés les actions suivantes :
 - Formalisation des feuilles de route :
 - Établir un diagnostic territorial
 - Co-construire la feuille de route avec les acteurs du territoire
 - Rédiger la feuille de route
 - Appui juridique dédié à la gouvernance
 - Financement du déploiement de la / des feuilles de route :
 - Structurer un fonds local pour l'inclusion numérique
 - Monter des dossiers de subvention complexes (ex : FSE)
 - Animer et mettre en œuvre la gouvernance et la feuille de route
 - Outillage des acteurs de votre territoire :
 - Structurer une filière de reconditionnement locale
 - Collecter des données territoriales pour alimenter un hub national de données relatives à l'inclusion numérique
 - Sensibiliser les acteurs de l'inclusion numérique aux outils existants (PIX, La Base...)
- **Permettre le financement d'au moins 60 départs en formations sur les enjeux d'inclusion et de médiation numériques, avec ou sans brique Aidants Connect.**

Ces formations doivent être à destination des professionnels du territoire , y compris des professionnels n'appartenant pas à la structure du bénéficiaire , et prioritairement des agents de collectivités locales et de l'Etat (conseillers France Services, agents de Préfecture, secrétaires de mairie, travailleurs sociaux, agents d'accueil, médiateurs numériques...), réalisant des actions en faveur de l'inclusion numérique et de l'appropriation du numérique par les publics.

En revanche, ces professionnels ne doivent être ni conseillers numériques, ni salariés de structures adhérentes à l'OPCO Uniformation .

- Trois types de formations peuvent être financées dans ce cadre :
 - o Formation aidant numérique (sur les enjeux de l'inclusion numérique des personnes les plus fragiles)
 - o Formation aidant numérique avec brique Aidants Connect (pour les professionnels réalisant de l'accompagnement aux démarches administratives)
 - o Formation Aidants Connect
- Les organismes de formation auprès desquels les professionnels seront formés devront être certifiés QUALIOPI.
- Les formations avec Aidants Connect pourront être suivies par les professionnels pour qui l'outil est particulièrement adapté (accompagnement sur les démarches administratives, accompagnements récurrents sur ces démarches...). Ce document permet de mieux connaître les avantages à être habilités Aidants Connect. Pour habiliter de nouveaux professionnels à Aidants Connect, il est souhaitable de privilégier le volontariat des professionnels à partir d'un temps d'information sur le dispositif, afin de favoriser une utilisation effective du service. L'équipe d'Aidants Connect pourra être mobilisée en ce sens.

Article 2 : Description du projet du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'est engagé à mettre en œuvre de sa propre initiative et sous sa responsabilité, sans que l'ANCT n'en tire de contrepartie directe, le projet suivant :

- Feuille de route de l'inclusion numérique France Numérique Ensemble du Cantal
- Feuille de route FNE du Cantal. Cette action repose sur le(s) actions suivante(s) : Établir un diagnostic territorial, Co-construire la feuille de route avec les acteurs du territoire, Rédiger la feuille de route, Sensibiliser les acteurs de l'inclusion numérique aux outils existants (PIX, La Base...), Animer et mettre en œuvre la gouvernance et la feuille de route, Monter des dossiers de subvention complexes (ex : FSE)
- Le Département souhaite faire appel à un prestataire pour la réalisation d'un diagnostic, l'organisation d'ateliers de co-construction de la stratégie et la rédaction de la feuille de route et du plan d'action. Le prestataire SAS Appuy Créateurs/Stéphane GARDE (La COOP NUM) a déjà été identifié et est pressenti pour être sélectionné. Il a déjà transmis un devis détaillant sa prestation.
- Le prestataire apportera un appui à l'organisation, l'animation et la mise en œuvre de la gouvernance lors des 2 comités stratégiques prévus fin août et mi-octobre (dates prévisionnelles). Il contribuera en étroite partenariat avec la préfecture et le département, les copilotes, à l'élaboration de la feuille de route avec les acteurs du territoire. Il a d'ores-et-déjà apporté un appui à l'élaboration et la mise en ligne sur un espace collaboratif d'un formulaire de contribution à l'élaboration de la feuille de route FNE pour par la suite, traiter et analyser les contributions recueillies sur la plateforme en ligne. A travers 4 territoires pilotes volontaires et emblématiques du Cantal (CC

Pays de Gentiane, Hautes-Terres Communauté, Saint-Flour Communauté et Aurillac), un diagnostic territorial affiné pourra être établi. Il apportera également un appui à l'organisation et à l'animation d'ateliers (3 jours) de co-construction en vue de l'élaboration de la feuille de route et du plan d'action. Ces ateliers seront organisés sur plusieurs sites du département, notamment dans les territoires pilotes. Il sera chargé de rédiger la feuille de route et le plan d'action en concertation avec les copilotes de la gouvernance.

- Formation d'un minimum de 60 Aidants numériques / Aidants Connect
- Description de l'action : permettre le financement d'au moins 60 formations Aidants numériques/Aidants Connect pour les professionnels du territoire n'étant ni conseillers numériques, ni salariés de structures adhérentes à l'OPCO Uniformation.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties et s'étend jusqu'à la réalisation et la validation des livrables attendus pour l'évaluation de la dépense des fonds mentionnés à l'article 5.2 de la présente convention, soit au plus tard le 31 décembre 2025.

Durant cette période, le bénéficiaire s'engage à notifier tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

Article 4 : Modalités du financement

4.1. Montant de la participation financière

Le montant **total prévisionnel du projet du bénéficiaire s'élève à 61000 euros** ; la contribution totale de l'ANCT **à ce projet s'élève à 44110 euros**. Ce projet se compose **de la ou des action (s)** suivante (s) :

4. 1. 1. Ingénierie de projet

Au titre de l'exercice 2024, l'ANCT contribue financièrement à l'action :

- Feuille de route de l'inclusion numérique France Numérique Ensemble du Cantal à hauteur de 24110 euros ce qui représente 58.80 % du budget prévisionnel du projet dont le budget global s'élève à quarante et un mille euros TTC

Au titre de l'exercice 2024 de l'ANCT, la contribution financière de l'ANCT en ingénierie de projet s'élève ainsi à vingt-quatre mille cent dix (24110) euros TTC.

L'ANCT se réserve le droit de réévaluer ce montant par la voie d'un avenant, notamment si le bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de l'emploi de la subvention conformément à la présente convention.

4. 1. 2. Formations aidants numériques / Aidants Connect

Au titre de l'exercice 2024 de l'ANCT, l'ANCT contribue financièrement aux formations pour un montant de vingt mille euros (20 000 €). Ce financement doit permettre de financer a minima 60 formations aidants numériques/ Aidants Connect.

Une partie de l'enveloppe peut permettre le financement de frais de gestion.

Dans le cas où un reliquat subsisterait après financement d'un minimum de 60 formations aidants numériques/ Aidants Connect, cette somme peut être utilisée par le bénéficiaire pour financer une des actions d'ingénierie de projet listée dans la présente convention.

L'ANCT se réserve le droit de réévaluer ce montant par la voie d'un avenant, notamment si le bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de l'emploi de la subvention conformément à la présente convention avant la fin de l'année 2025.

4. 2. Versement et délai de paiement

Le versement s'effectuera à compter de la signature de la convention.

L'ANCT se réserve le droit de réclamer la restitution de tout ou partie de l'aide versée si le bénéficiaire justifie d'une exécution partiellement conforme à la présente convention, notamment dans le cadre des justificatifs qui doivent être transmis (article 5.2 de la présente convention).

Le bénéficiaire des fonds s'engage à fournir, dès la signature de la convention, un avis SIRENE et un RIB en format PDF.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ANCT, nommé à cet effet par arrêté du Ministre de l'action et des comptes publics.

Article 5 : Suivi de la réalisation du projet du bénéficiaire et son évaluation

5.1. Suivi et animation collective

5. 1. 1. Projets d'ingénierie

Le bénéficiaire conduit le suivi et l'évaluation de son projet sur la base d'indicateurs quantitatifs et des retours qualitatifs sur les actions et initiatives de la gouvernance.

Le bénéficiaire s'engage à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations des actions décrites à l'article 2 ainsi qu'au suivi technique et financier du projet.

Le suivi et l'animation de ce dispositif impliquera les modalités de fonctionnement suivantes :

- Communiquer à la première demande et dans les plus brefs délais de manière électronique, toute information ou document que l'ANCT pourrait solliciter dans le cadre du suivi budgétaire du projet et de l'appel à candidatures au global.
- Participer, autant que faire se peut, à toutes rencontres ou action d'animation, de formation et de suivi mises en place par l'ANCT ou toute personne ou organisme désignée par l'agence.
- Utiliser et alimenter en ressources, de manière mutualisée et ouverte (contribution à des communs), les outils collaboratifs comme Les Bases.
- Informer l'ANCT dès qu'il en a connaissance de tout évènement pouvant affecter le bon déroulement de ses actions ou la bonne exécution de la convention. En cas de difficulté majeure à la mise en œuvre d'une action conventionnée, un plan d'actions pour y

- remédier doit être mis en place par le bénéficiaire concerné et les changements stratégiques peuvent faire l'objet d'un avenant à la convention sur accord des deux Parties.
- Autoriser pour l'ANCT ou toute autre personnes ou organisme désigné par elle, l'accès aux sites sur lesquels une action est réalisée, la consultation de tout document relatif aux actions, dans le respect de la confidentialité des informations transmises.

5. 1. 2. Formations aidants numériques / Aidants connect

Le bénéficiaire devra informer sa préfecture de département et l'ANCT de la bonne mise en œuvre de sa stratégie de déploiement des formations.

Il participera aux webinaires animés par l'ANCT pour les accompagner sur ce déploiement. Dans le cadre de la convention, le bénéficiaire est seul responsable de son exécution et de l'ensemble des opérations afférentes.

L'ANCT ne pourra être tenue pour responsable de tout acte ou manquement contractuel commis à raison de la réalisation de la présente convention par le bénéficiaire. Le bénéficiaire garantit l'ANCT contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, à raison de la réalisation de la présente convention.

5.2. Évaluation de la dépense des fonds

A l'achèvement du projet, et au plus tard au 31 décembre 2025, sont établis par le bénéficiaire et transmis à l'ANCT :

- Un état des dépenses réalisées,
- Un bilan du projet,
- Une évaluation des résultats du projet,
- Pour chaque professionnel formé :
 - o Nom et prénom du professionnel,
 - o SIRET et nom de la structure employeuse du professionnel formé,
 - o Nom de l'organisme de formation ayant dispensé la formation et intitulé de la formation suivie, certification QUALIOP1 de l'organisme de formation
 - o Nom du/des modules de formation suivis

Ces documents devront attester de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

L'ANCT pourra réclamer la restitution de tout ou partie de l'aide versée si le bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier d'une exécution conforme à la présente convention.

Les pièces justificatives des dépenses et le bilan du projet, ainsi que toute correspondance relative à l'exécution de la convention, seront également transmis par le bénéficiaire à sa préfecture départementale de rattachement.

Article 6 : Communication et propriété intellectuelle

Les financements accordés doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

Tous les documents de promotion et de communication en lien avec les projets portés dans le cadre de cet appel à candidatures doivent porter les logotypes de l'ANCT et France Numérique Ensemble (affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention « avec le soutien de l'ANCT » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

Aux seules fins d'exécution des obligations visées par la présente convention, l'ANCT autorise le Bénéficiaire :

- À utiliser son logo joint en annexe,
- À faire mention de la contribution de l'ANCT sous une forme qui aura reçu son accord préalable et écrit.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de son cocontractant.

En outre, chacune des parties s'engage à informer son cocontractant de tout projet d'action promotionnelle.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'ANCT et du bénéficiaire, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

A l'extinction des obligations visées par l'article 2 de la convention, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de l'ANCT sauf accord exprès écrit contraire.

Étant donné le rôle de l'ANCT dans la mise en œuvre de la politique publique de l'inclusion numérique et de la feuille de route FNE, le Bénéficiaire l'autorise à utiliser, reproduire, représenter et diffuser les communications, documents et autres livrables que le bénéficiaire réalise dans le cadre de cette convention.

Article 7 : Respect du Contrat d'engagement républicain par les associations et les fondations

Si le Bénéficiaire de la subvention publique représente une association ou une fondation, il s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment :

- À respecter les principes de liberté d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- À ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- À s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association ou la fondation informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc...) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira au reversement de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 8 : Résiliation

8.1. Résiliation pour faute

La convention sera résiliée de plein droit en cas de manquement, de mauvaise exécution ou d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de ses obligations contractuelles, et notamment dans l'hypothèse où les sommes versées par l'ANCT au titre de la convention étaient utilisées à des fins non conformes aux objectifs définis par les présentes.

La Partie plaignante devra préalablement envoyer à l'autre Partie une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la mise en demeure est restée infructueuse ou que la Partie n'a pas pu remédier au manquement pendant ce même délai, la convention est résiliée par le Bénéficiaire à la date d'effet de réception.

8.2. Effets de la résiliation

En cas de résiliation anticipée de la convention, dans les cas prévus ci-dessus, la participation financière de l'ANCT est liquidée en fonction des dépenses effectivement réalisés et justifiées par le Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation.

Le cas échéant, le bénéficiaire sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Aucune indemnité ne pourra être demandée du fait de cette résiliation.

Article 9 : Force majeure

Les Parties conviennent qu'en cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du Code civil, les obligations contractuelles seront suspendues à compter de la notification et de la preuve du cas de force majeure par la Partie qui le subit.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé.

Si la situation de force majeure se poursuit au-delà d'un délai d'un 1 mois, l'autre Partie pourra résilier de plein droit tout ou partie de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Dispositions générales

10.1. Modification de la convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.2. Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.3. Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière temporaire ou

définitive, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

10.4. Cession et transmission de la convention

La présente convention étant conclue *intuitu personæ*, le bénéficiaire ne pourra transférer ou céder, de quelque manière que ce soit les droits et obligations en résultant, sans l'accord exprès, préalable et écrit respectif de l'ANCT.

10.5. Publication des données

Les données essentielles relatives aux conditions de la subvention de la présente convention seront publiées par l'ANCT sur le site Internet data.gouv.fr.

10.6. Données personnelles

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en vigueur le 25 mai 2018.

Les Parties s'engagent à utiliser les données recueillies pour les seuls besoins de l'exécution de la convention ainsi qu'à respecter et à faire respecter par les personnes auxquelles seront confiés le traitement d'informations à caractère personnel des participants, les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 11 : Conflits d'intérêts

Le bénéficiaire doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour éviter une situation de conflit d'intérêts où l'exécution impartiale et objective de la présente convention est ou paraît compromise pour des raisons mettant en jeu l'intérêt économique, l'affinité politique ou nationale, les liens familiaux ou affectifs ou tout autre intérêt partagé avec une autre personne.

Si un conflit d'intérêts survient pendant l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire doit immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires pour le résoudre et prévenir l'ANCT.

L'ANCT se réserve le droit de vérifier que les mesures prises sont appropriées et peut exiger que des mesures supplémentaires soient prises si nécessaire.

Article 12 : Litiges

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du Code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Paris à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le

Pour le Conseil départemental du Cantal,
Bruno FAURE
Président

Pour l'ANCT,
Stanislas BOURRON,
Directeur Général

Annexes

Liste des annexes :

- 1- Cadrage du financement des projets d'ingénierie
- 2- Cadrage du financement des formations aidants numériques / Aidants Connect
- 3- Logo de l'ANCT
- 4- Logo de FNE

Annexe 1

Cadrage du financement des projets d'ingénierie

Article 1 : Type de dépenses éligibles et transfert des fonds

La subvention reçue par le bénéficiaire doit être fléchée sur un ou plusieurs projet(s) de territoires qui s'inscrivent dans le cadre suivant :

Formaliser les feuilles de route	Financer le déploiement de la feuille de route	Outiller les acteurs du territoire	Former les professionnels à l'inclusion numérique
<ul style="list-style-type: none">→ Faire un diagnostic territorial→ Co-construire la feuille de route avec les acteurs locaux→ Rédiger la feuille de route→ Proposer un appui juridique dédié à la gouvernance	<ul style="list-style-type: none">→ Structurer un fonds local pour l'inclusion numérique→ Monter des dossiers de subvention complexes→ Animer et mettre en œuvre la gouvernance et la feuille de route	<ul style="list-style-type: none">→ Structurer une filière de reconditionnement locale→ Collecter des données territoriales pour alimenter la plateforme de données nationale→ Sensibiliser les acteurs de l'inclusion numérique aux outils existants (PIX, La Base...)	<ul style="list-style-type: none">→ Appuyer la certification Qualiopi de structures privées portant des formations inclusion numérique

La subvention reçue par le bénéficiaire ne peut en aucun cas être transférée à un autre organisme hormis dans le cadre de prestation de service avec devis associé.

Dans le cadre où plusieurs membres de la gouvernance sont destinataires des fonds d'ingénierie, une convention par organisme bénéficiaire doit être établie avec l'ANCT.

Annexe 2

Cadrage du financement des formations aidants numériques/Aidants Connect

Article 1 : Le dispositif Aidants Connect

[Aidants Connect](#) est un service public numérique qui permet de sécuriser l'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives en ligne. Pour être habilité à Aidants Connect, un professionnel doit suivre une formation lui permettant d'acquérir les bases de connaissance nécessaires à l'utilisation de ce service.

Pour plus d'information sur le dispositif, vous pouvez consulter [ce document de présentation](#)

Article 2 : La formation aidants numériques/Aidants Connect

Des modalités de financement des formations aidants numériques / Aidants Connect existent déjà dans les cas de figure suivants :

- Pour les conseillers numériques

La formation est financée dans le cadre de la formation continue des conseillers numériques* et opérée par la Mednum.

*Dans le cadre de la formation initiale, le dispositif inclut deux modules thématiques choisis par le conseiller numérique. Tous les conseillers numériques ayant suivi un parcours de formation initiale peuvent également suivre un module par an, financé par l'état.

- La structure demandeuse est adhérente à l'OPCO Uniformation

La formation est financée dans le cadre d'un [partenariat entre l'ANCT et Uniformation](#), et la formation peut être suivie auprès de l'organisme du choix de la structure.

- La structure est déjà habilitée Aidants Connect

En plus des 2 options ci-dessus, un employé habilité et utilisateur d'Aidants Connect d'une structure peut former son collègue si celui-ci a réalisé plus de 5 mandats (se rapprocher du référent Aidants Connect de votre structure pour bénéficier d'une formation entre pairs).

La présente subvention à vocation à financer les départs en formations des professionnels du territoire du Bénéficiaire qui ne sont pas concernés par les 2 premières options ci-dessus.

Annexe 3

Logo ANCT

Avec le soutien de



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Annexe 4

Logo France Numérique Ensemble



**FRANCE
NUMÉRIQUE
ENSEMBLE**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-28

Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines - Avenant modification de ressource et avenant de transfert

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CP07-21 de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022 validant la convention type précisant les modalités d'installation et de suivi des équipements de mesures de débits au niveau des sites de production d'eau potable retenus ;

Considérant que la ressource « Source Malgorce Haut Amont » représente un intérêt pour le réseau départemental de suivi des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/90 du 23 juillet 2024 portant adhésion des Communes de Molèdes et Laurie au Syndicat des Eaux du Céزالier ;

Vu l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/122 du 23 septembre 2024 portant modification des statuts du Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois et portant dissolution du Syndicat des eaux de l'Armandon, du Syndicat Mixte des eaux du Doulon, du Syndicat Intercommunal des eaux de Fontannes, du Syndicat Intercommunal des eaux de Couteuges et du Syndicat des Eaux du Céزالier ;

Vu la délibération n°24CP09-36 de la Commission Permanente du 29 novembre 2024 prenant acte du transfert de la convention signée initialement avec la Commune de Laurie au syndicat des Eaux du Céزالier ;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 2025 le Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois se substitue au Syndicat des Eaux du Cézallier dans ses obligations conventionnelles ;

- **PREND ACTE** de la modification de la ressource retenue pour intégrer le réseau de suivi automatisé départemental sur la Commune de Saint-Martin-Valmeroux.

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention passée avec la Commune de Saint-Martin-Valmeroux actant l'installation et le suivi d'équipements de mesure sur le site de production d'eau potable « Source Malgorce Haut Amont » dont le projet est joint en annexe.

- **PREND ACTE** du transfert de la convention du Syndicat des Eaux du Cézallier au Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois.

- **APPROUVE** l'avenant actant le transfert de la convention au Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les avenants cités supra.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention entre le Département du Cantal
et
la Commune de Saint Martin Valmeroux**

AVENANT

Entre

Le Département du Cantal,
représenté par le Président du Conseil départemental M. Bruno FAURE, dûment habilité à signer en application
de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 31 janvier 2025

désigné ci-après « le Département »,

Et

La commune de Saint Martin Valmeroux représenté(e) par
dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du ... / ... /

désignée ci-après « la Collectivité »,

Vu la convention signée entre la commune de Saint Martin Valmeroux et le Conseil départemental du Cantal
dans le cadre du projet de développement et d'automatisation du réseau de suivi des eaux souterraines

Vu le courrier en date du 16 janvier 2024 informant la commune de Saint Martin Valmeroux de l'abandon de la
ressource « Source Laquairie »

Vu l'intérêt que la ressource « Source Malgorce Haut Amont » représente pour le réseau départemental de suivi
des eaux souterraines

II EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DU PRESENT AVENANT

La convention précédemment mentionnée est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2

Des équipements de mesure de débits seront installés et suivis au niveau du site de prodction d'eau potable
« Source Malgorce Haut Amont » par le SAGEA du Conseil départemental du Cantal.

ARTICLE FINAL

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent
applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

SIGNATURES

A Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Représentant de la Collectivité
cosignataire

Bruno FAURE

**Convention entre le Département du Cantal
et
le Syndicat des Eaux du Brivadois**

AVENANT

Entre

Le Département du Cantal,
représenté par le Président du Conseil départemental M. Bruno FAURE, dûment habilité à signer en application
de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 31 janvier 2025

désigné ci-après « le Département »,

Et

Le Syndicat des Eaux du Brivadois représenté(e) par dûment
habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil syndical en date du ... / ... /

désignée ci-après « la Collectivité »,

Vu la convention signée entre la commune de Laurie et le Conseil départemental du Cantal dans le cadre du
projet de développement et d'automatisation du réseau de suivi des eaux souterraines

Vu l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/90 du 23 juillet 2024 portant adhésion des communes de Molèdes et
Laurie au Syndicat des Eaux du Cézallier

Vu l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/122 du 23 septembre 2024 portant modification des statuts du
Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois et portant dissolution du Syndicat des eaux de l'Armandon, du
Syndicat Mixte des eaux du Doulon, du Syndicat Intercommunal des eaux de Fontannes, du Syndicat
Intercommunal des eaux de Couteuges et du Syndicat des Eaux du Cézallier,

II EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1er – OBJET DU PRESENT AVENANT

La convention précédemment mentionnée est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2

La convention est transférée de plein droit au Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois qui se
substitue au Syndicat des eaux du Cézallier dans ses obligations fonctionnelles.

Ce transfert prend effet à compter de la date de mise en œuvre du transfert prévu à l'arrêté Inter-
préfectoral n°BCTE/2024/122 du 23 septembre 2024.

ARTICLE 3

L'article 3 de la convention prévoyait la mise à disposition aux agents du département (ou des
prestataires dûment mandatés) des clés permettant l'ouverture des ouvrages.

Les clés utilisées étant des clés sécurisées, le Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois ne souhaite
pas les laisser à disposition et souhaite qu'un de leurs agents soit présent. Le département s'engage à
prévenir la collectivité de sa venue pour convenir d'un rendez-vous.

ARTICLE 4

L'article 6 de la convention mentionnant le contact technique de la collectivité est modifié comme suit :

Numéro de téléphone des services techniques du Syndicat de Gestion des Eaux du Brivadois :
04 71 50 02 73

ARTICLE FINAL

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

SIGNATURES

A Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Représentant de la Collectivité
cosignataire

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-29

Dispositif financier en faveur de la biodiversité

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°07CP04-062 de la Commission Permanente du 27 avril 2007 approuvant le contrat type Espace Naturel Sensible (ENS) ;

Vu la délibération n°19CP04-26 de la Commission Permanente du 24 mai 2019 approuvant la stratégie départementale en faveur des ENS et son programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie départementale Biodiversité pour la période 2025-2034 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la validation des dispositifs financiers de la Stratégie Départementale Biodiversité ;

Considérant la révision de la politique biodiversité à partir du 1^{er} janvier 2025, il est nécessaire de revoir les dispositifs financiers et le contrat ENS type ;

- APPROUVE le nouveau dispositif financier en faveur de la biodiversité à compter du 1^{er} janvier 2025 tel que présenté en annexe 1 de la présente délibération.

- **APPROUVE** le nouveau contrat type Espace Naturel Sensible tel que présenté en annexe 2 de la présente délibération.

- **DECIDE** le retrait du label ENS pour les sites de la tourbière de la Pignole et de la tourbière du Jolan.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

1. Soutien à la préservation et à la gestion des milieux naturels terrestres à enjeux

ENJEU A – OBJ STRAT 1 – A.1.1. / A.1.2.

ENJEU C – OBJ STRAT 3 – C.3.1.a

ENJEU D – OBJ STRAT 1 – D.1.1.b

Sont concernés les milieux naturels à enjeux identifiés dans la Stratégie départementale Biodiversité : forêts anciennes (forêts matures et vieilles forêts), prairies naturelles à flore diversifiée, pelouses d'altitude, milieux thermophiles, continuités écologiques : murets, haies, alignements d'arbres, bosquets de pins...

• NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Gestion et à la restauration des milieux naturels terrestres à enjeux - A.1.1.

À partir de 2026

- Missions d'études d'avant-projet et suivi des travaux
- Opérations de gestion-restauration
Exemple d'actions éligibles : mise en place d'îlots de sénescence, mise en défens de zones sensibles, gestion et restauration de milieux ouverts, plantation de haies, alignements d'arbres, restauration de murets, actions de contrôle de foyers émergents d'Espèces Exotiques Envahissantes, travaux favorisant le maintien d'espèces patrimoniales caractéristiques de ces milieux
Sont exclus : travaux d'entretien courant, acquisitions foncières, mesures compensatoires

A partir de 2027

- Animation foncière et échanges amiables visant à disposer de la maîtrise foncière préalable à la réalisation d'opérations de gestion ou de restauration

Gestion agropastorale durable - A.1.2.

A partir de 2028

- Mission d'études d'avant-projet des opérations et de suivi des travaux
- Opération de gestion-restauration des milieux ouverts et continuités écologiques
Exemple d'actions éligibles : récolte de graines à des fins de réensemencement, mise en défens de zones sensibles, réouverture de milieux, plantation de haies, alignements d'arbres, restauration de murets, mares...
Sont exclus : travaux d'entretien courant, acquisitions foncières

Réalisation d'études et inventaires - D.1.1.b

A partir de 2027

- Prestation d'études et inventaires sur les milieux à enjeux terrestres
Exemples d'actions éligibles : cartographie des habitats et espèces végétales patrimoniales, étude sur les fonctionnalités naturelles, inventaire-suivi d'espèces animales patrimoniales ou caractéristiques, ...

Réalisation d'outils de communication - C.3.1.a

À partir de 2028

- Conception d'outils de communication présentant les milieux à enjeux pour mettre en lumière le patrimoine naturel, sa diversité et ses sensibilités avec la création de livrets, affiches, films capsules, expositions...
Outils créés en lien avec les acteurs engagés dans la préservation du patrimoine naturel

- **BÉNÉFICIAIRES**

- Communes, structures intercommunales, syndicats mixtes
- Associations
- Associations pastorales, groupements d'agriculteurs, agriculteurs
- Pour l'action foncière : tous propriétaires publics ou privés

- **SUBVENTION**

En fonctionnement, montant TTC des dépenses éligibles.

En investissement, montant HT des dépenses éligibles ou TTC si attestation de non-récupération de la TVA.

- Études et travaux de gestion et restauration des milieux à enjeux : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles
Montant de dépenses éligibles plafonné à 50 000 € par projet
- Animation foncière et échanges amiables : subvention au taux maximal de 50% du montant des dépenses éligibles (frais d'animation foncière, de géomètres et de notaires)
Montant de dépenses éligibles plafonné à 10 000 € par projet
- Gestion agropastorale durable : subvention au taux maximal de 30% du montant des dépenses éligibles
Montant de dépenses éligibles plafonné à 10 000 € par projet
- Etudes et inventaires : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles (prestation des intervenants)
Montant de dépenses éligibles plafonné à 20 000 € par projet
- Outils de communication : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles
Montant de dépenses éligibles plafonné à 20 000 € par projet

- **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION**

- Travaux issus d'un document de gestion (plan ou notice de gestion, plan pastoral territorial, diagnostic agroenvironnemental) ou découlant d'un programme de connaissances (type ABC)
- Actions de connaissance intégrées à un document de gestion visant la préservation et la restauration des milieux à enjeux, permettant d'améliorer la connaissance de la biodiversité départementale. Respect du référentiel du Conseil départemental et transmission des données produites au SINP

2. Soutien à la préservation et à la gestion des milieux aquatiques

ENJEU B – OBJ STRAT 1 – B.1.1.

ENJEU C – OBJ STRAT 3 – C.3.1.a

• NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Pilotage des outils de gestion des milieux aquatiques et à la réalisation d'actions opérationnelles - B.1.1.

- Postes dédiés (techniciens de rivières ou zones humides, animateurs de contrats) au sein des structures gestionnaires des milieux aquatiques
- Prestations d'études et inventaires sur les milieux aquatiques
Exemples d'actions éligibles : étude hydromorphologique, étude sur les fonctionnalités naturelles, plan de gestion de zones humides, inventaire zones humides, inventaire-suivi d'espèces animales patrimoniales ou caractéristiques
- Mission d'études d'avant-projet et suivi des travaux
- Opérations de gestion et de restauration des milieux aquatiques
Exemples d'actions éligibles : plantation et restauration de ripisylves, renaturation et restauration hydromorphologique de cours d'eau, restauration de la continuité écologique, restauration de zones humides, de mares, lutte contre les espèces exotiques envahissantes, actions favorisant le maintien d'espèces patrimoniales caractéristiques de ces milieux
Sont exclus : travaux d'entretien courant et retrait d'embâcles ponctuels, acquisitions foncières, mesures compensatoires

Réalisation d'outils de communication - C.3.1.a

À partir de 2028

- Conception d'outils de communication présentant les milieux à enjeux pour mettre en lumière le patrimoine naturel, sa diversité et ses sensibilités avec la création de livrets, affiches, films capsules, expositions...
Outils créés en lien avec les acteurs engagés dans la préservation du patrimoine naturel

• BÉNÉFICIAIRES

- Communes, structures intercommunales, structures compétentes en GEMAPI, syndicats mixtes
- Associations

• SUBVENTION

En fonctionnement, montant TTC des dépenses éligibles.

En investissement, montant HT des dépenses éligibles ou TTC si attestation de non-récupération de la TVA.

- Pilotage-animation des outils de gestion : subvention au taux maximal de 10% du montant des dépenses éligibles, comprenant les frais salariaux (salaires et cotisations sociales, rapportés au temps de travail effectif dans la partie cantalienne du bassin), et un forfait pour les frais annexes (10% du montant des frais salariaux éligibles)

Montant de subvention plafonné à 7 500 € par technicien par an et à 5 000 € par animateur de contrat par an

- Etudes et inventaires : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles (prestation des intervenants)
Montant de dépenses éligibles plafonné à 20 000 € par projet
 - Études et travaux : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles
Montant de dépenses éligibles plafonné à 100 000 € par an, par unité de gestion GEMAPI (uniquement partie cantalienne)
 - Outils de communication : subvention au taux maximal de 20% du montant des dépenses éligibles
Montant de dépenses éligibles plafonné à 20 000 € par projet
- **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION**
- Travaux définis ou issus d'un document de gestion : plan ou notice de gestion, plan pluriannuel de gestion des milieux aquatiques, contrat territorial ou équivalent, ou découlant d'un programme de connaissances (type ABC)

3. Soutien à la préservation et à la gestion des Espaces Naturels Sensibles et sites Rivières Sauvages

ENJEU A – OBJ STRAT 2 – A.2.2 / C.1.2.b / C.1.3.c / C.2.1.a / C.3.1.c / D.1.1.a

• **NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES**

Actions inscrites aux contrats ENS et aux plans de gestion des sites Rivières Sauvages

- Prestations d'études et suivis, assistance technique, animations
 - élaboration de schémas directeurs de gestion, bilan et évaluation des schémas directeurs,
 - pilotage et animation de la mise en œuvre des schémas (postes dédiés au sein de la structure porteur de projet) / mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage externalisée
 - réalisation de diagnostics et inventaires naturalistes et suivis, pour acquérir un état des lieux de la biodiversité des sites, suivre leur évolution, évaluer leur état de conservation et les impacts de la gestion mise en œuvre.
- Opérations de gestion-restauration des milieux naturels identitaires et de leurs fonctionnalités et actions favorables aux espèces patrimoniales et caractéristiques des sites. Actions issues des schémas directeurs de gestion, définies en lien avec les études et diagnostics réalisés.
Exemples d'actions éligibles : adaptation de pratiques pour une gestion plus durable, préservation de vieilles forêts et accompagnement du renouvellement forestier naturel, réalisation et mise en œuvre de plans de gestion agropastoraux concertés, actions de contrôle de foyers émergents d'espèces exotiques envahissantes, restauration des espaces naturels et continuités écologiques
- Aménagements et outils de découverte proposés dans le cadre des Contrats ENS, en veillant à une cohérence à l'échelle du réseau ENS (conception et réalisation de sentiers et livrets de découverte, supports pédagogiques ou d'interprétation et outils pédagogiques...), aménagements favorisant l'accessibilité des sites
- Organisation d'animations et de sorties, tout public (en cohérence avec la programmation départementale et avec des manifestations nationales)
- Organisation d'actions d'éducation à l'environnement dans la nature pour les scolaires et le jeune public
- Outils de communication pour promouvoir des pratiques de découverte durables et inciter à des attitudes respectueuses du patrimoine naturel

Sont exclues : acquisitions foncières, mesures compensatoires

Actions non inscrites aux contrats ENS

- Elaboration de schémas directeurs de gestion sur des sites pressentis par le porteur de projet et le Conseil départemental
- Pilotage, animation et suivi des sites (postes dédiés au sein de la structure, porteur de projet) sur l'année suivant la fin du Contrat ENS, en vue du suivi du bilan et de l'élaboration d'un nouveau schéma directeur

• **BÉNÉFICIAIRES**

Tout maître d'ouvrage identifié dans le contrat ENS et dans le plan de gestion de sites Rivières Sauvages

- **SUBVENTION**

En fonctionnement, montant TTC des dépenses éligibles.

En investissement, montant HT des dépenses éligibles ou TTC si attestation de non-récupération de la TVA.

Subvention au taux maximal de 50% du montant des dépenses éligibles

- **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION**

- Site labellisé Rivières Sauvages disposant d'un plan de gestion approuvé par le Conseil départemental
- Site labellisé Espace Naturel Sensible par le Conseil départemental et établissement d'un schéma directeur de gestion avec signature d'un contrat ENS entre le Conseil départemental et le porteur de projet
- Contrat ENS établi pour 6 ans et mis en œuvre en 2 phases :
 - attribution des subventions des actions programmées sur les 3 premières années
 - après adoption obligatoire d'un avenant avant la fin de la 3^{ème} année, attribution des subventions des actions programmées sur les 3 dernières années du Contrat
- Bilan-évaluation du programme d'actions du Contrat ENS et élaboration du nouveau schéma directeur à engager avant la fin de la 6^{ème} année
- Respect d'une enveloppe globale de subvention plafonnée à 100 000 € / site sur la période du contrat ENS de 6 ans

4. Soutien à la mise en œuvre d'actions de sensibilisation ou d'éducation à l'environnement

ENJEU C – OBJ STRAT 1 – C.1.1.b / C.1.3.c

• **NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES**

Actions de sensibilisation - C.1.1.b

À partir de 2028

- Organisation d'actions de sensibilisation et de formation à l'attention de publics spécialisés : élus, acteurs territoriaux, professionnels (agriculteurs, tourisme) / hors cadre scolaire
Sont exclus : frais de location de salle, frais de transport, frais administratifs

Actions d'éducation à l'environnement - C.1.3.c

- Organisation d'actions d'éducation à l'environnement dans la nature pour les scolaires et le jeune public
Lien possible avec des dispositifs existants et favorisant l'éducation au dehors (aires éducatives terrestres, école au dehors) ou l'action des jeunes en faveur de la biodiversité (sciences participatives)
Sont exclus : frais de transport, achat matériel

• **BÉNÉFICIAIRES**

- Communes, structures intercommunales, syndicats mixtes
- Associations, établissements publics

• **SUBVENTION**

En fonctionnement, montant TTC des dépenses éligibles.

En investissement, montant HT des dépenses éligibles ou TTC si attestation de non-récupération de la TVA.

- Actions de sensibilisation et de formation à l'attention de publics spécialisés : subvention au taux maximal de 30% du montant TTC des dépenses éligibles (prestation des intervenants)
Montant de dépenses éligibles plafonné à 3 500 € par projet
- Actions d'éducation à l'environnement dans la nature pour les scolaires et le jeune public : subvention au taux maximal de 30% du montant TTC éligible (prestation des intervenants)

• **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION**

Intervenant professionnel reconnu par sa formation ou diplôme qualifiant sur le thème pour lequel il intervient

CONTRAT ENS - TYPE

ENTRE

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 Aurillac cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, autorisé par délibération en date du

Ci-après dénommé le Département,

D'UNE PART,

ET

Le-la, **porteur de projet**,, représenté par, autorisé-e par délibération en date

Ci-après dénommé le porteur de projet,

D'AUTRE PART,

VU la délibération du, en date, sollicitant le classement en Espace Naturel Sensible, et la délibération de la Commission permanente du Conseil Général en date du, approuvant ce classement,

VU la délibération n° 24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie Départementale Biodiversité pour la période 2025-2034,

VU la délibération de, en date du et la délibération n° de la Commission permanente du Conseil départemental du, approuvant le schéma directeur de gestion du site ENS, le programme d'actions défini et les plans de financement correspondant à sa mise en œuvre pour la période

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans la continuité du précédent contrat ENS, et afin de poursuivre la préservation et la gestion du site ENS....., un nouveau schéma directeur de gestion a été élaboré par le porteur de projet du site.

Ce schéma comprend notamment un programme d'actions définissant les modalités de préservation et de gestion du site pour la période.....

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT ENS

Le contrat ENS a pour objet de définir le **rôle et l'engagement respectif de chacune des parties** en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi du programme d'actions du schéma directeur, synthétisé en annexe 1 du présent contrat.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

Le **porteur de projet** porte la mise en œuvre du schéma directeur de gestion du site ENS de et les actions qui lui sont associées.

En conséquence, il s'engage à :

- assurer la coordination de la mise en œuvre du programme d'actions du schéma directeur et pour cela, à développer une mission d'animation et de pilotage, en interne ou par l'intervention d'un prestataire (assistance à maîtrise d'ouvrage).
- organiser la concertation avec les partenaires (organisation d'un comité de suivi annuel a minima, de réunions techniques...) et échanger régulièrement avec les services du Conseil départemental.
- réaliser les actions pour lesquelles il a été identifié comme maître d'ouvrage, telles que précisé dans le programme d'actions du schéma directeur.
- prendre toutes les dispositions auprès des propriétaires concernés par la mise en œuvre du programme de gestion et de valorisation du site, et notamment par l'accès du public. Il contracte les assurances relatives aux dommages qui seraient causés aux visiteurs du site et aux autres tiers.
- respecter la charte signalétique propre aux ENS pour les panneaux de départ des itinéraires de randonnées et panneaux d'accueil sur site
- demander l'inscription au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) du- des sentier-s de découverte du site ENS.
- participer aux actions développées dans le cadre de l'animation du réseau ENS.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le **Département** veille à la mise en place et à la cohérence du réseau départemental de sites labellisés ENS. Il est responsable de l'attribution du label et assure le pilotage et la mise en œuvre de la Stratégie départementale en faveur de la Biodiversité.

En conséquence, le Département s'engage à :

- apporter un appui technique au porteur de projet pour la mise en œuvre du programme d'actions mentionné à l'article 1,
- soutenir financièrement la réalisation des actions prévues, conformément aux modalités de son dispositif financier.
Cet accompagnement reste subordonné à l'ouverture des moyens financiers suffisants correspondant à l'annualité de son budget.
Il sera arrêté après validation du schéma directeur du site et du Contrat ENS, avec l'attribution des subventions des actions programmées sur les trois premières années du contrat.
Après l'adoption obligatoire d'un avenant avant la fin de la troisième année de validité du contrat, les subventions des actions programmées sur les trois dernières années seront attribuées avec redéploiement potentiel de l'enveloppe de subvention.
- délimiter, si nécessaire, un périmètre de préemption au sein du périmètre de l'ENS.
- assurer la valorisation du réseau départemental par le développement d'actions de sensibilisation ou de communication, et partager et valoriser la connaissance acquise sur les sites du réseau, en assurant la diffusion des données.
- encadrer la labellisation des sites pour garantir la qualité et la cohérence du réseau.
- développer l'animation du réseau d'acteurs et assurer la réalisation d'actions sous sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 4 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Ce contrat reposant sur une démarche partenariale, les signataires s'engagent à une **information réciproque et suivie** relative à la mise en œuvre du programme d'actions. Dans cet objectif, un **comité de suivi** sera constitué pour chaque site ENS et se réunira **au moins une fois par an**.

Le contrat fait l'objet d'une **évaluation annuelle** après présentation par le porteur de projet d'un bilan technique et financier, et d'une **évaluation globale** devant être engagée avant le terme des 6 années de validité du contrat, permettant de proposer de nouvelles modalités de gestion et de valorisation du site ainsi que les conditions de renouvellement du contrat ENS.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES CLAUSES ET MODALITES D'APPLICATION

Les modifications des modalités d'exécution du présent contrat seront définies d'un commun accord entre les parties, dans le cadre d'un avenant. L'établissement d'un avenant au contrat ENS est **obligatoire avant la fin de la troisième année de validité du contrat** afin de permettre :

- un éventuel redéploiement d'enveloppe de subventions entre les différentes actions du programme au regard d'actualisation de coûts ou de non-réalisation d'actions,
- une adaptation du contenu d'une action, suppression d'une action ou inscription d'une nouvelle action,
- l'attribution des subventions correspondant aux actions programmées sur les trois dernières années du contrat.

ARTICLE 6 – DUREE DU CONTRAT ET RESILIATION

Le présent contrat prend effet le jour de sa signature jusqu'à la date anniversaire de l'**année n+6**.

Il peut être résilié par le Département en cas de non-respect des engagements de l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du contrat peut être liée :

- à la non-exécution d'actions ou à une modification substantielle des conditions de réalisation, sans accord écrit préalablement sollicité,
- au non-respect des objectifs de préservation, de gestion et de valorisation du site et de son intégrité.

La résiliation du contrat entraînera l'annulation des subventions attribuées.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Porteur de projet,

Bruno FAURE

.....

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-30

Cantal'ENS Scolaires

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD06-31 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'intervention 2025 en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Vu la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie départementale Biodiversité et validant le programme d'actions pour la période 2025-2034 ;

Considérant les projets déposés par les collèges et lycées du département et retenus par le comité de sélection ;

- **ATTRIBUE** les subventions aux établissements scolaires désignés dans le tableau ci-après, en soutien à la réalisation des projets pédagogiques dans le cadre de l'appel à projets Cantal/ENS Scolaires.

Projets Cantal ENS scolaires 2024/2025 - 2 ^{ème} session					
Collège	Site ENS	Prestataire	Budget total	Subv CD15	Part collège
Georges Pompidou Murat	Tourbières de Chastel sur Murat	Moments Nature CBNMC	1 455 €	1 310 €	145 €
Notre Dame des Oliviers Neussargues	Tourbières de Chastel sur Murat	Gabriella SEGARA	2 482 €	1 500 €	982 €
Pierre Galéry Massiac	Tourbières de Chastel sur Murat	Moments Nature	980 €	882 €	98 €
Secondaire supérieur	Site ENS	Prestataire	Budget total	Subv CD15	Part lycée
MFR Mauriac	Marais du Cassan	CPIE	567 €	454 €	113 €
Total			5 484 €	4 146 €	1 338 €

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 78 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-31

Institution de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de Chaliers (CCAF)

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L121-2 et suivant ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour statuer dans les matières relevant du Conseil départemental ;

Vu la délibération n°24CD06-31 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'intervention 2025 du Conseil départemental en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Chaliers du 30 janvier 2024 sollicitant l'institution d'une Commission Communale d'Aménagement foncier par le Conseil départemental ;

- **DECIDE** l'institution de la Commission Communale d'Aménagement foncier de Chaliers.

- **DEMANDE** à Monsieur le Président du Conseil départemental, en application de l'article R121-1 du Code rural et de la pêche maritime, de constituer cette Commission par arrêté, après désignations relevant de sa compétence et consultations de diverses structures, en vue des désignations et élections de leurs représentants, conformément aux articles L121-3 dudit Code.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à engager les consultations en vue de l'attribution du marché d'étude d'aménagement.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à solliciter l'aide financière de l'Europe pour la réalisation de cette étude d'aménagement et à réaliser toutes démarches visant l'obtention de ces subventions.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 31 JANVIER 2025**

**DELIBERATION N°25CP01-32
Fonds Commun des Services d'Hébergement**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD06-4 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2025 du Fonds Commun des Services d'hébergement les subventions inscrites dans le tableau ci-après :

Etablissement	Intervention	Montant TTC	Subvention Taux 70 %
Collège Louis Pasteur Chaudes-Aigues	réparation d'un four	717,60 €	502 €
Collège des Portes du Midi Maurs	achat d'un mixeur	518,45 €	363 €
	réparation d'un lave vaisselle	1 202,40 €	842 €
	réparation d'un chauffe assiettes et d'une plaque coupe-feu	714,00 €	500 €
TOTAL			2 207 €

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-33

Tarifs de restauration dans les collèges - Rectificatifs pour les collèges de Chaudes-Aigues, Murat, Pierrefort et Saint-Cernin

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.531-52 du Code de l'éducation relatif à la fixation des prix de restauration scolaire ;

Vu la délibération n°24CP06-43 de la Commission Permanente du 5 juillet 2024 validant le taux d'augmentation à appliquer aux différents tarifs de restauration des collèges publics pour 2025 ;

Vu la délibération n°24CP08-29 de la Commission Permanente du 25 octobre 2024 validant les tarifs de restauration des vingt-deux collèges publics du département pour l'année 2025 ;

Considérant une erreur de retranscription des données pour les collèges de Chaudes-Aigues, Murat, Pierrefort et Saint-Cernin certains tarifs ne sont pas conformes au taux d'augmentation imposé par le Département, il convient de modifier les tarifs de restauration pour ses 4 collèges ;

- **VALIDE** les tarifs tels que précisés ci-après :

- Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues : élève au ticket : 4,23 € (et non 4,21 €) ;
- Collège Georges Pompidou à Murat : demi-pension : 620,09 € (et non 630 €) ;
- Collège des Gorges de la Truyère à Pierrefort : demi-pension : 628,04 € (et non 628 €) / internat 3 nuits : 1 345,96 € (et non 1 345 €) / internat 4 nuits : 1 543,46 € (et non 1 543 €) ;
- Collège Henri Mondor à Saint-Cernin : élève au ticket : 4,91 € (et non 4,90 €) / tarif 2 indice <= 529 : 5,01 € (et non 5 €) / tarif 3 indice indice > 529 : 6,21 € (et non 6,20 €).

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-34

Collèges publics : actualisation des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.216-12 du Code de l'éducation ;

- **FIXE** pour l'année 2024, le montant des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service dans les collèges à 4 000 €.

- **DECIDE** de retenir les modalités suivantes pour l'établissement des factures de fluides en l'absence de compteurs individualisés :

Définition des consommations :

- foyer de 1 personne : 30 m³ d'eau + 250 m³ de gaz + 120 kWh d'électricité ;
- foyer de 2 personnes : 70 m³ d'eau + 370 m³ de gaz + 180 kWh d'électricité ;
- foyer de 3 personnes : 90 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 kWh d'électricité ;
- foyer de 4 personnes : 110 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 kWh d'électricité ;
- foyer > 4 personnes : 110 m³ d'eau + 20 m³ par personne supplémentaire + 630 m³ de gaz + 300 kWh d'électricité ;
- + eau : 25 m³ par salle de bain et/ou 20 m³ par salle de douche ;
- + gaz : 200 m³ par chauffe-eau.

En cas de chauffage collectif, recensement du nombre de radiateurs du logement (salles de bain, de douche et cuisines : les radiateurs sont comptés pour 1/4) avec un seuil maximum dépendant de l'indice majoré de traitement du bénéficiaire :

- INM <= 302 : 2 radiateurs ;
- 303 < INM <= 379 : 3 radiateurs ;
- 380 < INM <= 442 : 4 radiateurs ;
- 443 < INM <= 538 : 5 radiateurs ;
- INM > 538 : 6 radiateurs.

Application aux consommations des tarifs définis par la Direction Générale des Finances Publiques :
selon une note ayant pris effet au 1^{er} mai 2024 (transmise aux établissements le 30 avril 2024) :

- tarif de l'électricité : 0,25 € / kWh ;
- tarif de l'abonnement électricité : 12,60 € / mois ;
- tarif de l'eau : 4 €/ m³ ;
- tarifs du gaz : 11,5 centimes € / kWh ;
- coefficient de conversion pour la consommation de gaz : 11,2 ;
- tarif du chauffage : forfait par radiateur : 590 €.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 31 JANVIER 2025**

**DELIBERATION N°25CP01-35
Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.321-1 à L321-38 du Code de commerce ;

Vu l'article R3211-41 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération n°24CP03-44 de la Commission Permanente du Conseil départemental autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à remettre les biens mobiliers réformés pour leur mise en vente aux enchères par les Domaines sur leur site dédié ;

- **APPROUVE** la liste du matériel à mettre à la réforme conformément à la proposition jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à organiser la vente selon la procédure en vigueur dans la Collectivité.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE A LA REFORME DE MATERIEL

MISE A LA REFORME DU MATERIEL

N sur parc	TYPE DE MATERIEL	MARQUE ET TYPE	IMMAT.	MISE EN SERVICE	Km /h non garantie	Valeur estimée	vente via
2	PL	RV1 MIDLUM 16T BIBENNE	CZ952KH	23/05/2005	12600H	3 000 €	encheres domaine
3	PL	MAN L80 14115 14T Benne	DB159EM	10/12/2003	13500H	3 000 €	encheres domaine
4	PL	MERCEDES BENZ ACTROS 19T 4x4	AS364VN	09/04/2001	17000H	3 000 €	encheres domaine
5	PELLE	KOMATSU PW98 MR8	D2213	01/01/2012	10000H	8 000 €	encheres domaine
6	PONT ROULANT	UNIC TYPE CM2 CAPACITE 2T	matériel atelier st Flour	Inconnu		150 €	encheres domaine
7	VLU	PEUGEOT BIPPER 1.3HDI 75	CX318KC	30/07/2013	140 000	250 €	encheres domaine
8	Tracteur	AEBI TT88	S7056	01/01/1991	1500h	350 €	encheres domaine
9	Tracteur chargeur	LANDINI LAND TRAC 8880 2RM-CHARGEUR FAUCHEUX F26	7360HD15+E1501	02/04/1996 + 24/5/2000	4000	500 €	encheres domaine
10	ETRAVE	ETRAVE DIC	E0440	01/12/1988		150 €	encheres domaine
11	Balayeuse	Balayeuse Frontale Villetton Hydraulique	D1849	08/08/2002		150 €	encheres domaine
12	ETRAVE	Etrave SICOMETAL GM2L	E1317	14/11/1997		150 €	encheres domaine
13	LAME	Lame Brilage VILLETTON LSH34	E1981	27/11/2007		150 €	encheres domaine
14	ETRAVE	Etrave France Neige VARIO 5,27	D1984	24/10/2008		150 €	encheres domaine
15	ETRAVE	Etrave SNOW-TECH EAA10	E1461	31/12/1999		150 €	encheres domaine
16	ETRAVE	Etrave SCHMIDT Vario 3,27	D1896	07/11/2003		150 €	encheres domaine
17	ELEVATEUR	ELEVATEUR MANITOU	E0663	18/05/1992		500 €	encheres domaine
18	CRIC DE FOSSE	RASSANT 13T				150 €	encheres domaine
19	CRIC DE FOSSE	RASSANT 13T				150 €	encheres domaine
20	SALEUSE	SALEUSE ACOMETIS 6M3	D2107	01/11/2009		150 €	encheres domaine
21	SALEUSE	SALEUSE ACOMETIS 5M3 TAPIS	D1868	19/11/2003		150 €	encheres domaine
22	SALEUSE	SALEUSE ARVEL 5M3 TAPIS	D2059	14/12/2011		150 €	encheres domaine
23	SALEUSE	SALEUSE ACOMETIS 6M3 +SAUMURE 2000L VIS	D2055	01/11/2006		150 €	encheres domaine
24	SALEUSE	SALEUSE SICOVIS 3M3	E1325	31/12/1997		150 €	encheres domaine
25	LAME	LAME BI-RACLAGE SNOWTECH	D1780	29/11/1999		150 €	encheres domaine
26	LAMIER	LAMIER COUPECO	E1968	19/01/2007		500 €	encheres domaine
27	GRAVILLONEUR	GRAVILLONEUR MAUGIN CATP 150	D1882	01/08/2003		150 €	encheres domaine
28	CHARGEUR	LANDINI LAND TRAC 8880-CHARGEUR FAUCHEUX F26	S757H415 + D1901	03/03/1999 24/12/2003		500 €	encheres domaine
29	PL	MERCEDES BENZ ACTROS 26T 6x4	AA701HG	30/04/2009		8 000 €	encheres domaine
30	VL	TOYOTA VERSO	CW746GN	27/06/2013	260000	1 500 €	encheres domaine
31	VL	RENAULT CLIO 3	AJ477YL	15/01/2010	330000	300 €	encheres domaine
32	VL	RENAULT CLIO 3	3138HW15	05/10/2006	300000	300 €	encheres domaine

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-36

Acquisition du bâtiment accueillant la Maison de la Solidarité Départementale de Saint-Flour

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°14CG05-14 du Conseil Général du Cantal approuvant le projet de bail avec option d'acquisition pour le Centre Médico Social de Saint-Flour ;

Vu la délibération n°23CD05-9 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le programme d'intervention au titre du patrimoine bâti départemental ;

Vu la consultation de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales en date du 18 décembre 2024 ;

Considérant le projet d'acquisition du bâtiment accueillant la Maison de la Solidarité Départementale de Saint-Flour ;

- **VALIDE** le projet d'acquisition du bien situé sur la parcelle cadastrée section AM n°15 sur la Commune de Saint-Flour appartenant à la SCI GOVATHIS pour un montant total de 612 122 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal à signer l'acte notarié à intervenir dans cette affaire et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 31 JANVIER 2025**

DELIBERATION N°25CP01-37

Convention de mise à disposition de locaux sur le site du Haras d'Aurillac en faveur de l'école de cirque de l'association "Tout un Cirque"

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant que la convention de mise à disposition à titre précaire de locaux au sein du Haras d'Aurillac est arrivée à échéance, la Compagnie "Tout un Cirque" a sollicité le Département pour son renouvellement ;

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition le locaux au sein des Haras d'Aurillac en faveur de l'association "Tout un cirque" telle que jointe en annexe de la présente délibération. Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit hormis les charges de viabilité.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX
SUR LE SITE DES HARAS D'AURILLAC EN FAVEUR
DE L'ECOLE DE CIRQUE DE LA COMPAGNIE « TOUT UN CIRQUE »**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 31 janvier 2025.

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Département,
D'une part,

Et

L'ASSOCIATION « TOUT UN CIRQUE », sis Haras national – Avenue de Julien, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Robert FONTUGNE, agissant en qualité et habilité à cet effet.

Ci-après dénommé le bénéficiaire ou le locataire,
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

La compagnie Tout un Cirque, dans le cadre de l'école de cirque qu'elle a développée au sein du Haras national d'Aurillac, propose, aux enfants à partir de 4 ans, des ateliers art du cirque, tout au long de l'année.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition dans lesquelles le bénéficiaire est autorisé à occuper à titre précaire et révocable des locaux nécessaires aux activités de l'école de cirque sur le site du Haras national d'Aurillac.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LIEUX ET BIENS

Le Département du Cantal met à la disposition du bénéficiaire des locaux situés au Haras d'Aurillac, sis Avenue de Julien - 15000 AURILLAC, ainsi défini :

Au 1^{er} étage, Écurie Nord :

- Un espace de 393 m² utilisé comme salle de pratique.

Au 1^{er} étage, immeuble « pôle administratif » :

- Un bureau de 25 m² avec accès au commun.

ARTICLE 3 – ETAT DES LIEUX ET REMISE DU BIEN

Le bénéficiaire prend les locaux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre, bien les connaître pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état contradictoire sera dressé. A défaut, le preneur sera réputé avoir reçu les biens en parfait état sans que postérieurement il puisse établir la preuve du contraire.

ARTICLE 4 – AFFECTATION DU BIEN - OCCUPATION

Les locaux objet de la présente convention sont affectés à usage exclusif des activités de l'association « Tout un cirque ».

Il ne pourra ni prêter ni sous-louer à des non-adhérents, en tout ou en partie, les lieux loués, même provisoirement ou à titre gracieux.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer au Département toute nouvelle activité qu'il envisage dans les locaux. En cas d'accord de ce dernier, un avenant à la présente convention sera établi.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente même provisoire non autorisée par le Département entraînera, sauf accord des parties, la résiliation automatique de la convention pour le bénéficiaire en cause.

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

5.1. Charges

Toutes les charges de viabilité (eau, électricité, chauffage) seront financées par le Département qui demandera ensuite un remboursement à l'association « Tout un cirque » selon le prorata des charges effectivement constatées.

A titre indicatif une estimation de consommation a été réalisée basée sur une période de chauffe du local qui nous indique une consommation de 27 300kWh ce qui représente un montant de 6 688,50 € TTC/an.

Les abonnements de téléphonie seront mis au nom du locataire qui devra en supporter les frais et régler directement les dépenses y afférentes.

5.2 Paiement des charges

Le bénéficiaire versera, lors de la mise à disposition des lieux, une provision forfaitaire pour charges de 1 800 € par trimestre.

Une régularisation des charges aura lieu une fois l'an à la date d'anniversaire de la présente convention. Selon le cas, le bénéficiaire sera remboursé du trop-perçu ou appelé à régler le complément.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENTRETIEN - REPARATIONS

Le « locataire » aura la charge des réparations locatives, notamment les dépenses d'entretien et les petites réparations et devra rendre les lieux en bon état desdites réparations à l'expiration du bail.

Il sera responsable des accidents causés par et à ses objets. Le « bénéficiaire » fera son affaire personnelle de façon que le propriétaire ne soit jamais inquiété, ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité professionnelle dans les lieux mis à disposition.

Le « locataire » ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du Département. Tous embellissements, améliorations et installations faits par le « bénéficiaire » dans les lieux loués resteront, à la fin du présent bail, la propriété du Département sans indemnité de sa part.

6-1 : Travaux relevant du propriétaire

Le propriétaire a l'obligation d'effectuer les grosses réparations à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut d'entretien courant, depuis la mise en place de ladite convention.

Les grosses réparations sont celles du clos et couvert et des équipements généraux.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

Le bénéficiaire déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant tous les risques pouvant résulter de l'occupation temporaire, ainsi que le recours des tiers. Il devra produire cette police d'assurance auprès du Département et justifier du paiement des primes et cotisations à toute réquisition.

L'association « Tout un Cirque » voit sa responsabilité engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 juillet 2025.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 – IMPOTS ET FRAIS

Le « bénéficiaire » devra payer tous les impôts, contributions, ou taxes lui incombant et dont le propriétaire pourrait être responsable à un titre quelconque et il devra justifier à toute réquisition du propriétaire notamment à l'expiration du bail.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative du propriétaire ou de l'occupant à tout moment à charge pour chacun de prévenir l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice en respectant un délai de préavis de trois mois pour les deux parties.

A défaut de paiement d'un seul trimestre des charges dans les conditions prévues à l'article 5 ou cas d'inexécution de l'une des clauses du bail, et deux mois après une sommation de payer ou d'exécuter demeurée sans effet, le bail sera résilié de plein droit, si bon semble au bailleur, et sans formalité judiciaire. Si le locataire refuse de quitter les lieux il suffira, pour l'y contraindre d'une ordonnance de référé rendue par le président du tribunal judiciaire d'Aurillac.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Pour l'association « Tout un Cirque »
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Robert FONTUGNE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-38

Convention de mise à disposition du domaine public départemental pour l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques à usage exclusif de la Maison d'Arrêt à Aurillac

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2224-37 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition à titre gratuit de deux places de stationnement appartenant au domaine public du Département, située sur la parcelle section AE, numéro 70, 21 place du Square, 15000 Aurillac, pour l'installation d'une borne de recharge à usage exclusif de la Maison d'Arrêt, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

Le Conseil Départemental du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président Monsieur Bruno FAURE, dument habilité par la délibération de la Commission Permanente en date du 31 janvier 2025.
D'une part,

ET

Le Ministère de la Justice, représenté par M. Paul LOUCHOUARN, Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires Auvergne – Rhône / Alpes, dont les bureaux sont au 19 rue Crépet – CS 70607 – 69366 LYON cedex 07.
D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-12, les articles L. 2125-1 et R. 2125-1 et suivants,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements modifié,
Vu la convention d'utilisation n° 015-2011-0036 en date du 10/01/2014 au profit du ministère de la justice,

Considérant que :

- L'installation de cette infrastructure constitue une occupation du domaine public communautaire nécessitant la conclusion d'une convention
- L'emplacement mis à disposition dans le cadre de cette convention, sera exclusivement affecté à cette fin.

Les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'occupation du domaine public départemental dans lesquelles les agents de l'Administration Pénitentiaire - Ministère de la Justice sont autorisés à occuper à titre précaire et révocable des places de stationnement défini ci-après.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

Le Département du Cantal met à disposition deux places de stationnement situées devant la Maison d'Arrêt d'Aurillac sis 21 Place du Square - 15000 Aurillac, cadastré section AE 70, pour l'installation et l'usage d'une borne de recharge qui permettra de recharger deux véhicules électriques.

L'emplacement mis à disposition est à usage exclusif de la Maison d'Arrêt d'Aurillac - Administration Pénitentiaire - Ministère de la Justice (voir plan en annexe).

ARTICLE 3 : DUREE

Cette convention est accordée sans durée jusqu'à résiliation par l'une des deux parties à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : LOYER

La présente convention est consentie et acceptée à titre gracieux.

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La Maison d'Arrêt de Aurillac Administration Pénitentiaire - Ministère de la Justice prendra les biens, objet de la convention, dans leur état actuel sans pouvoir exercer aucune réclamation contre le département, notamment pour mauvais entretien ou existence de servitudes apparentes ou occultes.

Il ne pourra changer la destination des biens.

A l'expiration de la convention, aucune indemnité n'est due à la Maison d'Arrêt de Aurillac Administration Pénitentiaire - Ministère de la Justice, pour les dépenses engagées par lui et excédant les obligations figurant à la présente convention.

ARTICLE 6 : REGLEMENTATION

La présente convention consentie en application de la réglementation en vigueur concernant le code de la Route ou l'occupation du Domaine public. Le preneur demeure le seul responsable envers les tiers des accidents, dommages ou méfaits. Le preneur s'interdit toute activité commerciale.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques

inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant la mise en demeure restée infructueuse.

Le Département se réserve le droit de résilier à tout moment et de manière unilatérale en l'absence de toute faute du contractant pour un motif d'intérêt général et ce sans possibilité d'invoquer le versement d'une indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à Lyon le 31/01/2025

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil Départemental
Bruno FAURE

Pour le ministère de la justice,
Le représentant du service utilisateur
Le Directeur Interrégional
Monsieur Paul LOUCHOUARN

ANNEXE 1



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-39

Convention d'offre de concours pour l'opération de travaux de réfection de la RD21

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant l'offre de concours matériel et financier présentée par la société WPD ENERGIE 21 AUVERGNE dans le cadre de l'opération de travaux de réfection de la RD21 réalisée par le Département ;

Considérant que les conditions d'acceptation d'une offre de concours sont réunies, à savoir :

- l'objet de l'aide relève de travaux publics (travaux de réfection de la RD21) ;
- le bénéficiaire de l'aide est public (Département du Cantal) ;
- la société WPD est intéressée, directement ou indirectement, par ces travaux de réfection (les travaux qu'elle réalise pour son compte en vue de l'installation d'un parc éolien à proximité impliquant obligatoirement le passage de camions sur la RD21 et notamment de convois exceptionnels) ;

Considérant que la contribution de la société WPD, qui revêt un caractère libre, spontané et volontaire, est exclusive de tout engagement du Département de délivrer au bénéfice de la société WPD une quelconque autorisation ou décision favorable et/ou créatrice de droits ;

- **APPROUVE** la convention avec la société WPD déterminant les modalités du concours matériel et financier apporté par cette dernière dans le cadre des travaux de réfection de la RD21 réalisée par le Département, jointe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS

ENTRE :

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par Monsieur Bruno Faure, président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente en date du 31 janvier 2025,

Ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** » ou le « **Département** »

ET :

La **SOCIÉTÉ WPD ENERGIE 21 AUVERGNE**, société par actions simplifiée inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 514 438 134 dont le siège social est situé 32, 36 rue de Bellevue, 92100 Boulogne-Billancourt, prise en la personne de son représentant légal.

Ci-après dénommée l'« **Offrant** » ou « **WPD** »

Le Bénéficiaire et l'Offrant sont individuellement dénommés une « **Partie** » et, collectivement, les « **Parties** ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- (A) Conformément aux huit permis de construire qui lui ont été délivrés le 16 juillet 2013 par le préfet du Cantal, WPD réalise des travaux sur le plateau du Bru situé sur la commune de Peyrusse et en bordure de la route départementale 21 (la « **RD21** ») en vue de l'installation de huit éoliennes (le « **Projet** »).
- (B) À la suite d'intempéries survenues au printemps 2024, la RD21 a été endommagée et a fini par s'affaisser rendant impossible le passage de convois exceptionnels sur la voie. Dans ces circonstances, et eu égard aux dégradations impactant la chaussée, le Département entend, dans le cadre de ses compétences, procéder à des travaux de réfection de la route (les « **Travaux** »). Ces Travaux devront permettre à ce que tous les usagers puissent emprunter la RD21 sans mettre en danger leur sécurité et qu'elle soit accessible à tous types de véhicules, y compris les poids lourds et les véhicules présentant un caractère exceptionnel.
- (C) WPD trouve un intérêt direct à la réalisation de ces Travaux dès lors que la réalisation de son Projet implique obligatoirement le passage de camions sur la RD21 et notamment de convois exceptionnels pour la livraison des éoliennes à compter du mois de mai 2025. À cet égard, WPD souhaite apporter son concours à la réalisation des Travaux, tant matériellement (notamment par l'apport de l'étude technique déjà réalisée par la société Ginger CEBTP) que financièrement.
- (D) Les Parties déclarent et reconnaissent comme condition essentielle à la présente offre de concours, que celle-ci revêt un caractère libre, spontané et volontaire. Elle est exclusive de tout engagement du Bénéficiaire de délivrer au bénéfice de l'Offrant une quelconque autorisation ou décision favorable et/ou créatrice de droits.
- (E) Les termes et les modalités de la présente offre de concours sont fixés par la présente convention (la « **Convention** »).

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de déterminer les modalités du concours apporté par WPD dans le cadre de l'opération de travaux de réfection de la RD21 réalisée par le Département, tel que décrite à l'Article 2 de la présente Convention.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les Travaux consistent en un renforcement par une paroi clouée de la portion de la RD21 située sur le territoire de la commune de Massiac en direction d'Allanche entre les PR 35+300 et PR 35+400 et ont été définis sur la base de l'étude technique réalisée en novembre 2024 par la société Ginger CEBTP, annexée à la présente Convention (**Annexe 1. Etude géotechnique de conception (G2) de Ginger CEBTP du 27 novembre 2024**).

Les Travaux prévus, d'un montant prévisionnel maximal de 200 000 (deux cent mille) euros HT (hors taxes), seront réalisés sous la seule responsabilité du Département et à sa charge. À cet égard, le Département assumera seul la maîtrise d'ouvrage des Travaux et aura la responsabilité pleine et entière de l'organisation et de la passation du ou des marché(s) relatif(s) aux Travaux, ainsi que de leur exécution. Le rôle de l'Offrant se limite uniquement à une contribution matérielle et financière à la réalisation des Travaux, telle que mentionnée à l'Article 3 de la présente Convention.

ARTICLE 3. CONCOURS

Dans le cadre de la présente Convention, l'Offrant s'engage à apporter son concours volontaire, à titre gracieux et sans aucune contrepartie, à la réalisation des Travaux :

- sur le plan matériel, en fournissant l'étude technique réalisée au mois de novembre 2024 par la société Ginger CEBTP et annexée à la présente Convention (Annexe 1. Etude géotechnique de conception (G2) de Ginger CEBTP du 27 novembre 2024) et le suivi géotechnique qui sera réalisé par Ginger CEBTP lors de l'exécution des travaux (G4) (la « **participation matérielle** »);
- sur le plan financier, en prenant en charge le coût des Travaux dans la limite de leur coût prévisionnel, soit un montant maximal de 200 000 (deux cent mille) euros HT (hors taxes) (la « **participation financière** »).

L'Offrant s'engage à verser la participation financière selon l'échéancier suivant :

- la somme forfaitaire de 50 000 (cinquante mille) euros HT (hors taxes) dans un délai de 30 (trente) jours à compter du démarrage des Travaux. À ce titre, le Bénéficiaire informera l'Offrant du début des Travaux par l'envoi d'une copie du bon de commande relatif à ces derniers ;
- le solde du montant définitif des Travaux, dans la limite du montant maximal précité, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la présentation de la facture définitive relative aux Travaux.

Cette participation financière est ferme et définitive, et les éventuels surcoûts ne sauraient être pris en charge par l'Offrant.

ARTICLE 4. ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCOURS PAR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à accepter l'offre de concours et à réaliser les Travaux tels qu'ils sont identifiés à l'Article 2 de la présente Convention. Les Travaux devront être achevés au plus tard le 11 avril 2025.

Le Bénéficiaire s'engage, en outre, à réaliser et achever avant le 1^{er} mai 2025 les travaux complémentaires devant permettre la circulation sur la portion de la RD21 définie à l'article 2 de la présente Convention de tous types de véhicules, y compris les poids lourds et les véhicules présentant un caractère exceptionnel, selon le dimensionnement prévu en page 35 de l'étude de Ginger CEBTP figurant en Annexe 1 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire s'engage à tenir l'Offrant régulièrement informé de l'état d'avancement de l'ensemble des travaux prévus jusqu'au 1^{er} mai 2025, par l'envoi d'un courriel adressé, tous les 15 (quinze) jours, aux adresses électroniques communiquées par ce dernier.

Dans le cas où l'ensemble des travaux ne pourrait être achevé avant le 1^{er} mai 2025, le Bénéficiaire en informerait l'Offrant sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans une telle hypothèse, des pénalités de retard d'un montant de 3 000 (trois mille) euros HT (hors taxes) par jour de retard à compter du 1^{er} mai 2025 (inclus) seraient appliquées, dans la limite du montant prévisionnel maximal des Travaux de 200 000 (deux cent mille) euros HT (hors taxes).

ARTICLE 5. ENTRÉE EN VIGUEUR

La Convention entrera en vigueur au jour de sa signature par les deux Parties.

ARTICLE 6. DURÉE

La Convention prendra effet à compter de la date de sa notification par le Département à WPD, par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra fin une fois les obligations respectives de chacune des Parties exécutées.

ARTICLE 7. MODIFICATION

Toute modification de la présente Convention pourra être apportée par voie d'avenant négocié et signé par les Parties.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

La Convention pourra être résiliée :

- d'un commun accord entre les Parties ;
- après un manquement grave de l'une ou l'autre Partie à l'une des obligations prévues par la Convention et après mise en demeure demeurée infructueuse au bout de 30 (trente) jours.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITÉ

WPD et le Département reconnaissent le caractère confidentiel de la présente Convention.

Par suite, chaque Partie garantit que le contenu de la présente Convention ne pourra être ni utilisé, ni publié, ni communiqué par eux, de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Toutefois, chaque Partie pourra communiquer les informations qu'ils considèrent nécessaires, aux élus du Département, au Comptable public, ses commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle, ou lorsque la loi l'exige, notamment en application des articles L.3131-1 et L.3121-17 du code général des collectivités territoriales, et s'en prévaloir devant les tribunaux pour l'exécution, l'interprétation ou tout autre litige afférent à la présente Convention.

En ce sens la confidentialité ne pourra pas être applicable à la procédure publique d'habilitation du président de conseil départemental à signer la présente Convention lors de la prochaine commission permanente à intervenir. Le protocole sera ainsi communiqué aux conseillers départementaux, dans le respect du droit à l'information des élus.

ARTICLE 10. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

Le droit applicable à la présente Convention d'offre de concours est le droit français.

Toute contestation relative à la formation, à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention d'offre de concours relèvera de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

<p>Fait à , le</p> <p>Pour la société WPD ENERGIE 21 AUVERGNE M. Grégoire SIMON Président</p>	<p>Fait à , le</p> <p>Pour le Département du Cantal M. Bruno FAURE Président du conseil départemental</p>
--	--

ANNEXE 1 : Etude géotechnique de conception (G2) de Ginger CEBTP du 27 novembre 2024

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-40

Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 635 003 euros - Construction de 7 logements 37 av. du Gl Leclerc 15130 Arpajon-Sur-Cère

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 16 décembre 2024, ayant son siège social 10 Rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 317 501,50 € pour un emprunt d'un montant total de 635 003 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 7 logements situés 37 avenue du Général Leclerc 15130 Arpajon-sur-Cère ;

Considérant le contrat de prêt n°167642 et son avenant signés entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat et son avenant sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 635 003 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°167642, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

635 003 €, soit un montant garanti de 317 501,5 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 635 003 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 7 logements à ARPAJON-SUR-CÈRE (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°167642), soit une garantie portant sur la somme en principal de 317 501,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 167642

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARPAJON SUR CERE PG 503, Parc social public, Construction de 7 logements situés Pre de Gane 15130 ARPAJON-SUR-CERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six-cent-trente-cinq mille trois euros (635 003,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille cent-quarante-trois euros (94 143,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille six-cent-quatre-vingt-trois euros (94 683,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-vingt-deux mille quatre-cent-cinquante-et-un euros (222 451,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-vingt-trois mille sept-cent-vingt-six euros (223 726,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/03/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
 - Bail emphytéotique

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5621428	5621427	5621430	5621429
Montant de la Ligne du Prêt	94 143 €	94 683 €	222 451 €	223 726 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE D'ARPAJON SUR CERE	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141720, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167642, Ligne du Prêt n° 5621428

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141720, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167642, Ligne du Prêt n° 5621427

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141720, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167642, Ligne du Prêt n° 5621430

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141720, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167642, Ligne du Prêt n° 5621429

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 167642 / N° de la Ligne du Prêt : 5621428
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 94 143 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	2,60	3 813,73	1 366,01	2 447,72	0,00	92 776,99	0,00
2	13/12/2026	2,60	3 813,73	1 401,53	2 412,20	0,00	91 375,46	0,00
3	13/12/2027	2,60	3 813,73	1 437,97	2 375,76	0,00	89 937,49	0,00
4	13/12/2028	2,60	3 813,73	1 475,36	2 338,37	0,00	88 462,13	0,00
5	13/12/2029	2,60	3 813,73	1 513,71	2 300,02	0,00	86 948,42	0,00
6	13/12/2030	2,60	3 813,73	1 553,07	2 260,66	0,00	85 395,35	0,00
7	13/12/2031	2,60	3 813,73	1 593,45	2 220,28	0,00	83 801,90	0,00
8	13/12/2032	2,60	3 813,73	1 634,88	2 178,85	0,00	82 167,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	13/12/2033	2,60	3813,73	1 677,39	2 136,34	0,00	80 489,63	0,00
10	13/12/2034	2,60	3813,73	1 721,00	2 092,73	0,00	78 768,63	0,00
11	13/12/2035	2,60	3813,73	1 765,75	2 047,98	0,00	77 002,88	0,00
12	13/12/2036	2,60	3813,73	1 811,66	2 002,07	0,00	75 191,22	0,00
13	13/12/2037	2,60	3813,73	1 858,76	1 954,97	0,00	73 332,46	0,00
14	13/12/2038	2,60	3813,73	1 907,09	1 906,64	0,00	71 425,37	0,00
15	13/12/2039	2,60	3813,73	1 956,67	1 857,06	0,00	69 468,70	0,00
16	13/12/2040	2,60	3813,73	2 007,54	1 806,19	0,00	67 461,16	0,00
17	13/12/2041	2,60	3813,73	2 059,74	1 753,99	0,00	65 401,42	0,00
18	13/12/2042	2,60	3813,73	2 113,29	1 700,44	0,00	63 288,13	0,00
19	13/12/2043	2,60	3813,73	2 168,24	1 645,49	0,00	61 119,89	0,00
20	13/12/2044	2,60	3813,73	2 224,61	1 589,12	0,00	58 895,28	0,00
21	13/12/2045	2,60	3813,73	2 282,45	1 531,28	0,00	56 612,83	0,00
22	13/12/2046	2,60	3813,73	2 341,80	1 471,93	0,00	54 271,03	0,00
23	13/12/2047	2,60	3813,73	2 402,68	1 411,05	0,00	51 868,35	0,00
24	13/12/2048	2,60	3813,73	2 465,15	1 348,58	0,00	49 403,20	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	13/12/2049	2,60	3 813,73	2 529,25	1 284,48	0,00	46 873,95	0,00
26	13/12/2050	2,60	3 813,73	2 595,01	1 218,72	0,00	44 278,94	0,00
27	13/12/2051	2,60	3 813,73	2 662,48	1 151,25	0,00	41 616,46	0,00
28	13/12/2052	2,60	3 813,73	2 731,70	1 082,03	0,00	38 884,76	0,00
29	13/12/2053	2,60	3 813,73	2 802,73	1 011,00	0,00	36 082,03	0,00
30	13/12/2054	2,60	3 813,73	2 875,60	938,13	0,00	33 206,43	0,00
31	13/12/2055	2,60	3 813,73	2 950,36	863,37	0,00	30 256,07	0,00
32	13/12/2056	2,60	3 813,73	3 027,07	786,66	0,00	27 229,00	0,00
33	13/12/2057	2,60	3 813,73	3 105,78	707,95	0,00	24 123,22	0,00
34	13/12/2058	2,60	3 813,73	3 186,53	627,20	0,00	20 936,69	0,00
35	13/12/2059	2,60	3 813,73	3 269,38	544,35	0,00	17 667,31	0,00
36	13/12/2060	2,60	3 813,73	3 354,38	459,35	0,00	14 312,93	0,00
37	13/12/2061	2,60	3 813,73	3 441,59	372,14	0,00	10 871,34	0,00
38	13/12/2062	2,60	3 813,73	3 531,08	282,65	0,00	7 340,26	0,00
39	13/12/2063	2,60	3 813,73	3 622,88	190,85	0,00	3 717,38	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/12/2064	2,60	3 814,03	3 717,38	96,65	0,00	0,00	0,00
Total			152 549,50	94 143,00	58 406,50	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 13/12/2024

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 167642 / N° de la Ligne du Prêt : 5621427
Opération : Construction
Produit : PLAI Foncier

Capital prêté : 94 683 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	2,60	3 405,38	943,62	2 461,76	0,00	93 739,38	0,00
2	13/12/2026	2,60	3 405,38	968,16	2 437,22	0,00	92 771,22	0,00
3	13/12/2027	2,60	3 405,38	993,33	2 412,05	0,00	91 777,89	0,00
4	13/12/2028	2,60	3 405,38	1 019,15	2 386,23	0,00	90 758,74	0,00
5	13/12/2029	2,60	3 405,38	1 045,65	2 359,73	0,00	89 713,09	0,00
6	13/12/2030	2,60	3 405,38	1 072,84	2 332,54	0,00	88 640,25	0,00
7	13/12/2031	2,60	3 405,38	1 100,73	2 304,65	0,00	87 539,52	0,00
8	13/12/2032	2,60	3 405,38	1 129,35	2 276,03	0,00	86 410,17	0,00
9	13/12/2033	2,60	3 405,38	1 158,72	2 246,66	0,00	85 251,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/12/2034	2,60	3 405,38	1 188,84	2 216,54	0,00	84 062,61	0,00
11	13/12/2035	2,60	3 405,38	1 219,75	2 185,63	0,00	82 842,86	0,00
12	13/12/2036	2,60	3 405,38	1 251,47	2 153,91	0,00	81 591,39	0,00
13	13/12/2037	2,60	3 405,38	1 284,00	2 121,38	0,00	80 307,39	0,00
14	13/12/2038	2,60	3 405,38	1 317,39	2 087,99	0,00	78 990,00	0,00
15	13/12/2039	2,60	3 405,38	1 351,64	2 053,74	0,00	77 638,36	0,00
16	13/12/2040	2,60	3 405,38	1 386,78	2 018,60	0,00	76 251,58	0,00
17	13/12/2041	2,60	3 405,38	1 422,84	1 982,54	0,00	74 828,74	0,00
18	13/12/2042	2,60	3 405,38	1 459,83	1 945,55	0,00	73 368,91	0,00
19	13/12/2043	2,60	3 405,38	1 497,79	1 907,59	0,00	71 871,12	0,00
20	13/12/2044	2,60	3 405,38	1 536,73	1 868,65	0,00	70 334,39	0,00
21	13/12/2045	2,60	3 405,38	1 576,69	1 828,69	0,00	68 757,70	0,00
22	13/12/2046	2,60	3 405,38	1 617,68	1 787,70	0,00	67 140,02	0,00
23	13/12/2047	2,60	3 405,38	1 659,74	1 745,64	0,00	65 480,28	0,00
24	13/12/2048	2,60	3 405,38	1 702,89	1 702,49	0,00	63 777,39	0,00
25	13/12/2049	2,60	3 405,38	1 747,17	1 658,21	0,00	62 030,22	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/12/2050	2,60	3 405,38	1 792,59	1 612,79	0,00	60 237,63	0,00
27	13/12/2051	2,60	3 405,38	1 839,20	1 566,18	0,00	58 398,43	0,00
28	13/12/2052	2,60	3 405,38	1 887,02	1 518,36	0,00	56 511,41	0,00
29	13/12/2053	2,60	3 405,38	1 936,08	1 469,30	0,00	54 575,33	0,00
30	13/12/2054	2,60	3 405,38	1 986,42	1 418,96	0,00	52 568,91	0,00
31	13/12/2055	2,60	3 405,38	2 038,07	1 367,31	0,00	50 550,84	0,00
32	13/12/2056	2,60	3 405,38	2 091,06	1 314,32	0,00	48 459,78	0,00
33	13/12/2057	2,60	3 405,38	2 145,43	1 259,95	0,00	46 314,35	0,00
34	13/12/2058	2,60	3 405,38	2 201,21	1 204,17	0,00	44 113,14	0,00
35	13/12/2059	2,60	3 405,38	2 258,44	1 146,94	0,00	41 854,70	0,00
36	13/12/2060	2,60	3 405,38	2 317,16	1 088,22	0,00	39 537,54	0,00
37	13/12/2061	2,60	3 405,38	2 377,40	1 027,98	0,00	37 160,14	0,00
38	13/12/2062	2,60	3 405,38	2 439,22	966,16	0,00	34 720,92	0,00
39	13/12/2063	2,60	3 405,38	2 502,64	902,74	0,00	32 218,28	0,00
40	13/12/2064	2,60	3 405,38	2 567,70	837,68	0,00	29 650,58	0,00
41	13/12/2065	2,60	3 405,38	2 634,46	770,92	0,00	27 016,12	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	13/12/2066	2,60	3 405,38	2 702,96	702,42	0,00	24 313,16	0,00
43	13/12/2067	2,60	3 405,38	2 773,24	632,14	0,00	21 539,92	0,00
44	13/12/2068	2,60	3 405,38	2 845,34	560,04	0,00	18 694,58	0,00
45	13/12/2069	2,60	3 405,38	2 919,32	486,06	0,00	15 775,26	0,00
46	13/12/2070	2,60	3 405,38	2 995,22	410,16	0,00	12 780,04	0,00
47	13/12/2071	2,60	3 405,38	3 073,10	332,28	0,00	9 706,94	0,00
48	13/12/2072	2,60	3 405,38	3 153,00	252,38	0,00	6 553,94	0,00
49	13/12/2073	2,60	3 405,38	3 234,98	170,40	0,00	3 318,96	0,00
50	13/12/2074	2,60	3 405,25	3 318,96	86,29	0,00	0,00	0,00
Total				94 683,00	75 585,87	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/12/2024

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 167642 / N° de la Ligne du Prêt : 5621430 Opération : Construction Produit : PLUS							Capital prêté : 222 451 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %			
N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)		
1	13/12/2025	3,60	10 578,94	2 570,70	8 008,24	0,00	219 880,30	0,00		
2	13/12/2026	3,60	10 578,94	2 663,25	7 915,69	0,00	217 217,05	0,00		
3	13/12/2027	3,60	10 578,94	2 759,13	7 819,81	0,00	214 457,92	0,00		
4	13/12/2028	3,60	10 578,94	2 858,45	7 720,49	0,00	211 599,47	0,00		
5	13/12/2029	3,60	10 578,94	2 961,36	7 617,58	0,00	208 638,11	0,00		
6	13/12/2030	3,60	10 578,94	3 067,97	7 510,97	0,00	205 570,14	0,00		
7	13/12/2031	3,60	10 578,94	3 178,41	7 400,53	0,00	202 391,73	0,00		
8	13/12/2032	3,60	10 578,94	3 292,84	7 286,10	0,00	199 098,89	0,00		
9	13/12/2033	3,60	10 578,94	3 411,38	7 167,56	0,00	195 687,51	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/12/2034	3,60	10 578,94	3 534,19	7 044,75	0,00	192 153,32	0,00
11	13/12/2035	3,60	10 578,94	3 661,42	6 917,52	0,00	188 491,90	0,00
12	13/12/2036	3,60	10 578,94	3 793,23	6 785,71	0,00	184 698,67	0,00
13	13/12/2037	3,60	10 578,94	3 929,79	6 649,15	0,00	180 768,88	0,00
14	13/12/2038	3,60	10 578,94	4 071,26	6 507,68	0,00	176 697,62	0,00
15	13/12/2039	3,60	10 578,94	4 217,83	6 361,11	0,00	172 479,79	0,00
16	13/12/2040	3,60	10 578,94	4 369,67	6 209,27	0,00	168 110,12	0,00
17	13/12/2041	3,60	10 578,94	4 526,98	6 051,96	0,00	163 583,14	0,00
18	13/12/2042	3,60	10 578,94	4 689,95	5 888,99	0,00	158 893,19	0,00
19	13/12/2043	3,60	10 578,94	4 858,79	5 720,15	0,00	154 034,40	0,00
20	13/12/2044	3,60	10 578,94	5 033,70	5 545,24	0,00	149 000,70	0,00
21	13/12/2045	3,60	10 578,94	5 214,91	5 364,03	0,00	143 785,79	0,00
22	13/12/2046	3,60	10 578,94	5 402,65	5 176,29	0,00	138 383,14	0,00
23	13/12/2047	3,60	10 578,94	5 597,15	4 981,79	0,00	132 785,99	0,00
24	13/12/2048	3,60	10 578,94	5 798,64	4 780,30	0,00	126 987,35	0,00
25	13/12/2049	3,60	10 578,94	6 007,40	4 571,54	0,00	120 979,95	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/12/2050	3,60	10 578,94	6 223,66	4 355,28	0,00	114 756,29	0,00
27	13/12/2051	3,60	10 578,94	6 447,71	4 131,23	0,00	108 308,58	0,00
28	13/12/2052	3,60	10 578,94	6 679,83	3 899,11	0,00	101 628,75	0,00
29	13/12/2053	3,60	10 578,94	6 920,31	3 658,63	0,00	94 708,44	0,00
30	13/12/2054	3,60	10 578,94	7 169,44	3 409,50	0,00	87 539,00	0,00
31	13/12/2055	3,60	10 578,94	7 427,54	3 151,40	0,00	80 111,46	0,00
32	13/12/2056	3,60	10 578,94	7 694,93	2 884,01	0,00	72 416,53	0,00
33	13/12/2057	3,60	10 578,94	7 971,94	2 607,00	0,00	64 444,59	0,00
34	13/12/2058	3,60	10 578,94	8 258,93	2 320,01	0,00	56 185,66	0,00
35	13/12/2059	3,60	10 578,94	8 556,26	2 022,88	0,00	47 629,40	0,00
36	13/12/2060	3,60	10 578,94	8 864,28	1 714,66	0,00	38 765,12	0,00
37	13/12/2061	3,60	10 578,94	9 183,40	1 395,54	0,00	29 581,72	0,00
38	13/12/2062	3,60	10 578,94	9 514,00	1 064,94	0,00	20 067,72	0,00
39	13/12/2063	3,60	10 578,94	9 856,50	722,44	0,00	10 211,22	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement

En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/12/2064	3,60	10 578,82	10 211,22	367,60	0,00	0,00	0,00
Total			423 157,48	222 451,00	200 706,48	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/12/2024

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 167642 / N° de la Ligne du Prêt : 5621429 Opération : Construction Produit : PLUS foncier				Capital prêté : 223 726 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %
--	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	3,60	9 710,95	1 656,81	8 054,14	0,00	222 069,19	0,00
2	13/12/2026	3,60	9 710,95	1 716,46	7 994,49	0,00	220 352,73	0,00
3	13/12/2027	3,60	9 710,95	1 778,25	7 932,70	0,00	218 574,48	0,00
4	13/12/2028	3,60	9 710,95	1 842,27	7 868,68	0,00	216 732,21	0,00
5	13/12/2029	3,60	9 710,95	1 908,59	7 802,36	0,00	214 823,62	0,00
6	13/12/2030	3,60	9 710,95	1 977,30	7 733,65	0,00	212 846,32	0,00
7	13/12/2031	3,60	9 710,95	2 048,48	7 662,47	0,00	210 797,84	0,00
8	13/12/2032	3,60	9 710,95	2 122,23	7 588,72	0,00	208 675,61	0,00
9	13/12/2033	3,60	9 710,95	2 198,63	7 512,32	0,00	206 476,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/12/2034	3,60	9 710,95	2 277,78	7 433,17	0,00	204 199,20	0,00
11	13/12/2035	3,60	9 710,95	2 359,78	7 351,17	0,00	201 839,42	0,00
12	13/12/2036	3,60	9 710,95	2 444,73	7 266,22	0,00	199 394,69	0,00
13	13/12/2037	3,60	9 710,95	2 532,74	7 178,21	0,00	196 861,95	0,00
14	13/12/2038	3,60	9 710,95	2 623,92	7 087,03	0,00	194 238,03	0,00
15	13/12/2039	3,60	9 710,95	2 718,38	6 992,57	0,00	191 519,65	0,00
16	13/12/2040	3,60	9 710,95	2 816,24	6 894,71	0,00	188 703,41	0,00
17	13/12/2041	3,60	9 710,95	2 917,63	6 793,32	0,00	185 785,78	0,00
18	13/12/2042	3,60	9 710,95	3 022,66	6 688,29	0,00	182 763,12	0,00
19	13/12/2043	3,60	9 710,95	3 131,48	6 579,47	0,00	179 631,64	0,00
20	13/12/2044	3,60	9 710,95	3 244,21	6 466,74	0,00	176 387,43	0,00
21	13/12/2045	3,60	9 710,95	3 361,00	6 349,95	0,00	173 026,43	0,00
22	13/12/2046	3,60	9 710,95	3 482,00	6 228,95	0,00	169 544,43	0,00
23	13/12/2047	3,60	9 710,95	3 607,35	6 103,60	0,00	165 937,08	0,00
24	13/12/2048	3,60	9 710,95	3 737,22	5 973,73	0,00	162 199,86	0,00
25	13/12/2049	3,60	9 710,95	3 871,76	5 839,19	0,00	158 328,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/12/2050	3,60	9 710,95	4 011,14	5 699,81	0,00	154 316,96	0,00
27	13/12/2051	3,60	9 710,95	4 155,54	5 555,41	0,00	150 161,42	0,00
28	13/12/2052	3,60	9 710,95	4 305,14	5 405,81	0,00	145 856,28	0,00
29	13/12/2053	3,60	9 710,95	4 460,12	5 250,83	0,00	141 396,16	0,00
30	13/12/2054	3,60	9 710,95	4 620,69	5 090,26	0,00	136 775,47	0,00
31	13/12/2055	3,60	9 710,95	4 787,03	4 923,92	0,00	131 988,44	0,00
32	13/12/2056	3,60	9 710,95	4 959,37	4 751,58	0,00	127 029,07	0,00
33	13/12/2057	3,60	9 710,95	5 137,90	4 573,05	0,00	121 891,17	0,00
34	13/12/2058	3,60	9 710,95	5 322,87	4 388,08	0,00	116 568,30	0,00
35	13/12/2059	3,60	9 710,95	5 514,49	4 196,46	0,00	111 053,81	0,00
36	13/12/2060	3,60	9 710,95	5 713,01	3 997,94	0,00	105 340,80	0,00
37	13/12/2061	3,60	9 710,95	5 918,68	3 792,27	0,00	99 422,12	0,00
38	13/12/2062	3,60	9 710,95	6 131,75	3 579,20	0,00	93 290,37	0,00
39	13/12/2063	3,60	9 710,95	6 352,50	3 358,45	0,00	86 937,87	0,00
40	13/12/2064	3,60	9 710,95	6 581,19	3 129,76	0,00	80 356,68	0,00
41	13/12/2065	3,60	9 710,95	6 818,11	2 892,84	0,00	73 538,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	13/12/2066	3,60	9 710,95	7 063,56	2 647,39	0,00	66 475,01	0,00
43	13/12/2067	3,60	9 710,95	7 317,85	2 393,10	0,00	59 157,16	0,00
44	13/12/2068	3,60	9 710,95	7 581,29	2 129,66	0,00	51 575,87	0,00
45	13/12/2069	3,60	9 710,95	7 854,22	1 856,73	0,00	43 721,65	0,00
46	13/12/2070	3,60	9 710,95	8 136,97	1 573,98	0,00	35 584,88	0,00
47	13/12/2071	3,60	9 710,95	8 429,90	1 281,05	0,00	27 154,78	0,00
48	13/12/2072	3,60	9 710,95	8 733,38	977,57	0,00	18 421,40	0,00
49	13/12/2073	3,60	9 710,95	9 047,78	663,17	0,00	9 373,62	0,00
50	13/12/2074	3,60	9 711,07	9 373,62	337,45	0,00	0,00	0,00
Total			485 547,62	223 726,00	261 821,62	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

**AVENANT MODIFICATIF N° 01
AU CONTRAT DE PRÊT N° 167642**

Entre


n° 278343 – OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CANTAL

Et

LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des Dépôts et Consignations

Direction Régionale Auvergne Rhône Alpes
Adresse : 44 rue de la Villette – Immeuble Aquilon – 69425 Lyon cedex 03
Téléphone - 04 72 11 49 48

banquedesterritoires.fr |  @BanqueDesTerr

1 sur 4

Interne

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CANTAL situé à 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC et dont le numéro de SIREN est le 271500019, représenté par M. Grégory LAFFAIRE, en qualité de Directeur Administratif et Financier, dûment habilité aux fins des présentes par décision de délégation de signature en date du 05/01/2023.

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIERE PART,

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS, représentée par M. Ludovic MERCIER en qualité de Directeur Territorial, dûment habilité aux fins des présentes par Arrêté en date du 06/01/2025.

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIEME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PREAMBULE

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Caisse des dépôts et consignations

DIRECTION REGIONALE Auvergne Rhône-Alpes
44 rue de la Villette – Immeuble Aquilon – 69425 Lyon Cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-thone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

2 sur 4

Vu le Contrat de Prêt N° 167642, ci-après le «Contrat de prêt », consenti par le Prêteur à l'Emprunteur d'un montant maximum de Six cent trente-cinq milles et trois euros, (635 003 euros), pour financer l'opération ARPAJON SUR CERE PG 503, Parc social public, Construction de 7 logements situés Pre de Gane 15130 ARPAJON-SUR-CERE .

Ledit Contrat de Prêt a été signé par le Prêteur le 13/12/2024 et par l'Emprunteur le 13/12/2024.

Ce Contrat de Prêt mentionne que l'adresse de l'opération est situé Pré de la Gane à Arpajon-sur-Cère (15130), alors qu'elle est située 37 avenue du Général Leclerc à Arpajon-sur-Cère (15130)

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE L'AVENANT

L'article 1 – OBJET DU PRET – du Contrat N°167642 est modifié comme suit :

« Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARPAJON SUR CERE PG 503, Parc social public, Construction de 7 logements situés 37 avenue du Général Leclerc 15130 ARPAJON-SUR-CERE»

ARTICLE 2 EFFET DE L'AVENANT

L'avenant modifie le Contrat de Prêt uniquement en ce qui concerne les dispositions exposées à l'**ARTICLE 1 « OBJET DE L'AVENANT »**.

Toutes les dispositions du Contrat de Prêt non expressément modifiées pas le présent Avenant demeurent valables et en vigueur jusqu'à l'expiration ou la réalisation de ceux-ci.

En cas de contradiction entre les stipulations du Contrat de Prêt et celle de l'Avenant, les dispositions de l'Avenant prévalent.

Enfin, le présent Avenant est une partie indissociable du Contrat de Prêt.

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET DE L'AVENANT

La date d'effet de l'Avenant correspond, de façon rétroactive, à la date d'effet du Contrat de Prêt, sous réserve toutefois du respect des dispositions de l'Article « **Validité de l'Avenant** » du présent avenant, et reste en vigueur jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant devra être retourné au Prêteur paraphé, daté et signé par les Parties au plus tard le 14/04/2025.

A défaut de réception de l'Avenant, dans le délai imparti, le Prêteur pourra considérer ce dernier comme nul et non avenu.

Fait en autant d'exemplaires que de signataires.

Caisse des dépôts et consignations

DIRECTION REGIONALE Auvergne Rhône-Alpes
44 rue de la Villette – Immeuble Aquilon – 69425 Lyon Cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-thone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr)  @BanqueDesTerr

3 sur 4

Caisse des dépôts et consignations

DIRECTION REGIONALE Auvergne Rhône-Alpes
44 rue de la Villette – Immeuble Aquilon – 69425 Lyon Cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-thone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

4 sur 4

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-41

Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 454 704 euros - Construction de 5 logements rue de Verdun 15130 Arpajon-sur-Cère

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 16 décembre 2024, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 227 352 € pour un emprunt d'un montant total de 454 704 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 5 logements situés rue de Verdun à Arpajon-sur-Cère ;

Considérant le contrat de prêt n°167596 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 454 704 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°167596, constitué de trois lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

454 704 €, soit un montant garanti de 227 352 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 454 704 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 5 logements à ARPAJON-SUR-CÈRE (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°167596), soit une garantie portant sur la somme en principal de 227 352 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 167596

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARPAJON SUR CERE RUE DE VERDUN PG 527, Parc social public, Acquisition en VEFA de 5 logements situés Rue de Verdun 15130 ARPAJON-SUR-CERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-cinquante-quatre mille sept-cent-quatre euros (454 704,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2024, d'un montant de cent-cinquante-sept mille huit-cent-treize euros (157 813,00 euros) ;
- PLS PLSDDD 2024, d'un montant de cent-quatre-vingt-cinq mille deux-cent-quarante-huit euros (185 248,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDDD 2024, d'un montant de cent-onze mille six-cent-quarante-trois euros (111 643,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/03/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Accord de principe de la banque ou d'Action Logement ou du FSH ou de tout autre financeur
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2024	PLSDD 2024	PLSDD 2024	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5623337	5623336	5623335	
Montant de la Ligne du Prêt	157 813 €	185 248 €	111 643 €	
Commission d'instruction	90 €	110 €	60 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
TEG de la Ligne du Prêt	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt ²	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0006-PR0008 V.0.57, page 12/24
Contrat de prêt n° 167948 Emprunteur n° 000276343

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'ARPAJON SUR CERE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U142125, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167596, Ligne du Prêt n° 5623337

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U142125, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167596, Ligne du Prêt n° 5623336

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U142125, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 167596, Ligne du Prêt n° 5623335

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



Capital prêté : 157 813 €
Taux actuariel théorique : 4,11 %
Taux effectif global : 4,11 %

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 167596 / N° de la Ligne du Prêt : 5623337
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	4,11	8 104,25	1 618,14	6 486,11	0,00	156 194,86	0,00
2	13/12/2026	4,11	8 104,25	1 684,64	6 419,61	0,00	154 510,22	0,00
3	13/12/2027	4,11	8 104,25	1 753,88	6 350,37	0,00	152 756,34	0,00
4	13/12/2028	4,11	8 104,25	1 825,96	6 278,29	0,00	150 930,38	0,00
5	13/12/2029	4,11	8 104,25	1 901,01	6 203,24	0,00	149 029,37	0,00
6	13/12/2030	4,11	8 104,25	1 979,14	6 125,11	0,00	147 050,23	0,00
7	13/12/2031	4,11	8 104,25	2 060,49	6 043,76	0,00	144 989,74	0,00
8	13/12/2032	4,11	8 104,25	2 145,17	5 959,08	0,00	142 844,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	13/12/2033	4,11	8 104,25	2 233,34	5 870,91	0,00	140 611,23	0,00
10	13/12/2034	4,11	8 104,25	2 325,13	5 779,12	0,00	138 286,10	0,00
11	13/12/2035	4,11	8 104,25	2 420,69	5 683,56	0,00	135 865,41	0,00
12	13/12/2036	4,11	8 104,25	2 520,18	5 584,07	0,00	133 345,23	0,00
13	13/12/2037	4,11	8 104,25	2 623,76	5 480,49	0,00	130 721,47	0,00
14	13/12/2038	4,11	8 104,25	2 731,60	5 372,65	0,00	127 989,87	0,00
15	13/12/2039	4,11	8 104,25	2 843,87	5 260,38	0,00	125 146,00	0,00
16	13/12/2040	4,11	8 104,25	2 960,75	5 143,50	0,00	122 185,25	0,00
17	13/12/2041	4,11	8 104,25	3 082,44	5 021,81	0,00	119 102,81	0,00
18	13/12/2042	4,11	8 104,25	3 209,12	4 895,13	0,00	115 893,69	0,00
19	13/12/2043	4,11	8 104,25	3 341,02	4 763,23	0,00	112 552,67	0,00
20	13/12/2044	4,11	8 104,25	3 478,34	4 625,91	0,00	109 074,33	0,00
21	13/12/2045	4,11	8 104,25	3 621,30	4 482,95	0,00	105 453,03	0,00
22	13/12/2046	4,11	8 104,25	3 770,13	4 334,12	0,00	101 682,90	0,00
23	13/12/2047	4,11	8 104,25	3 925,08	4 179,17	0,00	97 757,82	0,00
24	13/12/2048	4,11	8 104,25	4 086,40	4 017,85	0,00	93 671,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	13/12/2049	4,11	8 104,25	4 254,35	3 849,90	0,00	89 417,07	0,00
26	13/12/2050	4,11	8 104,25	4 429,21	3 675,04	0,00	84 987,86	0,00
27	13/12/2051	4,11	8 104,25	4 611,25	3 493,00	0,00	80 376,61	0,00
28	13/12/2052	4,11	8 104,25	4 800,77	3 303,48	0,00	75 575,84	0,00
29	13/12/2053	4,11	8 104,25	4 998,08	3 106,17	0,00	70 577,76	0,00
30	13/12/2054	4,11	8 104,25	5 203,50	2 900,75	0,00	65 374,26	0,00
31	13/12/2055	4,11	8 104,25	5 417,37	2 686,88	0,00	59 956,89	0,00
32	13/12/2056	4,11	8 104,25	5 640,02	2 464,23	0,00	54 316,87	0,00
33	13/12/2057	4,11	8 104,25	5 871,83	2 232,42	0,00	48 445,04	0,00
34	13/12/2058	4,11	8 104,25	6 113,16	1 991,09	0,00	42 331,88	0,00
35	13/12/2059	4,11	8 104,25	6 364,41	1 739,84	0,00	35 967,47	0,00
36	13/12/2060	4,11	8 104,25	6 625,99	1 478,26	0,00	29 341,48	0,00
37	13/12/2061	4,11	8 104,25	6 898,32	1 205,93	0,00	22 443,16	0,00
38	13/12/2062	4,11	8 104,25	7 181,84	922,41	0,00	15 261,32	0,00
39	13/12/2063	4,11	8 104,25	7 477,01	627,24	0,00	7 784,31	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/12/2064	4,11	8 104,25	7 784,31	319,94	0,00	0,00	0,00
Total			324 170,00	157 813,00	166 357,00	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 167596 / N° de la Ligne du Prêt : 5623336 Opération : Acquisition en VEFA Produit : PLS - PLSDD 2024				Capital prêté : 185 248 € Taux actuariel théorique : 4,11 % Taux effectif global : 4,11 %
---	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	4,11	9 513,13	1 899,44	7 613,69	0,00	183 348,56	0,00
2	13/12/2026	4,11	9 513,13	1 977,50	7 535,63	0,00	181 371,06	0,00
3	13/12/2027	4,11	9 513,13	2 058,78	7 454,35	0,00	179 312,28	0,00
4	13/12/2028	4,11	9 513,13	2 143,40	7 369,73	0,00	177 168,88	0,00
5	13/12/2029	4,11	9 513,13	2 231,49	7 281,64	0,00	174 937,39	0,00
6	13/12/2030	4,11	9 513,13	2 323,20	7 189,93	0,00	172 614,19	0,00
7	13/12/2031	4,11	9 513,13	2 418,69	7 094,44	0,00	170 195,50	0,00
8	13/12/2032	4,11	9 513,13	2 518,09	6 995,04	0,00	167 677,41	0,00
9	13/12/2033	4,11	9 513,13	2 621,59	6 891,54	0,00	165 055,82	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/12/2034	4,11	9 513,13	2 729,34	6 763,79	0,00	162 326,48	0,00
11	13/12/2035	4,11	9 513,13	2 841,51	6 671,62	0,00	159 484,97	0,00
12	13/12/2036	4,11	9 513,13	2 958,30	6 554,83	0,00	156 526,67	0,00
13	13/12/2037	4,11	9 513,13	3 079,88	6 433,25	0,00	153 446,79	0,00
14	13/12/2038	4,11	9 513,13	3 206,47	6 306,66	0,00	150 240,32	0,00
15	13/12/2039	4,11	9 513,13	3 338,25	6 174,88	0,00	146 902,07	0,00
16	13/12/2040	4,11	9 513,13	3 475,45	6 037,68	0,00	143 426,62	0,00
17	13/12/2041	4,11	9 513,13	3 618,30	5 894,83	0,00	139 808,32	0,00
18	13/12/2042	4,11	9 513,13	3 767,01	5 746,12	0,00	136 041,31	0,00
19	13/12/2043	4,11	9 513,13	3 921,83	5 591,30	0,00	132 119,48	0,00
20	13/12/2044	4,11	9 513,13	4 083,02	5 430,11	0,00	128 036,46	0,00
21	13/12/2045	4,11	9 513,13	4 250,83	5 262,30	0,00	123 785,63	0,00
22	13/12/2046	4,11	9 513,13	4 425,54	5 087,59	0,00	119 360,09	0,00
23	13/12/2047	4,11	9 513,13	4 607,43	4 905,70	0,00	114 752,66	0,00
24	13/12/2048	4,11	9 513,13	4 796,80	4 716,33	0,00	109 955,86	0,00
25	13/12/2049	4,11	9 513,13	4 993,94	4 519,19	0,00	104 961,92	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/12/2050	4,11	9 513,13	5 199,20	4 313,93	0,00	99 762,72	0,00
27	13/12/2051	4,11	9 513,13	5 412,88	4 100,25	0,00	94 349,84	0,00
28	13/12/2052	4,11	9 513,13	5 635,35	3 877,78	0,00	88 714,49	0,00
29	13/12/2053	4,11	9 513,13	5 866,96	3 646,17	0,00	82 847,53	0,00
30	13/12/2054	4,11	9 513,13	6 108,10	3 405,03	0,00	76 739,43	0,00
31	13/12/2055	4,11	9 513,13	6 359,14	3 153,99	0,00	70 380,29	0,00
32	13/12/2056	4,11	9 513,13	6 620,50	2 892,63	0,00	63 759,79	0,00
33	13/12/2057	4,11	9 513,13	6 892,60	2 620,53	0,00	56 867,19	0,00
34	13/12/2058	4,11	9 513,13	7 175,89	2 337,24	0,00	49 691,30	0,00
35	13/12/2059	4,11	9 513,13	7 470,82	2 042,31	0,00	42 220,48	0,00
36	13/12/2060	4,11	9 513,13	7 777,87	1 735,26	0,00	34 442,61	0,00
37	13/12/2061	4,11	9 513,13	8 097,54	1 415,59	0,00	26 345,07	0,00
38	13/12/2062	4,11	9 513,13	8 430,35	1 082,78	0,00	17 914,72	0,00
39	13/12/2063	4,11	9 513,13	8 776,84	736,29	0,00	9 137,88	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/12/2064	4,11	9 513,45	9 137,88	375,57	0,00	0,00	0,00
Total			380 525,52	185 248,00	195 277,52	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT	Capital prêté : 111 643 €
N° du Contrat de Prêt : 167596 / N° de la Ligne du Prêt : 5623335	Taux actuariel théorique : 4,11 %
Opération : Acquisition en VEFA	Taux effectif global : 4,11 %
Produit : PLS foncier - PLSDD 2024	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/12/2025	4,11	5 295,28	706,75	4 588,53	0,00	110 936,25	0,00
2	13/12/2026	4,11	5 295,28	735,80	4 559,48	0,00	110 200,45	0,00
3	13/12/2027	4,11	5 295,28	766,04	4 529,24	0,00	109 434,41	0,00
4	13/12/2028	4,11	5 295,28	797,53	4 497,75	0,00	108 636,88	0,00
5	13/12/2029	4,11	5 295,28	830,30	4 464,98	0,00	107 806,58	0,00
6	13/12/2030	4,11	5 295,28	864,43	4 430,85	0,00	106 942,15	0,00
7	13/12/2031	4,11	5 295,28	899,96	4 395,32	0,00	106 042,19	0,00
8	13/12/2032	4,11	5 295,28	936,95	4 358,33	0,00	105 105,24	0,00
9	13/12/2033	4,11	5 295,28	975,45	4 319,83	0,00	104 129,79	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/12/2034	4,11	5 295,28	1 015,55	4 279,73	0,00	103 114,24	0,00
11	13/12/2035	4,11	5 295,28	1 057,28	4 238,00	0,00	102 056,96	0,00
12	13/12/2036	4,11	5 295,28	1 100,74	4 194,54	0,00	100 956,22	0,00
13	13/12/2037	4,11	5 295,28	1 145,98	4 149,30	0,00	99 810,24	0,00
14	13/12/2038	4,11	5 295,28	1 193,08	4 102,20	0,00	98 617,16	0,00
15	13/12/2039	4,11	5 295,28	1 242,11	4 053,17	0,00	97 375,05	0,00
16	13/12/2040	4,11	5 295,28	1 293,17	4 002,11	0,00	96 081,88	0,00
17	13/12/2041	4,11	5 295,28	1 346,31	3 948,97	0,00	94 735,57	0,00
18	13/12/2042	4,11	5 295,28	1 401,65	3 893,63	0,00	93 333,92	0,00
19	13/12/2043	4,11	5 295,28	1 459,26	3 836,02	0,00	91 874,66	0,00
20	13/12/2044	4,11	5 295,28	1 519,23	3 776,05	0,00	90 355,43	0,00
21	13/12/2045	4,11	5 295,28	1 581,67	3 713,61	0,00	88 773,76	0,00
22	13/12/2046	4,11	5 295,28	1 646,68	3 648,60	0,00	87 127,08	0,00
23	13/12/2047	4,11	5 295,28	1 714,36	3 580,92	0,00	85 412,72	0,00
24	13/12/2048	4,11	5 295,28	1 784,82	3 510,46	0,00	83 627,90	0,00
25	13/12/2049	4,11	5 295,28	1 858,17	3 437,11	0,00	81 769,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/12/2050	4,11	5 295,28	1 934,54	3 360,74	0,00	79 835,19	0,00
27	13/12/2051	4,11	5 295,28	2 014,05	3 281,23	0,00	77 821,14	0,00
28	13/12/2052	4,11	5 295,28	2 096,83	3 198,45	0,00	75 724,31	0,00
29	13/12/2053	4,11	5 295,28	2 183,01	3 112,27	0,00	73 541,30	0,00
30	13/12/2054	4,11	5 295,28	2 272,73	3 022,55	0,00	71 268,57	0,00
31	13/12/2055	4,11	5 295,28	2 366,14	2 929,14	0,00	68 902,43	0,00
32	13/12/2056	4,11	5 295,28	2 463,39	2 831,89	0,00	66 439,04	0,00
33	13/12/2057	4,11	5 295,28	2 564,64	2 730,64	0,00	63 874,40	0,00
34	13/12/2058	4,11	5 295,28	2 670,04	2 625,24	0,00	61 204,36	0,00
35	13/12/2059	4,11	5 295,28	2 779,78	2 515,50	0,00	58 424,58	0,00
36	13/12/2060	4,11	5 295,28	2 894,03	2 401,25	0,00	55 530,55	0,00
37	13/12/2061	4,11	5 295,28	3 012,97	2 282,31	0,00	52 517,58	0,00
38	13/12/2062	4,11	5 295,28	3 136,81	2 158,47	0,00	49 380,77	0,00
39	13/12/2063	4,11	5 295,28	3 265,73	2 029,55	0,00	46 115,04	0,00
40	13/12/2064	4,11	5 295,28	3 399,95	1 895,33	0,00	42 715,09	0,00
41	13/12/2065	4,11	5 295,28	3 539,69	1 755,59	0,00	39 175,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 13/12/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	13/12/2066	4,11	5 295,28	3 685,17	1 610,11	0,00	35 490,23	0,00
43	13/12/2067	4,11	5 295,28	3 836,63	1 458,65	0,00	31 653,60	0,00
44	13/12/2068	4,11	5 295,28	3 994,32	1 300,96	0,00	27 659,28	0,00
45	13/12/2069	4,11	5 295,28	4 158,48	1 136,80	0,00	23 500,80	0,00
46	13/12/2070	4,11	5 295,28	4 329,40	965,88	0,00	19 171,40	0,00
47	13/12/2071	4,11	5 295,28	4 507,34	787,94	0,00	14 664,06	0,00
48	13/12/2072	4,11	5 295,28	4 692,59	602,69	0,00	9 971,47	0,00
49	13/12/2073	4,11	5 295,28	4 885,45	409,63	0,00	5 086,02	0,00
50	13/12/2074	4,11	5 295,06	5 085,02	209,04	0,00	0,00	0,00
Total			264 763,78	111 643,00	153 120,78	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-42

Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat à hauteur de 50 % de 522 034 euros - Construction de 6 logements le Bourg Sériers 15260 Neuvéglise-sur-Truyère

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 28 novembre 2024, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 261 017 € pour un emprunt d'un montant total de 522 034 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 6 logements situés Le Bourg, Sériers à Neuvéglise-sur-Truyère ;

Considérant le contrat de prêt n°166498 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 522 034 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°166498, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

522034 €, soit un montant garanti de 261017 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 522034 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 6 logements à NEUVÉGLISE-SUR-TRUYÈRE (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°166498), soit une garantie portant sur la somme en principal de 261017 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 166498

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération NEUVEGLISE PG 486, Parc social public, Construction de 6 logements situés Le Bourg, SIERIS 15100 NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-vingt-deux mille trente-quatre euros (522 034,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-six mille cent-quarante-trois euros (106 143,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de dix-huit mille quarante-six euros (18 046,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-quarante mille trente-deux euros (340 032,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinquante-sept mille huit-cent-treize euros (57 813,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/02/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5622946	5622945	5622948	5622947
Montant de la Ligne du Prêt	106 143 €	18 046 €	340 032 €	57 813 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE NEUVEGLISE (15)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.


19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.



ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141682, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166498, Ligne du Prêt n° 5622946

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141682, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166498, Ligne du Prêt n° 5622945

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141682, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166498, Ligne du Prêt n° 5622948

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141682, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166498, Ligne du Prêt n° 5622947

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 166498 / N° de la Ligne du Prêt : 5622946
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 106 143 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/11/2025	2,60	4 299,86	1 540,14	2 759,72	0,00	104 602,86	0,00
2	20/11/2026	2,60	4 299,86	1 580,19	2 719,67	0,00	103 022,67	0,00
3	20/11/2027	2,60	4 299,86	1 621,27	2 678,59	0,00	101 401,40	0,00
4	20/11/2028	2,60	4 299,86	1 663,42	2 636,44	0,00	99 737,98	0,00
5	20/11/2029	2,60	4 299,86	1 706,67	2 593,19	0,00	98 031,31	0,00
6	20/11/2030	2,60	4 299,86	1 751,05	2 548,81	0,00	96 280,26	0,00
7	20/11/2031	2,60	4 299,86	1 796,57	2 503,29	0,00	94 483,69	0,00
8	20/11/2032	2,60	4 299,86	1 843,28	2 456,58	0,00	92 640,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	20/11/2033	2,60	4 299,86	1 891,21	2 408,65	0,00	90 749,20	0,00
10	20/11/2034	2,60	4 299,86	1 940,38	2 359,48	0,00	88 808,82	0,00
11	20/11/2035	2,60	4 299,86	1 990,83	2 309,03	0,00	86 817,99	0,00
12	20/11/2036	2,60	4 299,86	2 042,59	2 257,27	0,00	84 775,40	0,00
13	20/11/2037	2,60	4 299,86	2 095,70	2 204,16	0,00	82 679,70	0,00
14	20/11/2038	2,60	4 299,86	2 150,19	2 149,67	0,00	80 529,51	0,00
15	20/11/2039	2,60	4 299,86	2 206,09	2 093,77	0,00	78 323,42	0,00
16	20/11/2040	2,60	4 299,86	2 263,45	2 036,41	0,00	76 059,97	0,00
17	20/11/2041	2,60	4 299,86	2 322,30	1 977,56	0,00	73 737,67	0,00
18	20/11/2042	2,60	4 299,86	2 382,68	1 917,18	0,00	71 354,99	0,00
19	20/11/2043	2,60	4 299,86	2 444,63	1 855,23	0,00	68 910,36	0,00
20	20/11/2044	2,60	4 299,86	2 508,19	1 791,67	0,00	66 402,17	0,00
21	20/11/2045	2,60	4 299,86	2 573,40	1 726,46	0,00	63 828,77	0,00
22	20/11/2046	2,60	4 299,86	2 640,31	1 659,55	0,00	61 188,46	0,00
23	20/11/2047	2,60	4 299,86	2 708,96	1 590,90	0,00	58 479,50	0,00
24	20/11/2048	2,60	4 299,86	2 779,39	1 520,47	0,00	55 700,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	20/11/2049	2,60	4 299,86	2 851,66	1 448,20	0,00	52 848,45	0,00
26	20/11/2050	2,60	4 299,86	2 925,80	1 374,06	0,00	49 922,65	0,00
27	20/11/2051	2,60	4 299,86	3 001,87	1 297,99	0,00	46 920,78	0,00
28	20/11/2052	2,60	4 299,86	3 079,92	1 219,94	0,00	43 840,86	0,00
29	20/11/2053	2,60	4 299,86	3 160,00	1 139,86	0,00	40 680,86	0,00
30	20/11/2054	2,60	4 299,86	3 242,16	1 057,70	0,00	37 438,70	0,00
31	20/11/2055	2,60	4 299,86	3 326,45	973,41	0,00	34 112,25	0,00
32	20/11/2056	2,60	4 299,86	3 412,94	886,92	0,00	30 699,31	0,00
33	20/11/2057	2,60	4 299,86	3 501,68	798,18	0,00	27 197,63	0,00
34	20/11/2058	2,60	4 299,86	3 592,72	707,14	0,00	23 604,91	0,00
35	20/11/2059	2,60	4 299,86	3 686,13	613,73	0,00	19 918,78	0,00
36	20/11/2060	2,60	4 299,86	3 781,97	517,89	0,00	16 136,81	0,00
37	20/11/2061	2,60	4 299,86	3 880,30	419,56	0,00	12 256,51	0,00
38	20/11/2062	2,60	4 299,86	3 981,19	318,67	0,00	8 275,32	0,00
39	20/11/2063	2,60	4 299,86	4 084,70	215,16	0,00	4 190,62	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/11/2064	2,60	4 299,58	4 190,62	108,96	0,00	0,00	0,00
Total			171 994,12	106 143,00	65 851,12	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/11/2034	2,60	649,04	226,58	422,46	0,00	16 021,87	0,00
11	20/11/2035	2,60	649,04	232,47	416,57	0,00	15 789,40	0,00
12	20/11/2036	2,60	649,04	238,52	410,52	0,00	15 550,88	0,00
13	20/11/2037	2,60	649,04	244,72	404,32	0,00	15 306,16	0,00
14	20/11/2038	2,60	649,04	251,08	397,96	0,00	15 055,08	0,00
15	20/11/2039	2,60	649,04	257,61	391,43	0,00	14 797,47	0,00
16	20/11/2040	2,60	649,04	264,31	384,73	0,00	14 533,16	0,00
17	20/11/2041	2,60	649,04	271,18	377,86	0,00	14 261,98	0,00
18	20/11/2042	2,60	649,04	278,23	370,81	0,00	13 983,75	0,00
19	20/11/2043	2,60	649,04	285,46	363,58	0,00	13 698,29	0,00
20	20/11/2044	2,60	649,04	292,88	356,16	0,00	13 405,41	0,00
21	20/11/2045	2,60	649,04	300,50	348,54	0,00	13 104,91	0,00
22	20/11/2046	2,60	649,04	308,31	340,73	0,00	12 796,60	0,00
23	20/11/2047	2,60	649,04	316,33	332,71	0,00	12 480,27	0,00
24	20/11/2048	2,60	649,04	324,55	324,49	0,00	12 155,72	0,00
25	20/11/2049	2,60	649,04	332,99	316,05	0,00	11 822,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/11/2050	2,60	649,04	341,65	307,39	0,00	11 481,08	0,00
27	20/11/2051	2,60	649,04	350,53	298,51	0,00	11 130,55	0,00
28	20/11/2052	2,60	649,04	359,65	289,39	0,00	10 770,90	0,00
29	20/11/2053	2,60	649,04	369,00	280,04	0,00	10 401,90	0,00
30	20/11/2054	2,60	649,04	378,59	270,45	0,00	10 023,31	0,00
31	20/11/2055	2,60	649,04	388,43	260,61	0,00	9 634,88	0,00
32	20/11/2056	2,60	649,04	398,53	250,51	0,00	9 236,35	0,00
33	20/11/2057	2,60	649,04	408,89	240,15	0,00	8 827,46	0,00
34	20/11/2058	2,60	649,04	419,53	229,51	0,00	8 407,93	0,00
35	20/11/2059	2,60	649,04	430,43	218,61	0,00	7 977,50	0,00
36	20/11/2060	2,60	649,04	441,63	207,41	0,00	7 535,87	0,00
37	20/11/2061	2,60	649,04	453,11	195,93	0,00	7 082,76	0,00
38	20/11/2062	2,60	649,04	464,89	184,15	0,00	6 617,87	0,00
39	20/11/2063	2,60	649,04	476,98	172,06	0,00	6 140,89	0,00
40	20/11/2064	2,60	649,04	489,38	159,66	0,00	5 651,51	0,00
41	20/11/2065	2,60	649,04	502,10	146,94	0,00	5 149,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	20/11/2066	2,60	649,04	515,16	133,88	0,00	4 634,25	0,00
43	20/11/2067	2,60	649,04	528,55	120,49	0,00	4 105,70	0,00
44	20/11/2068	2,60	649,04	542,29	106,75	0,00	3 563,41	0,00
45	20/11/2069	2,60	649,04	556,39	92,65	0,00	3 007,02	0,00
46	20/11/2070	2,60	649,04	570,86	78,18	0,00	2 436,16	0,00
47	20/11/2071	2,60	649,04	585,70	63,34	0,00	1 850,46	0,00
48	20/11/2072	2,60	649,04	600,93	48,11	0,00	1 249,53	0,00
49	20/11/2073	2,60	649,04	616,55	32,49	0,00	632,98	0,00
50	20/11/2074	2,60	649,44	632,98	16,46	0,00	0,00	0,00
Total			32 452,40	18 046,00	14 406,40	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 166498 / N° de la Ligne du Prêt : 5622948 Opération : Construction Produit : PLUS				Capital prêté : 340 032 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %
--	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/11/2025	3,60	16 170,65	3 929,50	12 241,15	0,00	336 102,50	0,00
2	20/11/2026	3,60	16 170,65	4 070,96	12 099,69	0,00	332 031,54	0,00
3	20/11/2027	3,60	16 170,65	4 217,51	11 953,14	0,00	327 814,03	0,00
4	20/11/2028	3,60	16 170,65	4 369,34	11 801,31	0,00	323 444,69	0,00
5	20/11/2029	3,60	16 170,65	4 526,64	11 644,01	0,00	318 918,05	0,00
6	20/11/2030	3,60	16 170,65	4 689,60	11 481,05	0,00	314 228,45	0,00
7	20/11/2031	3,60	16 170,65	4 858,43	11 312,22	0,00	309 370,02	0,00
8	20/11/2032	3,60	16 170,65	5 033,33	11 137,32	0,00	304 336,69	0,00
9	20/11/2033	3,60	16 170,65	5 214,53	10 956,12	0,00	299 122,16	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/11/2034	3,60	16 170,65	5 402,25	10 768,40	0,00	293 719,91	0,00
11	20/11/2035	3,60	16 170,65	5 596,73	10 573,92	0,00	288 123,18	0,00
12	20/11/2036	3,60	16 170,65	5 798,22	10 372,43	0,00	282 324,96	0,00
13	20/11/2037	3,60	16 170,65	6 006,95	10 163,70	0,00	276 318,01	0,00
14	20/11/2038	3,60	16 170,65	6 223,20	9 947,45	0,00	270 094,81	0,00
15	20/11/2039	3,60	16 170,65	6 447,24	9 723,41	0,00	263 647,57	0,00
16	20/11/2040	3,60	16 170,65	6 679,34	9 491,31	0,00	256 968,23	0,00
17	20/11/2041	3,60	16 170,65	6 919,79	9 250,86	0,00	250 048,44	0,00
18	20/11/2042	3,60	16 170,65	7 168,91	9 001,74	0,00	242 879,53	0,00
19	20/11/2043	3,60	16 170,65	7 428,99	8 743,66	0,00	235 452,54	0,00
20	20/11/2044	3,60	16 170,65	7 694,36	8 476,29	0,00	227 758,18	0,00
21	20/11/2045	3,60	16 170,65	7 971,36	8 199,29	0,00	219 786,82	0,00
22	20/11/2046	3,60	16 170,65	8 258,32	7 912,33	0,00	211 528,50	0,00
23	20/11/2047	3,60	16 170,65	8 555,62	7 615,03	0,00	202 972,88	0,00
24	20/11/2048	3,60	16 170,65	8 863,63	7 307,02	0,00	194 109,25	0,00
25	20/11/2049	3,60	16 170,65	9 182,72	6 987,93	0,00	184 926,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Édité le : 20/11/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/11/2050	3,60	16 170,65	9 513,29	6 657,36	0,00	175 413,24	0,00
27	20/11/2051	3,60	16 170,65	9 855,77	6 314,88	0,00	165 557,47	0,00
28	20/11/2052	3,60	16 170,65	10 210,58	5 960,07	0,00	155 346,89	0,00
29	20/11/2053	3,60	16 170,65	10 578,16	5 592,49	0,00	144 768,73	0,00
30	20/11/2054	3,60	16 170,65	10 958,98	5 211,67	0,00	133 809,75	0,00
31	20/11/2055	3,60	16 170,65	11 353,50	4 817,15	0,00	122 456,25	0,00
32	20/11/2056	3,60	16 170,65	11 762,23	4 408,42	0,00	110 694,02	0,00
33	20/11/2057	3,60	16 170,65	12 185,67	3 984,98	0,00	98 508,35	0,00
34	20/11/2058	3,60	16 170,65	12 624,35	3 546,30	0,00	85 884,00	0,00
35	20/11/2059	3,60	16 170,65	13 078,83	3 091,82	0,00	72 805,17	0,00
36	20/11/2060	3,60	16 170,65	13 549,66	2 620,99	0,00	59 255,51	0,00
37	20/11/2061	3,60	16 170,65	14 037,45	2 133,20	0,00	45 218,06	0,00
38	20/11/2062	3,60	16 170,65	14 542,80	1 627,85	0,00	30 675,26	0,00
39	20/11/2063	3,60	16 170,65	15 066,34	1 104,31	0,00	15 608,92	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/11/2064	3,60	16 170,84	15 606,92	561,92	0,00	0,00	0,00
Total			646 826,19	340 032,00	306 794,19	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 20/11/2024

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 166498 / N° de la Ligne du Prêt : 5622947 Opération : Construction Produit : PLUS foncier						Capital prêté : 57 813 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %			
N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)	
1	20/11/2025	3,60	2 509,41	428,14	2 081,27	0,00	57 384,86	0,00	
2	20/11/2026	3,60	2 509,41	443,56	2 065,85	0,00	56 941,30	0,00	
3	20/11/2027	3,60	2 509,41	459,52	2 049,89	0,00	56 481,78	0,00	
4	20/11/2028	3,60	2 509,41	476,07	2 033,34	0,00	56 005,71	0,00	
5	20/11/2029	3,60	2 509,41	493,20	2 016,21	0,00	55 512,51	0,00	
6	20/11/2030	3,60	2 509,41	510,96	1 998,45	0,00	55 001,55	0,00	
7	20/11/2031	3,60	2 509,41	529,35	1 980,06	0,00	54 472,20	0,00	
8	20/11/2032	3,60	2 509,41	548,41	1 961,00	0,00	53 923,79	0,00	
9	20/11/2033	3,60	2 509,41	568,15	1 941,26	0,00	53 355,64	0,00	

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/11/2034	3,60	2 509,41	588,61	1 920,80	0,00	52 767,03	0,00
11	20/11/2035	3,60	2 509,41	609,80	1 899,61	0,00	52 157,23	0,00
12	20/11/2036	3,60	2 509,41	631,75	1 877,66	0,00	51 525,48	0,00
13	20/11/2037	3,60	2 509,41	654,49	1 854,92	0,00	50 870,99	0,00
14	20/11/2038	3,60	2 509,41	678,05	1 831,36	0,00	50 192,94	0,00
15	20/11/2039	3,60	2 509,41	702,46	1 806,95	0,00	49 490,48	0,00
16	20/11/2040	3,60	2 509,41	727,75	1 781,66	0,00	48 762,73	0,00
17	20/11/2041	3,60	2 509,41	753,95	1 755,46	0,00	48 008,78	0,00
18	20/11/2042	3,60	2 509,41	781,09	1 728,32	0,00	47 227,69	0,00
19	20/11/2043	3,60	2 509,41	809,21	1 700,20	0,00	46 418,48	0,00
20	20/11/2044	3,60	2 509,41	838,34	1 671,07	0,00	45 580,14	0,00
21	20/11/2045	3,60	2 509,41	868,52	1 640,89	0,00	44 711,62	0,00
22	20/11/2046	3,60	2 509,41	899,79	1 609,62	0,00	43 811,83	0,00
23	20/11/2047	3,60	2 509,41	932,18	1 577,23	0,00	42 879,65	0,00
24	20/11/2048	3,60	2 509,41	965,74	1 543,67	0,00	41 913,91	0,00
25	20/11/2049	3,60	2 509,41	1 000,51	1 508,90	0,00	40 913,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/11/2050	3,60	2 509,41	1 036,53	1 472,88	0,00	39 876,87	0,00
27	20/11/2051	3,60	2 509,41	1 073,84	1 435,57	0,00	38 803,03	0,00
28	20/11/2052	3,60	2 509,41	1 112,50	1 396,91	0,00	37 690,53	0,00
29	20/11/2053	3,60	2 509,41	1 152,55	1 356,86	0,00	36 537,98	0,00
30	20/11/2054	3,60	2 509,41	1 194,04	1 315,37	0,00	35 343,94	0,00
31	20/11/2055	3,60	2 509,41	1 237,03	1 272,38	0,00	34 106,91	0,00
32	20/11/2056	3,60	2 509,41	1 281,56	1 227,85	0,00	32 825,36	0,00
33	20/11/2057	3,60	2 509,41	1 327,70	1 181,71	0,00	31 497,65	0,00
34	20/11/2058	3,60	2 509,41	1 375,49	1 133,92	0,00	30 122,16	0,00
35	20/11/2059	3,60	2 509,41	1 425,01	1 084,40	0,00	28 697,15	0,00
36	20/11/2060	3,60	2 509,41	1 476,31	1 033,10	0,00	27 220,84	0,00
37	20/11/2061	3,60	2 509,41	1 529,46	979,95	0,00	25 691,38	0,00
38	20/11/2062	3,60	2 509,41	1 584,52	924,89	0,00	24 106,86	0,00
39	20/11/2063	3,60	2 509,41	1 641,56	867,85	0,00	22 465,30	0,00
40	20/11/2064	3,60	2 509,41	1 700,66	808,75	0,00	20 764,64	0,00
41	20/11/2065	3,60	2 509,41	1 761,88	747,53	0,00	19 002,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	20/11/2066	3,60	2 509,41	1 825,31	684,10	0,00	17 177,45	0,00
43	20/11/2067	3,60	2 509,41	1 891,02	618,39	0,00	15 286,43	0,00
44	20/11/2068	3,60	2 509,41	1 959,10	550,31	0,00	13 327,33	0,00
45	20/11/2069	3,60	2 509,41	2 029,63	479,78	0,00	11 297,70	0,00
46	20/11/2070	3,60	2 509,41	2 102,69	406,72	0,00	9 195,01	0,00
47	20/11/2071	3,60	2 509,41	2 178,39	331,02	0,00	7 016,62	0,00
48	20/11/2072	3,60	2 509,41	2 256,81	252,60	0,00	4 759,81	0,00
49	20/11/2073	3,60	2 509,41	2 338,06	171,35	0,00	2 421,75	0,00
50	20/11/2074	3,60	2 508,93	2 421,75	87,18	0,00	0,00	0,00
Total			125 470,02	57 813,00	67 657,02	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-43

Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 268 660 euros - Construction de 2 logements rue du Terrou 15250 Naucelles

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 28 novembre 2024, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 134 330 € pour un emprunt d'un montant total de 268 660 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 2 logements situés rue du Terrou à Naucelles ;

Considérant le contrat de prêt n°166492 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 268 660 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°166492, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

268660 €, soit un montant garanti de 134330 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 268660 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 2 logements à NAUCELLES (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°166492), soit une garantie portant sur la somme en principal de 134330 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 166492

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération NAUCELLES PG 529, Parc social public, Construction de 2 logements situés Rue du Terrou 15250 NAUCELLES.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-huit mille six-cent-soixante euros (268 660,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-trente-quatre mille trois-cent-trente euros (134 330,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-trente-quatre mille trois-cent-trente euros (134 330,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/02/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
 - Acte authentique de propriété, attestation notariée

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5622604	5622603		
Montant de la Ligne du Prêt	134 330 €	134 330 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,6 %	3,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	2,6 %	3,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indicé(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE NAUCELLES	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U138655, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166492, Ligne du Prêt n° 5622604

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U138655, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 166492, Ligne du Prêt n° 5622603

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement

En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



Capital prêté : 134 330 €

Taux actuariel théorique : 2,60 %

Taux effectif global : 2,60 %

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT

N° du Contrat de Prêt : 166492 / N° de la Ligne du Prêt : 5622604

Opération : Construction

Produit : PLAI

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/11/2025	2,60	5 441,71	1 949,13	3 492,58	0,00	132 380,87	0,00
2	20/11/2026	2,60	5 441,71	1 995,81	3 441,90	0,00	130 381,06	0,00
3	20/11/2027	2,60	5 441,71	2 051,80	3 389,91	0,00	128 329,26	0,00
4	20/11/2028	2,60	5 441,71	2 105,15	3 336,56	0,00	126 224,11	0,00
5	20/11/2029	2,60	5 441,71	2 159,88	3 281,83	0,00	124 064,23	0,00
6	20/11/2030	2,60	5 441,71	2 216,04	3 225,67	0,00	121 848,19	0,00
7	20/11/2031	2,60	5 441,71	2 273,66	3 168,05	0,00	119 574,53	0,00
8	20/11/2032	2,60	5 441,71	2 332,77	3 108,94	0,00	117 241,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	20/11/2033	2,60	5 441,71	2 393,42	3 048,29	0,00	114 848,34	0,00
10	20/11/2034	2,60	5 441,71	2 455,65	2 986,06	0,00	112 392,69	0,00
11	20/11/2035	2,60	5 441,71	2 519,50	2 922,21	0,00	109 873,19	0,00
12	20/11/2036	2,60	5 441,71	2 585,01	2 856,70	0,00	107 288,18	0,00
13	20/11/2037	2,60	5 441,71	2 652,22	2 789,49	0,00	104 635,96	0,00
14	20/11/2038	2,60	5 441,71	2 721,18	2 720,53	0,00	101 914,78	0,00
15	20/11/2039	2,60	5 441,71	2 791,93	2 649,78	0,00	99 122,85	0,00
16	20/11/2040	2,60	5 441,71	2 864,52	2 577,19	0,00	96 258,33	0,00
17	20/11/2041	2,60	5 441,71	2 938,99	2 502,72	0,00	93 319,34	0,00
18	20/11/2042	2,60	5 441,71	3 015,41	2 426,30	0,00	90 303,93	0,00
19	20/11/2043	2,60	5 441,71	3 093,81	2 347,90	0,00	87 210,12	0,00
20	20/11/2044	2,60	5 441,71	3 174,25	2 267,46	0,00	84 035,87	0,00
21	20/11/2045	2,60	5 441,71	3 256,78	2 184,93	0,00	80 779,09	0,00
22	20/11/2046	2,60	5 441,71	3 341,45	2 100,26	0,00	77 437,64	0,00
23	20/11/2047	2,60	5 441,71	3 428,33	2 013,38	0,00	74 009,31	0,00
24	20/11/2048	2,60	5 441,71	3 517,47	1 924,24	0,00	70 491,84	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	20/11/2049	2,60	5 441,71	3 606,92	1 832,79	0,00	66 882,92	0,00
26	20/11/2050	2,60	5 441,71	3 702,75	1 738,96	0,00	63 180,17	0,00
27	20/11/2051	2,60	5 441,71	3 799,03	1 642,68	0,00	59 381,14	0,00
28	20/11/2052	2,60	5 441,71	3 897,80	1 543,91	0,00	55 483,34	0,00
29	20/11/2053	2,60	5 441,71	3 998,14	1 442,57	0,00	51 484,20	0,00
30	20/11/2054	2,60	5 441,71	4 103,12	1 338,59	0,00	47 381,08	0,00
31	20/11/2055	2,60	5 441,71	4 209,80	1 231,91	0,00	43 171,28	0,00
32	20/11/2056	2,60	5 441,71	4 319,26	1 122,45	0,00	38 852,02	0,00
33	20/11/2057	2,60	5 441,71	4 431,56	1 010,15	0,00	34 420,46	0,00
34	20/11/2058	2,60	5 441,71	4 546,78	894,93	0,00	29 873,68	0,00
35	20/11/2059	2,60	5 441,71	4 664,99	776,72	0,00	25 208,69	0,00
36	20/11/2060	2,60	5 441,71	4 786,28	655,43	0,00	20 422,41	0,00
37	20/11/2061	2,60	5 441,71	4 910,73	530,98	0,00	15 511,68	0,00
38	20/11/2062	2,60	5 441,71	5 038,41	403,30	0,00	10 473,27	0,00
39	20/11/2063	2,60	5 441,71	5 169,40	272,31	0,00	5 303,87	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/11/2064	2,60	5 441,77	5 303,87	137,90	0,00	0,00	0,00
Total			217 668,46	134 330,00	83 338,46	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT	<div>Capital prêté : 134 330 €</div> <div>Taux actuariel théorique : 3,60 %</div> <div>Taux effectif global : 3,60 %</div>
N° du Contrat de Prêt : 166492 / N° de la Ligne du Prêt : 5622603	
Opération : Construction	
Produit : PLUS	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/11/2025	3,60	6 388,23	1 552,35	4 835,88	0,00	132 777,65	0,00
2	20/11/2026	3,60	6 388,23	1 608,23	4 780,00	0,00	131 169,42	0,00
3	20/11/2027	3,60	6 388,23	1 666,13	4 722,10	0,00	129 503,29	0,00
4	20/11/2028	3,60	6 388,23	1 726,11	4 662,12	0,00	127 777,18	0,00
5	20/11/2029	3,60	6 388,23	1 788,25	4 599,98	0,00	125 988,93	0,00
6	20/11/2030	3,60	6 388,23	1 852,63	4 535,60	0,00	124 136,30	0,00
7	20/11/2031	3,60	6 388,23	1 919,32	4 468,91	0,00	122 216,98	0,00
8	20/11/2032	3,60	6 388,23	1 988,42	4 399,81	0,00	120 228,56	0,00
9	20/11/2033	3,60	6 388,23	2 060,00	4 328,23	0,00	118 168,56	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/11/2034	3,60	6 388,23	2 134,16	4 254,07	0,00	116 034,40	0,00
11	20/11/2035	3,60	6 388,23	2 210,99	4 177,24	0,00	113 823,41	0,00
12	20/11/2036	3,60	6 388,23	2 290,59	4 097,64	0,00	111 532,82	0,00
13	20/11/2037	3,60	6 388,23	2 373,05	4 015,18	0,00	109 159,77	0,00
14	20/11/2038	3,60	6 388,23	2 458,48	3 929,75	0,00	106 701,29	0,00
15	20/11/2039	3,60	6 388,23	2 546,98	3 841,25	0,00	104 154,31	0,00
16	20/11/2040	3,60	6 388,23	2 638,67	3 749,56	0,00	101 515,64	0,00
17	20/11/2041	3,60	6 388,23	2 733,67	3 654,56	0,00	98 781,97	0,00
18	20/11/2042	3,60	6 388,23	2 832,08	3 556,15	0,00	95 949,89	0,00
19	20/11/2043	3,60	6 388,23	2 934,03	3 454,20	0,00	93 015,86	0,00
20	20/11/2044	3,60	6 388,23	3 039,66	3 348,57	0,00	89 976,20	0,00
21	20/11/2045	3,60	6 388,23	3 149,09	3 239,14	0,00	86 827,11	0,00
22	20/11/2046	3,60	6 388,23	3 262,45	3 125,78	0,00	83 564,66	0,00
23	20/11/2047	3,60	6 388,23	3 379,90	3 008,33	0,00	80 184,76	0,00
24	20/11/2048	3,60	6 388,23	3 501,58	2 886,65	0,00	76 683,18	0,00
25	20/11/2049	3,60	6 388,23	3 627,64	2 760,59	0,00	73 055,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/11/2050	3,60	6 388,23	3 758,23	2 630,00	0,00	69 297,31	0,00
27	20/11/2051	3,60	6 388,23	3 893,53	2 494,70	0,00	65 403,78	0,00
28	20/11/2052	3,60	6 388,23	4 033,69	2 354,54	0,00	61 370,09	0,00
29	20/11/2053	3,60	6 388,23	4 178,91	2 209,32	0,00	57 191,18	0,00
30	20/11/2054	3,60	6 388,23	4 329,35	2 058,88	0,00	52 861,83	0,00
31	20/11/2055	3,60	6 388,23	4 485,20	1 903,03	0,00	48 376,63	0,00
32	20/11/2056	3,60	6 388,23	4 646,67	1 741,56	0,00	43 729,96	0,00
33	20/11/2057	3,60	6 388,23	4 813,95	1 574,28	0,00	38 916,01	0,00
34	20/11/2058	3,60	6 388,23	4 987,25	1 400,98	0,00	33 928,76	0,00
35	20/11/2059	3,60	6 388,23	5 166,79	1 221,44	0,00	28 761,97	0,00
36	20/11/2060	3,60	6 388,23	5 352,80	1 035,43	0,00	23 409,17	0,00
37	20/11/2061	3,60	6 388,23	5 545,50	842,73	0,00	17 863,67	0,00
38	20/11/2062	3,60	6 388,23	5 745,14	643,09	0,00	12 118,53	0,00
39	20/11/2063	3,60	6 388,23	5 951,96	436,27	0,00	6 166,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement

En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/11/2064	3,60	6 388,57	6 166,57	222,00	0,00	0,00	0,00
Total			255 529,54	134 330,00	121 199,54	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 31 JANVIER 2025

DELIBERATION N°25CP01-44

**Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de
298 407 euros - Acquisition en VEFA de 2 logements Lotissement Château d'Eau
15130 Lafeuillade-en-Vézie**

L'an deux mille vingt-cinq, le trente et un janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 22 janvier 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 8 janvier 2025, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 149 203,50 € pour un emprunt d'un montant total de 298 407 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 2 logements situés Lotissement Château d'Eau à Lafeuillade-en-Vézie ;

Considérant le contrat de prêt n°168455 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 298 407 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°168455, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 05-02-2025

Transmission Préfecture : 05-02-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

298407 €, soit un montant garanti de 149203,5 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 298407 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'acquisition de 2 logements à LAFEUILLADE-EN-VÉZIE (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°168455), soit une garantie portant sur la somme en principal de 149203,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 168455

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LAFEUILLADE EN VEZIE PG 558, Parc social public, Acquisition en VEFA de 2 logements situés LOT. CHATEAU D'EAU 15130 LAFEUILLADE-EN-VEZIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quatre-vingt-dix-huit mille quatre-cent-sept euros (298 407,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-sept mille soixante-et-onze euros (127 071,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-soixante-et-onze mille trois-cent-trente-six euros (171 336,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **08/04/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5634764	5634765		
Montant de la Ligne du Prêt	127 071 €	171 336 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,6 %	3,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	2,6 %	3,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie de toute nature, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE LAFEUILLADE EN VEZIE (15)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141663, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 168455, Ligne du Prêt n° 5634764

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U141663, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 168455, Ligne du Prêt n° 5634765

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 168455 / N° de la Ligne du Prêt : 5634764
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLA

Capital prêté : 127 071 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	08/01/2026	2,60	5 147,65	1 843,80	3 303,85	0,00	125 227,20	0,00
2	08/01/2027	2,60	5 147,65	1 891,74	3 255,91	0,00	123 335,46	0,00
3	08/01/2028	2,60	5 147,65	1 940,93	3 206,72	0,00	121 394,53	0,00
4	08/01/2029	2,60	5 147,65	1 991,39	3 156,26	0,00	119 403,14	0,00
5	08/01/2030	2,60	5 147,65	2 043,17	3 104,48	0,00	117 359,97	0,00
6	08/01/2031	2,60	5 147,65	2 096,29	3 051,36	0,00	115 263,68	0,00
7	08/01/2032	2,60	5 147,65	2 150,79	2 996,86	0,00	113 112,89	0,00
8	08/01/2033	2,60	5 147,65	2 206,71	2 940,94	0,00	110 906,18	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
444 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes @caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

 $\frac{1}{4}$

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	08/01/2034	2,60	5 147,65	2 264,09	2 883,56	0,00	108 642,09	0,00
10	08/01/2035	2,60	5 147,65	2 322,96	2 824,69	0,00	106 319,13	0,00
11	08/01/2036	2,60	5 147,65	2 383,35	2 764,30	0,00	103 935,78	0,00
12	08/01/2037	2,60	5 147,65	2 445,32	2 702,33	0,00	101 490,46	0,00
13	08/01/2038	2,60	5 147,65	2 508,90	2 638,75	0,00	98 981,56	0,00
14	08/01/2039	2,60	5 147,65	2 574,13	2 573,52	0,00	96 407,43	0,00
15	08/01/2040	2,60	5 147,65	2 641,06	2 506,59	0,00	93 766,37	0,00
16	08/01/2041	2,60	5 147,65	2 709,72	2 437,93	0,00	91 056,65	0,00
17	08/01/2042	2,60	5 147,65	2 780,18	2 367,47	0,00	88 276,47	0,00
18	08/01/2043	2,60	5 147,65	2 852,46	2 295,19	0,00	85 424,01	0,00
19	08/01/2044	2,60	5 147,65	2 926,63	2 221,02	0,00	82 497,38	0,00
20	08/01/2045	2,60	5 147,65	3 002,72	2 144,93	0,00	79 494,66	0,00
21	08/01/2046	2,60	5 147,65	3 080,79	2 066,86	0,00	76 413,87	0,00
22	08/01/2047	2,60	5 147,65	3 160,89	1 986,76	0,00	73 252,98	0,00
23	08/01/2048	2,60	5 147,65	3 243,07	1 904,58	0,00	70 009,91	0,00
24	08/01/2049	2,60	5 147,65	3 327,39	1 820,26	0,00	66 682,52	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	08/01/2050	2,60	5 147,65	3 413,90	1 733,75	0,00	63 268,82	0,00
26	08/01/2051	2,60	5 147,65	3 502,67	1 844,98	0,00	59 765,95	0,00
27	08/01/2052	2,60	5 147,65	3 593,74	1 553,91	0,00	56 172,21	0,00
28	08/01/2053	2,60	5 147,65	3 687,17	1 460,48	0,00	52 485,04	0,00
29	08/01/2054	2,60	5 147,65	3 783,04	1 364,61	0,00	48 702,00	0,00
30	08/01/2055	2,60	5 147,65	3 881,40	1 266,25	0,00	44 820,60	0,00
31	08/01/2056	2,60	5 147,65	3 982,31	1 165,34	0,00	40 838,29	0,00
32	08/01/2057	2,60	5 147,65	4 085,85	1 061,80	0,00	36 752,44	0,00
33	08/01/2058	2,60	5 147,65	4 192,09	955,56	0,00	32 560,35	0,00
34	08/01/2059	2,60	5 147,65	4 301,08	846,57	0,00	28 259,27	0,00
35	08/01/2060	2,60	5 147,65	4 412,91	734,74	0,00	23 846,36	0,00
36	08/01/2061	2,60	5 147,65	4 527,64	620,01	0,00	19 318,72	0,00
37	08/01/2062	2,60	5 147,65	4 645,36	502,29	0,00	14 673,36	0,00
38	08/01/2063	2,60	5 147,65	4 766,14	381,51	0,00	9 907,22	0,00
39	08/01/2064	2,60	5 147,65	4 890,06	257,59	0,00	5 017,16	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 08/01/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	08/01/2065	2,60	5 147,61	5 017,16	130,45	0,00	0,00	0,00
Total			205 905,96	127 071,00	78 834,96	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Edité le : 08/01/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 168455 / N° de la Ligne du Prêt : 5634765 Opération : Acquisition en VEFA Produit : PLUS				Capital prêté : 171 336 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %
---	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	08/01/2026	3,60	8 148,10	1 980,00	6 168,10	0,00	169 356,00	0,00
2	08/01/2027	3,60	8 148,10	2 051,28	6 096,82	0,00	167 304,72	0,00
3	08/01/2028	3,60	8 148,10	2 125,13	6 022,97	0,00	165 179,59	0,00
4	08/01/2029	3,60	8 148,10	2 201,63	5 946,47	0,00	162 977,96	0,00
5	08/01/2030	3,60	8 148,10	2 280,89	5 867,21	0,00	160 697,07	0,00
6	08/01/2031	3,60	8 148,10	2 363,01	5 785,09	0,00	158 334,06	0,00
7	08/01/2032	3,60	8 148,10	2 448,07	5 700,03	0,00	155 885,99	0,00
8	08/01/2033	3,60	8 148,10	2 536,20	5 611,90	0,00	153 349,79	0,00
9	08/01/2034	3,60	8 148,10	2 627,51	5 520,59	0,00	150 722,28	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Edité le : 08/01/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	08/01/2035	3,60	8 148,10	2 722,10	5 426,00	0,00	148 000,18	0,00
11	08/01/2036	3,60	8 148,10	2 820,09	5 328,01	0,00	145 180,09	0,00
12	08/01/2037	3,60	8 148,10	2 921,62	5 226,48	0,00	142 258,47	0,00
13	08/01/2038	3,60	8 148,10	3 026,80	5 121,30	0,00	139 231,67	0,00
14	08/01/2039	3,60	8 148,10	3 135,76	5 012,34	0,00	136 095,91	0,00
15	08/01/2040	3,60	8 148,10	3 248,65	4 899,45	0,00	132 847,26	0,00
16	08/01/2041	3,60	8 148,10	3 365,60	4 782,50	0,00	129 481,66	0,00
17	08/01/2042	3,60	8 148,10	3 486,76	4 661,34	0,00	125 994,90	0,00
18	08/01/2043	3,60	8 148,10	3 612,28	4 535,82	0,00	122 382,62	0,00
19	08/01/2044	3,60	8 148,10	3 742,33	4 405,77	0,00	118 640,29	0,00
20	08/01/2045	3,60	8 148,10	3 877,05	4 271,05	0,00	114 763,24	0,00
21	08/01/2046	3,60	8 148,10	4 016,62	4 131,48	0,00	110 746,62	0,00
22	08/01/2047	3,60	8 148,10	4 161,22	3 986,88	0,00	106 585,40	0,00
23	08/01/2048	3,60	8 148,10	4 311,03	3 837,07	0,00	102 274,37	0,00
24	08/01/2049	3,60	8 148,10	4 466,22	3 681,88	0,00	97 808,15	0,00
25	08/01/2050	3,60	8 148,10	4 627,01	3 521,09	0,00	93 181,14	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	08/01/2051	3,60	8 148,10	4 793,58	3 354,52	0,00	88 387,56	0,00
27	08/01/2052	3,60	8 148,10	4 966,15	3 181,95	0,00	83 421,41	0,00
28	08/01/2053	3,60	8 148,10	5 144,93	3 003,17	0,00	78 276,48	0,00
29	08/01/2054	3,60	8 148,10	5 330,15	2 817,95	0,00	72 946,33	0,00
30	08/01/2055	3,60	8 148,10	5 522,03	2 626,07	0,00	67 424,30	0,00
31	08/01/2056	3,60	8 148,10	5 720,83	2 427,27	0,00	61 703,47	0,00
32	08/01/2057	3,60	8 148,10	5 926,78	2 221,32	0,00	55 776,69	0,00
33	08/01/2058	3,60	8 148,10	6 140,14	2 007,96	0,00	49 636,55	0,00
34	08/01/2059	3,60	8 148,10	6 361,18	1 786,92	0,00	43 275,37	0,00
35	08/01/2060	3,60	8 148,10	6 590,19	1 557,91	0,00	36 685,18	0,00
36	08/01/2061	3,60	8 148,10	6 827,43	1 320,67	0,00	29 857,75	0,00
37	08/01/2062	3,60	8 148,10	7 073,22	1 074,88	0,00	22 784,53	0,00
38	08/01/2063	3,60	8 148,10	7 327,86	820,24	0,00	15 456,67	0,00
39	08/01/2064	3,60	8 148,10	7 591,66	556,44	0,00	7 865,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 08/01/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	08/01/2065	3,60	8 148,15	7 865,01	283,14	0,00	0,00	0,00
Total			325 924,05	171 336,00	154 588,05	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).